

cyberpresse.ca

LA PRESSE

LP2

LE GUIDE LP2 DES JOUETS DANGEREUX



LOCK-OUT AU HOCKEY

JEAN BÉLIVEAU ACCUSE LES JOUEURS, VINCENT DAMPHOUSSE LUI RÉPOND

SPORTS PAGES 4 ET 5

ARAFAT EST MORT



JEAN-FRANÇOIS BÉGIN

ENVOYÉ SPÉCIAL
RAMALLAH

L'agonie de Yasser Arafat est terminée. Après avoir passé une semaine dans un coma de plus en plus pro-

fond, l'homme qui était devenu au cours des cinq dernières décennies l'incarnation du rêve palestinien est mort la nuit dernière à l'âge de 75 ans.

La nouvelle, qui n'a surpris personne étant donné la détérioration progressive de l'état de santé du président de l'Autorité palestinienne depuis son départ pour un hôpital militaire parisien, le 29 octobre, a été confirmée à l'aube par le secrétaire de la présidence palestinienne, Tayed Abdelrahim, lors d'un point de presse à Ramallah.

« La direction palestinienne annonce avec regret au peuple palestinien, à la nation arabe, à toute l'humanité, le décès du guide, du leader, du fils de Palestine, de son symbole », a déclaré M. Abdelrahim.

« Celui qui a bâti son nationalisme et le héros de sa bataille pour la liberté et l'indépendance, notre président, notre leader, le porte-drapeau de notre nouvel avenir, notre frère Yasser Arafat, est mort ce matin à 4h30 (21h30, heure de Montréal) », a-t-il ajouté.

Des dizaines d'habitants de la ban-

de de Gaza ont accueilli l'annonce de la mort de leur leader en tirant en l'air des rafales d'arme automatique, tandis que la télévision palestinienne diffusait la lecture de versets du Coran. Pendant que le soleil se levait lentement sur la Terre sainte, les drapeaux palestiniens flottant au-dessus du QG de Yasser Arafat à Ramallah, où Abou Ammar avait été assiégé par l'armée israélienne au cours des trois dernières années, étaient mis en berne.

➤ Voir ARAFAT en page 21

CÔTE-D'IVOIRE

« C'est vraiment une chasse aux Blancs »

CAROLINE TOUZIN

Un prêtre missionnaire québécois qui refuse d'être évacué de la Côte-d'Ivoire, comme des centaines d'autres Canadiens vivant dans ce pays, confirme qu'Abidjan est le théâtre d'une véritable « chasse aux Blancs ».

Lundi, des jeunes patriotes (partisans du président ivoirien Laurent Gbagbo) sont venus cogner à la porte de l'endroit où il se cache depuis samedi. « Ils ont demandé s'il y avait des Blancs ici. Quand le gardien de sécurité leur a menti en disant qu'il n'y avait que des Africains, ils sont partis. C'est vraiment une chasse aux Blancs qui a commencé », raconte le prêtre originaire de Chambly joint par *La Presse* hier. Il refuse de poursuivre son nom, craignant pour sa vie.

L'homme se terre au coeur de Cocody, quartier chic d'Abidjan où un lycée français a été incendié par les rebelles samedi. Depuis la visite des jeunes patriotes, il évite de passer près des fenêtres, tout comme les autres Européens « blancs » avec qui il partage son lieu de refuge. « Si je me montre, je vais me faire lyncher », dit-il.

➤ Voir CÔTE-D'IVOIRE en page A6

Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE
« Bouchard ! Pourquoi Bouchard ? Il me semble que j'étais tout désigné pour négocier pour la SAQ ! »
— Jacques Parizeau

SOMMAIRE

| | |
|--------------------|---------------------------|
| Bandes dessinées | SPECTACLES 6 |
| Bridge | AFFAIRES 14 |
| Décès | AFFAIRES 12 et 13 |
| Feuilleton | SPECTACLES 6 |
| Forum | A 17 à 19 |
| Horaire télévision | SPECTACLES 4 |
| Loteries | A 14 |
| Mots croisés | SPECTACLES 6 et SPORTS 8 |
| Mot mystère | SPECTACLES 6 |
| Petites annonces | AFFAIRES 2 et AFFAIRES 10 |
| Trait d'union | LP2 22 et 23 |

Météo

Nuageux, averses de pluie ou neige, maximum 4, minimum -6, plus de détails en page SPORTS 12



Le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, est décédé dans la nuit de mercredi à aujourd'hui, à l'âge de 75 ans, a annoncé Christian Estriepeau, porte-parole du service de santé des armées. Aussitôt, le palais présidentiel de la France a réagi en annonçant la visite ce matin de Jacques Chirac pour « rendre un dernier hommage » à Yasser Arafat.

7 milliards dorment dans les coffres de fondations fédérales

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le gouvernement libéral a, depuis 1997, transféré 9,1 milliards de dollars à 15 fondations de tout acabit qui échappent totalement au contrôle du Parlement. Et de cette somme, 7,7 milliards n'ont toujours pas été utilisés et se re-

trouvent soit dans les comptes bancaires des fondations en question, soit dans des placements à intérêt, a appris *La Presse*. C'est à peu de choses près l'équivalent des surplus annuels du gouvernement fédéral.

De fait, au moins une de ces fondations, Inforoute Santé du Cana-

da, disposait au 31 mars 2004, soit à la fin du dernier exercice financier, de plus d'argent qu'elle en avait lorsqu'elle a été créée en 2001 par le gouvernement Chrétien, au moment où Paul Martin était ministre des Finances, grâce aux intérêts qu'elle a touchés sur les placements.

En effet, Inforoute Santé Canada, mise sur pied pour aider les provinces à informatiser leurs soins de santé, a obtenu 1,2 milliard du gouvernement en 2001 et avait une cagnotte de 1,202 milliard au 31 mars dernier.

➤ Voir MILLIARDS en page A6

Les Canadiens de plus en plus verts

La protection de l'environnement est leur priorité, révèle un sondage

CHARLES CÔTÉ

Avant la santé, la protection de l'environnement constitue la principale priorité des Canadiens en 2004, selon un sondage CROP/Enviro-nics réalisé pour le compte du Centre de recherche et d'information sur le Canada (CRIC).

« C'était la première fois qu'on posait la question sur l'environnement et on est surpris de voir que c'est aussi important », a expliqué Gina Bishop, du CRIC. Le CRIC est une division du Conseil de l'unité canadienne.

La question posée était la suivante : « Pour en arriver à un meilleur fonc-

tionnement du pays, les actions suivantes devraient être considérées comment ? » On énumérait ensuite 11 sujets, dans un ordre qui différerait d'un répondant à l'autre. Les personnes interrogées devaient répondre « grande importance », « importance moyenne » ou « faible importance ». Au pays, 76 % des répondants ont

accordé une « grande importance » à l'environnement, ce qui est un peu plus que pour la santé (75 %) et « l'accroissement de la collaboration fédérale-provinciale » (74 %).

En fait, la différence est à l'intérieur de la marge d'erreur.

➤ Voir VERTS en page A8



125\$
DE RABAIS
sur présentation de ce coupon
applicable à l'achat d'une paire de lunettes complète de prescription à prix régulier (verres et monture). Voir détails en succursale. Un coupon par client. Ne peut-être jumelé à toute autre promotion. Offre valide jusqu'au 30 novembre 2004.

GREICHE SCAFF
OPTOMÉTRISTES
www.greiche-scaff.com

Achetez maintenant et payez en 12 versements sans intérêt
Sur approbation de crédit.

Examen de la vue
Vaste choix de montures signées
(514) 336-4444
Sans frais 1 877 667-2020

ARAFAT N'EST PLUS

Le successeur immédiat d'Arafat: un homme loyal et discret

JEAN-FRANÇOIS BÉGIN

RAMALLAH – Il est virtuellement inconnu en dehors du territoire palestinien et a la réputation d'un homme sans grande envergure, mais ces petits détails n'empêcheront pas Rawhi Fattouh d'occuper au cours des deux prochains mois la plus haute fonction de l'Autorité palestinienne.

Comme le prévoit la loi fondamentale palestinienne, Fattouh, à titre de président du Conseil législatif (parlement), est devenu président intérimaire de l'Autorité à la mort de Yasser Arafat.

Homme d'appareil n'ayant jamais oeuvré dans les dossiers à fort retentissement médiatique comme les pourparlers de paix avec Israël, Fattouh est considéré par tous les observateurs comme un simple garant des institutions, qui s'effacera après les élections présidentielles devant être tenues d'ici 60 jours.

Profondément loyal au Fatah, faction politique fondée par Yasser Arafat en 1959, et conscient de ses limites, « il ne fera rien qui pourrait fâcher (le secrétaire général de l'Organisation pour la libération de la Palestine et favori) Abou Mazen », indique une source au sein du Conseil législatif. « C'est un homme du Fatah et il connaît les règles du jeu. »

Ancien premier ministre, Abou Mazen, de son vrai nom Mahmoud Abbas, est présentement considéré comme le successeur le plus probable de Fattouh.

« Il n'aura pas beaucoup de pouvoir parce que tous les titres que cumulait Yasser Arafat seront maintenant détenus par plusieurs individus différents », souligne le politologue palestinien Saïd Zeedani. Arafat présidait en effet non seulement l'Autorité palestinienne, mais aussi l'OLP — qui représente l'ensemble des Palestiniens, à l'intérieur et à l'extérieur des territoires occupés —, le Conseil national de sécurité et le comité central du Fatah.

On ne connaît pas d'ennemi politique à Fattouh, qui pourrait faire oeuvre utile dans la poudrière de Gaza, où il est né en 1949 et a été très présent depuis son retour d'exil en 1994. Il a participé dans le passé au dialogue avec le Hamas et le Djihad islamique, deux mouvements qui, forts d'une solide popularité dans le petit territoire situé en bordure de la Méditerranée, réclament présentement la constitution d'un leadership unifié.

Le président intérimaire a grandi à Rafah. C'est dans cette ville située à la frontière égyptienne que l'armée israélienne a récemment rasé plus d'une centaine de maisons.

Il a joint le Fatah à la fin des années 60, devenant responsable des relations avec l'Union générale des étudiants palestiniens. Il a suivi le leadership palestinien au Liban et en Tunisie et a été emprisonné pendant



Tous les titres que cumulait Yasser Arafat — présidence de l'Autorité palestinienne, de l'OLP, du Conseil national de sécurité et du comité central du Fatah — seront maintenant détenus par plusieurs individus.

PHOTO MURAD SEZER, ARCHIVES AP

quelques mois par la Syrie à la fin des années 1970, indique Bassem Barhoum, directeur des communications du Conseil législatif. Il a accédé au Conseil révolutionnaire central du Fatah au milieu des années 1980.

Élu au Parlement en 1996, il en a été le numéro deux de facto pendant sept ans, à titre de secrétaire général, avant d'être nommé ministre de l'Agriculture par Ahmed Qoreï quand celui-ci est devenu premier

ministre l'an dernier. Ce n'est qu'en mars dernier qu'il est devenu président du Conseil législatif. En septembre, il s'est rendu en visite officielle à Damas. L'événement constituait la première reconnaissance implicite de l'Autorité palestinienne par la Syrie, opposée aux accords d'Oslo, qui ont donné naissance à l'Autorité.

Quand Arafat est tombé malade, plusieurs observateurs s'attendaient à ce que la loi fondamentale palesti-

nienne soit amendée en vitesse pour permettre à un des vieux compagnons d'arme d'Arafat, tels Mahmoud Abbas ou le premier ministre Ahmed Qoreï, de prendre immédiatement la relève.

« Le fait que Rawhi Fattouh soit nommé pour succéder à Arafat est un signal encourageant », estime le rédacteur en chef du quotidien palestinien *Al-Hayat Al-Jadidah*, Hafez Barghouti. Il juge Fattouh « simple et très

naïf », mais, dit-il, « la loi doit être respectée, parce que si on commence à la modifier pour un oui et pour un non, le régime qui en découlerait sentirait mauvais. C'est notre chance de prouver que les Palestiniens veulent une démocratie. »

AUTRE TEXTE

La *Mouqataa*, de prison à sépulture, page 21.

Des réactions partagées

D'APRÈS AP ET AFP

WASHINGTON – Le président américain George W. Bush a estimé que le décès de Yasser Arafat, ce matin près de Paris, marque « un moment important de l'histoire palestinienne ».

« Nous présentons nos condoléances au peuple palestinien, a déclaré George Bush, selon un communiqué publié par les services de la Maison-Blanche. La mort de Yasser Arafat est un moment important dans l'histoire palestinienne. »

« Pour le peuple palestinien, nous espérons que le futur apportera la paix et la satisfaction de son aspiration à une Palestine indépendante, démocratique et en paix avec ses voisins, a-t-il ajouté. Pendant la période de transition qui s'ouvre, nous appelons toute la région et le monde entier à aider à la réalisation de ses objectifs et du but ultime de paix. »

De son côté, le président français Jacques Chirac s'est rendu à Clamart ce matin pour « rendre un dernier hommage » au président Yasser Arafat dont il a appris le décès « avec émotion ». « Avec lui disparaît l'homme de courage qui a incarné, pendant 40 ans, le combat des Palestiniens pour la reconnaissance de leurs droits nationaux... Puisse la perte qu'ils viennent de subir réunir tous les Palestiniens. C'est en restant unis qu'ils demeureront fidèles à la mémoire de Yasser Arafat et feront prévaloir l'idéal auquel il avait voué son existence », a ajouté Jacques Chirac.

Le président français a présenté ses « très sincères condoléances » à sa famille et à ses proches. Il assure

que la France « comme ses partenaires de l'Union européenne, maintiendra avec fermeté et conviction son engagement en faveur de deux États — un État palestinien viable, pacifique et démocratique, et l'État d'Israël — vivant côte à côte dans la paix et la sécurité ».

Beaucoup plus sévère, le premier ministre australien John Howard a estimé que l'Histoire jugerait « très durement Yasser Arafat pour ne pas avoir saisi en 2000 l'offre courageuse faite par le premier ministre israélien de l'époque, Ehud Barak, par laquelle les Israéliens acceptaient quelque 90 % de ce que les Palestiniens voulaient », a-t-il dit à la radio. « Je pense que si Arafat avait saisi cette occasion dans les derniers jours de l'administration Clinton, alors le cours des choses aurait pu en être facilité au Proche-Orient », a-t-il dit.

Le dirigeant conservateur a ajouté ne pas croire qu'Arafat n'aurait pas pu faire plus pour contrôler les groupes palestiniens militants. Aucun ministre du gouvernement australien n'assistera aux funérailles d'Arafat.

Même sévérité en Nouvelle-Zélande où l'on met en garde contre le risque d'instabilité au Proche-Orient à la suite du décès de Yasser Arafat, qui n'a pas su organiser sa succession.

En Israël, le président Moshé Katzav a exprimé l'espoir que la mort de Yasser Arafat permettra l'émergence d'une nouvelle direction palestinienne qui ouvrira un « nouveau chapitre » dans les relations avec Israël. « J'espère que la nouvelle direction palestinienne prendra une nouvelle voie en vue de mettre fin au terroris-

me et à la violence, ce qui permettra la reprise des négociations », a ajouté le président. « Si cette nouvelle direction palestinienne s'engage dans cette voie, elle trouvera en nous un partenaire fiable aspirant à la paix », a ajouté le président.

Le ministre de la Justice Yossef Lapid s'est plutôt félicité du décès du dirigeant palestinien, affirmant à la radio militaire qu'il est « bon que le monde en soit débarrassé ». « Le soleil brille au Moyen-Orient et dans le monde, car Arafat était non seulement le chef du terrorisme contre Israël, mais aussi le père géniteur du terrorisme qui sévit dans le monde actuellement, y compris Al-Qaeda », a affirmé M. Lapid.

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, s'est dit « profondément ému » par le décès de Yasser Arafat, « qui symbolisait (...) les aspirations nationales du peuple palestinien ».

L'Indonésie, plus grand pays musulman du monde et soutien de longue date de la cause palestinienne s'est dite « attristée » par la mort du président palestinien, le qualifiant de « héros ».

M. Arafat est venu à plusieurs reprises à Jakarta chercher l'appui de l'Indonésie et du Mouvement des pays non-alignés (MNA), notamment à l'époque où il était président par l'ex-dictateur Suharto. Le nouveau président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono avait envoyé il y a quelques jours un message au président palestinien pour lui souhaiter le rétablissement de sa santé.

LIMELIGHT

©2003 PIAGET



PIAGET
Genève

Célébrons 25 ans
d'excellence

CHÂTEAU D'IVOIRE

2020, rue de la Montagne • (514) 845-4651
www.chateaudivoire.com

ARAFAT N'EST PLUS



PHOTO HUSSEIN HUSSEIN, AGENCE FRANCE-PRESSE

Selon le meilleur des scénarios post-Arafat, après une période de bouillonnement intense, un leadership modéré émergerait chez les Palestiniens. Ce leadership romprait officiellement avec la lutte armée et se dirait prêt à négocier avec Israël.

L'APRÈS-ARAFAT

Rien n'est joué

MAGNÈS GRUDA

La disparition de Yasser Arafat ouvre un mince — très mince — espoir au Proche-Orient, mais elle pourrait tout autant propulser la région vers un nouveau bain de sang, estiment les observateurs du conflit israélo-palestinien.

Si les points de vue divergent, tous s'entendent sur un point : l'ère de l'« après-Arafat » commencera par une période d'instabilité. Et cette période sera celle de tous les dangers. Après, tout dépend.

Selon le meilleur des scénarios, après une période de bouillonnement intense, un leadership modéré émergerait chez les Palestiniens. Ce leadership romprait officiellement avec la lutte armée et se dirait prêt à négocier avec Israël. Les Palestiniens, épuisés par trois ans d'une lutte armée qui les a conduits à un cul-de-sac, pourraient être séduits par la proposition. Sous la pression populaire, les islamistes accepteraient eux aussi la trêve.

Cette main tendue des nouveaux

leaders palestiniens créerait une forte pression sur Israël. De la part de sa propre gauche. Mais aussi de la part de Washington.

Fraîchement réélu pour un deuxième mandat, George W. Bush, qui favorise officiellement la création d'un État palestinien, saisirait l'occasion et demanderait à Ariel Sharon de négocier avec les Palestiniens. Au lieu de retirer unilatéralement les colons juifs de Gaza, celui-ci serait obligé d'en arriver à une solution négociée, laquelle ouvrirait la porte à d'autres pourparlers.

Le spectre

« Un proverbe yiddish dit qu'un beignet en rêve n'est pas un beignet mais un rêve. Yasser Arafat et certains de ses proches étaient des rêveurs, mais ils ne voulaient pas vraiment réaliser leur rêve, c'était une génération incapable de concevoir la liberté », juge l'écrivain français Marek Halter, qui a rencontré le leader palestinien à de nombreuses reprises.

Comme d'autres, il estime que la présence d'Arafat constituait un facteur de blocage dans le conflit

israélo-palestinien. Mais son départ ne lève pas immédiatement tous les verrous. Et le scénario optimiste pourrait facilement déraiser.

« N'importe quel dirigeant modéré sera accusé d'accepter des concessions que le leader histori-

Si les points de vue divergent, tous s'entendent sur un point: l'ère de l'« après-Arafat » commencera par une période d'instabilité.

que n'a jamais acceptées. Il devra vivre avec le spectre d'Arafat », dit le politologue québécois Sami Aoun.

« La première chose qu'on demandera au nouveau leader c'est : Allez vous nous vendre ou pas ? » note de son côté Rachad Antonius, professeur à l'UQAM.

Mahmoud Abbas, presenté comme un des successeurs les

plus naturels d'Arafat, a déjà déclaré que la militarisation de l'Intifada avait été une erreur. Mais sera-t-il en mesure d'en convaincre ses compatriotes, qui ont tous perdu un proche au cours des trois dernières années ? Et surtout, saura-t-il les détourner de l'attrait des radicaux du Hamas ?

L'écueil islamiste

Le pire écueil pour les Palestiniens serait un affrontement entre le Fatah de Yasser Arafat et les islamistes : un véritable passeport pour l'Apocalypse, avertit Sami Aoun.

Les affrontements pourraient être particulièrement durs dans la bande de Gaza, où le Hamas est très populaire et où l'on est très critique à l'égard d'Arafat et de ses proches. Selon Sami Aoun, Gaza pourrait carrément basculer vers un islam de type taliban, ce que les pays arabes voisins accepteraient difficilement. Selon ce scénario, l'Égypte tenterait de reprendre cette bande de terre, où l'on trouve la plus forte densité de population au monde. On serait loin de la Palestine indépendante.

L'arme du chaos

Autre écueil de l'après-Arafat : Ariel Sharon se servirait du chaos qui suivra nécessairement la mort de Yasser Arafat pour justifier son plan unilatéral de retrait de Gaza et confirmer sa mainmise sur la Cisjordanie. C'est ce que

craint Rachad Antonius, pour qui « les problèmes de succession serviront de prétexte pour poursuivre la stratégie de Sharon ». Ce qui laisse présager une radicalisation dans les deux camps.

« Il y a une classe politique formidable chez les Palestiniens, des gens qui ont étudié à l'université, qui parlent hébreu », souligne Marek Halter. Mais cette classe aura-t-elle l'occasion de convaincre ses compatriotes qu'il y a une solution politique au bout du tunnel ?

C'est d'autant plus improbable que le gouvernement Sharon, qui a reproché aux Palestiniens de n'avoir aucun interlocuteur valable pour la paix, ne veut surtout pas qu'un tel interlocuteur apparaisse tout à coup dans le paysage post-Arafat, comme le souligne le politologue israélien Yossi Alpher. « Ce n'est pas dans l'intérêt de Sharon d'avoir un partenaire pour la paix », dit-il.

Selon lui, il faudrait que Washington pèse de tout son poids pour convaincre Ariel Sharon de discuter avec les Palestiniens, ne serait-ce que du retrait de Gaza. Et encore, c'est le mieux que l'on puisse espérer maintenant, selon M. Alpher.

Et puis, les scénarios les plus optimistes se heurtent tous à une tendance de fond, que résume le politologue israélien Barry Rubin : « En Occident, les politiciens ont tendance à se faire concurrence au centre du spectre politique. Chez nous, il y a une course vers la radicalisation. »

Rencontre insolite avec Arafat

À la fin de l'été 2002, alors que se multipliaient les attentats suicide en Israël et que le bouclage des territoires palestiniens par l'armée israélienne faisait craindre pour la vie de Yasser Arafat, notre journaliste Gilles Toupin a été parmi les derniers journalistes occidentaux à s'entretenir seul à seul et longuement avec le chef de l'Autorité palestinienne. Il garde un vif souvenir de cette rencontre insolite.



GILLES TOUPIN

obus. La salle où il se réunit avec son état-major est étroite, jaunie et vétuste. Les sacs de sable sont partout, signe d'un siège encore tout chaud. Les conditions sanitaires sont inimaginables pour un homme qui avait alors 73 ans. Dehors, des pâtés entiers de bâtiments sont effondrés avec leurs grandes poutres de fer tordues et le béton brisé en grandes dalles obliques. Nous avions réussi, ma compagne et moi, à pénétrer dans le complexe à la faveur d'une accalmie dans la surveillance israélienne. Le couvre-feu assombrissait Ramallah comme la chaleur l'avait assommée toute la journée. Même les enfants ne pouvaient sortir jouer dans la rue, au risque de recevoir une balle. Les parents ne pouvaient même pas sortir

pour acheter des provisions. Ramallah déserte ! Spectacle ahurissant.

Les Palestiniens attendaient *La Presse* au quartier général d'Abou Ammar, de l'autre côté d'une brèche dans les barbelés. Mais nous, nous ne nous attendions pas à voir ce que nous allions voir. Les conditions de vie du vieil homme étaient telles qu'il était difficile d'imaginer comment même un homme de 20 ans en pleine possession de ses moyens aurait pu vivre là sans déclin rapide.

Je me souviens de cette étincelle de lumière vibrante dans les yeux du vieil homme, de la pâleur de sa peau, de son costume décoré d'épinglettes, de son keffiyeh minutieusement plié et plié pour qu'il tombe en forme de carte de l'État palestinien. Je me sou-

viens surtout de ce tremblement de la lèvre qu'il ne pouvait réprimer et qui traduisait déjà un certain état de faiblesse physique.

Saurait-il répondre à nos questions ? Qu'en était-il de son agilité mentale, de sa mémoire ?

Arafat nous étonna. Il prenait le temps d'élaborer de longues réponses à nos questions, d'énumérer sans notes toutes les résolutions de l'ONU, numéro par numéro, consacrées à la Palestine, de nuancer les choses, d'analyser le contexte mondial et de défendre sans relâche sa cause. Il était informé de tout, même du Canada, même de ce qui s'était dit quelques semaines plus tôt sur lui au sommet du G8 de Kananaskis. « Nous ne pouvons oublier, disait-il, la position forte du Canada lors du sommet et nous ne pouvons pas oublier non plus la forte poussée en faveur de la paix donnée par les pays du G8 lors de ce sommet. »

Il voulait nous montrer sa chambre traversée par un obus. Il voulait nous parler de Chrétien, de Bush, des réformes de l'Autorité palestinienne, du terrorisme, de son désir de faire

des élections, « mais jamais sous l'occupation, nous ne serions pas libres ! » avait-il lancé. Ses proches collaborateurs auraient bien aimé qu'il écoute un peu la conversation. Ils craignaient qu'il ne se fatigue inutilement. La nuit avançait. Mais il enchaînait sur le récit des humiliations que son peuple subissait aux mains de l'armée israélienne. Il suppliait même le Canada d'intercéder auprès de Washington pour faire avancer le processus de paix, « pour sauver la paix des braves », avait-il dit.

Nous avons fait des photos. Il riait comme un enfant. Il parlait d'avenir. Il disait qu'il en avait vu d'autres. « Lorsque j'ai quitté Beyrouth, avait-il dit à la fin, on m'a dit : Abou Ammar, où vas-tu ? J'ai dit : En Palestine. Maintenant que je suis en Palestine, on me demande encore où je vais. Je dis : À Jérusalem. »

Ses espoirs auront été déçus. À moins qu'il n'ait entretenu le rêve secret qu'un jour sa dépouille soit déposée à Jérusalem, dans une Jérusalem qui serait enfin qualifiée de « ville ouverte »...

ACTUALITÉS

« On ne reculera devant rien! »

Près de 10 000 personnes manifestent contre les compressions dans les prêts et bourses

MAXIME BERGERON
ET MARIE ALLARD

Plusieurs milliers de personnes ont envahi les rues du centre-ville hier pour protester contre les compressions de 103 millions faites par le gouvernement de Jean Charest dans le système des prêts et bourses.

Les manifestants, qui étaient 10 000 selon les organisateurs de la marche, se sont d'abord réunis au parc Émilie-Gamelin vers 15h pour ensuite se diriger sans incident vers le bureau montréalais de Jean Charest, situé à l'angle de l'avenue McGill College et de la rue Sherbrooke. Tous avaient un but commun, a souligné la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Julie Bouchard.

« Ce ne sont pas des étudiants égoïstes qui manifestent pour leur intérêt personnel, mais une génération qui hurle pour son droit à l'éducation, a lancé M^{me} Bouchard au micro devant un parterre pour le moins éclectique. On ne reculera devant rien! »

De nombreux professeurs et représentants syndicaux ont uni leurs voix à celle des étudiants. Sylvie Demers,

enseignante au Collège de Rosemont, était de la manif. « Je vois bien les hausses que les étudiants subissent et la difficulté qu'ils ont à concilier un travail précaire avec leurs études. On hypothèque leur avenir. »

Son avenir — financier du moins —, Julie Robillard le voit plutôt sombre. Cette étudiante de 2^e année au doctorat en médecine vétérinaire à l'Université de Montréal a eu tout un choc cette année. Sa bourse a été réduite de 3600 \$ à 1600 \$ pendant que son prêt a grimpé de 3200 \$... à 7896 \$! « Et je n'ai reçu aucun avertissement, même pas une lettre pour m'aviser. »

Du « macaroni orange »

Pour illustrer son désarroi économique et l'endettement qui attend toute une génération de jeunes selon elle, M^{me} Robillard a marché tout l'après-midi avec deux boîtes de « macaroni orange » dans les mains, qu'elle utilisait comme maracas. « Et ce n'est même pas du Kraft! J'ai pris une marque sans nom pour montrer ce qu'on pourra se payer... »

Joël Nadeau, étudiant en animation culturelle à l'UQAM, envisage quant à lui d'interrompre ses études tellement il se sent pris à la gorge. « J'ai reçu 4000 \$ de prêt et zéro de bourse

cette année, alors qu'avant, j'avais des bourses. Mon endettement a tellement augmenté que je remets en cause la maîtrise que je devais commencer l'an prochain. »

La manifestation d'hier, qui a engorgé le quartier des affaires à l'heure où les employés commençaient à quitter le bureau, a réuni des étudiants de tous les domaines d'étude. Ceux de l'École polytechnique, qu'on voit moins souvent dans les événements du genre, étaient plusieurs dizaines hier après-midi.

« La coupe dans l'aide financière touche le tiers des étudiants de Polytechnique, a signalé Simon Vaillancourt, 21 ans, président de l'association étudiante. Ce n'est pas parce qu'ils auront un job après leurs études qu'il ne sont pas inquiets de voir leur endettement augmenter. Tout le monde est sensible à ça. »

Les passants, résidents du centre-ville et employés de bureau, se sont généralement montrés sympathiques à la cause défendue par les manifestants. C'est le cas de Luc Hébert, de Saint-Bruno, qui regardait passer le cortège debout à côté de sa voiture, garée avenue du Président-Kennedy.

« Voir tous ces étudiants dans la rue, ça me fait réfléchir, a dit M. Hébert. C'est épouvantable à quel point

on laisse tomber cette génération. Moi, j'ai profité des prêts et bourses quand j'étais étudiant, mais mon fils, qui est au cégep en ce moment, s'est vu refuser une bourse. »

Un petit avion, traînant une banderole où on pouvait lire « Charest, tu endettes une génération », a survolé le centre-ville pendant la marche, encourageant les manifestants à crier, chanter et brandir leurs banderoles avec plus de vigueur. L'appareil volait cependant à une altitude « anormalement basse », a fait remarquer le Service de police de la Ville de Montréal.

Un message sans casse

C'est pratiquement le seul incident noté par la police, qui a n'a effectué aucune arrestation et répertorié aucun méfait hier. « C'était une très belle manifestation, qui démontre encore une fois qu'on peut faire passer un message sans faire de casse », a souligné le porte-parole Ian Lafrenière.

Dans les cégeps et universités, les professeurs se sont montrés conciliants envers les étudiants qui ont manqué leurs cours hier. « Les enseignants dans les cégeps ont fermé les yeux sur les absences et vont faciliter le rattrapage des matières pour ceux qui sont allés manifester », a assuré

Ronald Cameron, président de la Fédération nationale des enseignants (FNÉE-Q-CSN).

La Fédération des cégeps a d'ailleurs donné son appui aux manifestants, déplorant au passage les compressions effectuées par le gouvernement Charest. « Je suis loin de croire que ça n'aura pas un effet sur l'accessibilité aux études, surtout pour les étudiants les plus défavorisés », a dénoncé Claude Bissonnette, porte-parole de la Fédération.

Les derniers manifestants, qui bloquaient la circulation dans la rue Sherbrooke, se sont dispersés vers 18 h.

L'IRONIE

Le dernier budget du gouvernement Charest, rendu public en mars, réservait une mauvaise surprise aux étudiants : le programme de prêts et bourses a subi une coupe de 103 millions. Cela signifie que les étudiants s'endettent désormais de 1000 \$ de plus par semestre, a reconnu le ministre de l'Éducation, Pierre Reid. Ironiquement, c'est pour respecter sa promesse électorale de ne pas hausser les droits de scolarité que le gouvernement libéral est allé chercher de l'argent dans l'aide financière aux études. Le problème, c'est que seuls les étudiants les plus pauvres — soit 35 % de ceux qui étudient au baccalauréat — sont touchés.



TOYOTA
un coup de cœur sans fin



ECHO BERLINE

UNE BERLINE POUR ECHOÏSTES? ON AURA TOUT VU!

Faites partie de la communauté echoïste, visitez echoiste.ca

2005 ECHO BERLINE

169\$

PAR MOIS/LOCATION 60 MOIS*
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
COMPTANT DE 1654 \$
OPTION 0 \$ COMPTANT
ÉGALEMENT DISPONIBLE À LA LOCATION

ET

0\$

1^{RE} MENSUALITÉ*
DÉPÔT DE SÉCURITÉ*
LOCATION 60 MOIS

OU

À L'ACHAT
À PARTIR DE

14 080\$

CRÉDIT À L'ACHAT
ÉQUIVALANT À
1 MENSUALITÉ
DE LOCATION**



MEILLEUR VÉHICULE ÉCONOMIQUE
DANS LA CATÉGORIE SOUS-COMPACTE



VILLE : 6,7 L/100 km†
ROUTE : 5,2 L/100 km†

ACCÈS TOYOTA Une expérience d'achat tellement plus sympa.



Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada inc. Sur approbation de crédit par Toyota Services Financiers. * Offre de location au détail valable sur les modèles Echo berline 2005 (BT123M AA) neufs en stock. Première mensualité de 0 \$ sur tous les modèles Echo 2005 neufs en stock, pour des termes de location de 60 mois. Dans l'éventualité qu'un client désire avoir un terme moindre que 60 mois, un rabais représentant le coût d'une mensualité basée sur un terme de 60 mois sera accordé (taxes incluses). Offre de 0 \$ dépôt de sécurité sur tous les modèles Echo 2005 neufs en stock à la location. Franchise annuelle de 24 000 km.

Frais de 7 ¢ du kilomètre excédentaire. Immatriculation et assurances en sus. Le montant total exigé avant le début de la période de location est de 1 619,16 \$ (taxes incluses) pour l'Echo berline 2005 (BT123M AA). ** Crédit à l'achat équivalent à une mensualité de location basée sur un terme de 60 mois (taxes incluses), applicable au financement à l'achat des modèles Echo 2005 neufs en stock. * PDSF pour les modèles Echo berline 2005 (BT123M AA) neufs en stock. L'immatriculation, les frais de transport, la préparation, les frais d'administration, l'assurance et les taxes sont en sus. Composez le 1 888 Toyota-8 ou visitez www.acces.toyota.ca. ** Le rabais aux diplômés (jusqu'à 1 000 \$ de remise) peut différer selon le modèle. † Cotes de consommation (ville/route) basées sur l'année-modèle 2005 pour une transmission manuelle pour le moteur du modèle indiqué. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Photos à titre indicatif seulement. Les offres se terminent le 30 novembre 2004 et sont établies par les concessionnaires Accés Toyota pour les concessionnaires participants de la grande région de Montréal. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.



PIERRE FOGLIA

Le malin en soi

Je me sens bien aux États-Unis, j'y vivrais, j'y resterais. Même sous la gouverne de Bush? C'est bien que vous me posiez la question, j'y venais justement.

J'aime les Américains, ils savent qui ils sont. Je ne parle pas du chauvinisme de quelques-uns, mais de cette tranquille assurance qu'ont 280 millions d'Américains d'être américains, pas irlandais, pas africains, pas allemands, pas polonais même s'ils l'ont un jour été. Américains.

En comparaison, le multiculturalisme canadien m'a toujours tanné (beaucoup plus en fait que le fédéralisme), j'ai toujours perçu notre soi-disant richesse multiculturelle, au mieux comme du folklore un peu débile, au pire comme une instrumentalisation politicienne. Notez je vous prie que c'est un immigré qui parle, justement c'est pas normal que je le sois encore 43 ans plus tard : si le Canada existait, je serais canadien depuis longtemps. Je suis québécois, bien sûr, mais c'est politique. Je suis québécois par conviction, comme j'étais communiste quand j'étais petit.

Si j'étais américain je ne me perdrais pas dans toutes ces méticulosités. Je serais américain, point. Comme je suis italien. Comme je suis français. À Chicago ou à New York ou à Grand Rapids, je me sens comme un juif d'une ancienne république soviétique qui débarque pour la première fois à Jérusalem.

Je me sens chez moi. Je n'ai jamais ressenti cela à Calgary, ni à Vancouver, oserais-je l'ajouter : à Rouyn non plus.

Mais j'étais parti pour vous faire un carnet de voyage, léger comme le veut le genre, je m'y mets à l'instant. À Chicago, je fréquentais un modeste resto d'habitues sur Wells, proche de mon hôtel, cela s'appelait Nookies. J'y petit-déjeunais le 3 novembre au matin dans une ambiance très posttréférendaire.

Je déménage au Canada demain, lance à la cantonade un nouvel arrivant.

Emmène donc Baldwin avec toi, lui réplique l'unique républicain de l'endroit, personnage raboteux avec lequel j'avais échangé quelque mots la veille. Il sait que je suis journaliste et que je viens du Canada.

Excusez-moi, dis-je au raboteux, qui est Baldwin?

Il me regarde avec des yeux ronds : Hey ! Écoutez-ça ! Au Canada, ils ne connaissent pas Baldwin. Merveilleux pays, j'y vais aussi d'abord !

L'idée, plaisante, m'a traversé l'esprit à ce moment-là. Si j'étais américain, en ces lendemains de réélection de *doubleyou*, je songerais peut-être, moi aussi, à déménager au Canada. Je ne serai jamais canadien. Mais je pourrais facilement, ces jours-ci, être un Américain réfugié au Canada.

LE MALIN EN SOI — Je n'en ferai pas un sondage, je suis sans doute

tombé sur le seul chauffeur de taxi moralisateur de tout Chicago, reste que la rencontre était plaisante en ces jours où l'on ne parlait que des valeurs morales de l'Amérique. Il pleuvait donc ce jour-là, je prends un premier taxi et j'oublie de demander un reçu. Je prends un second taxi et cette fois, je n'oublie pas, donnez-moi un reçu s'il vous plaît, et me rappelant mon omission de la première course, je corrige : donnez, m'en deux. Le chauffeur, un jeune Noir, se retourne d'un bloc : je ne ferai pas ça, monsieur.

Et tout en remplissant le seul reçu qu'il me donnera, il me fait la morale. C'est pas comme ça que le monde va devenir meilleur. Les employés volent l'entreprise, l'entreprise volera ses clients, et ça s'arrête où ? Hein ?

Je devais sourire, il me dit : et ça vous fait rire ? Vous savez, c'est très grave.

Poussez pas là, grave...

Si, insiste-t-il, très grave. Vous lirez ça. Il me tend un dépliant : Les ruses de Satan. On y explique comment Satan s'y prend pour se glisser dans les âmes les plus faibles pour leur faire faire des choses pas correctes, comme demander deux reçus de taxi pour le prix d'un, bien que cet exemple ne figure pas expressément dans le dépliant.

Alors, comment il s'y prend Satan ? Hé madame. On n'embarquera pas là-dedans. Tout ce que je

peux vous dire, c'est qu'il est drôlement malin.

LA ROUTE — J'aime tellement l'Amérique que je suis revenu de Chicago presque uniquement par les petites routes. Mille six cents kilomètres. À la radio, Kerry était en train de concéder la victoire dans un discours admirable. J'ai rarement entendu un politicien parler aussi juste, aussi « sensible », montrer autant de classe dans la défaite et une telle sincérité dans l'appel à l'unité. Un éloge de l'Amérique vibrant et, en même temps retenu, surtout un souci des nuances qui disait assez que cet homme-là ne pouvait pas être le président de l'Amérique que j'étais en train de traverser.

J'étais justement en Ohio, du côté de Toledo. J'avais mon enregistreur et je récitais les pancartes en traversant les petites agglomérations. *Body shop. Auto Parts. Towing. Auto Repair. Hill-top autobody. Autobody pep boys.* Ah tiens, un Subway. Ah tiens, *Dieu me voit.* Une Amérique qui conduit son char, qui le répare, qui prie et qui mange quoi ? Au People Cafe, on servait une soupe au riz-poulet, du chou farci et un pudding au riz. Il y avait aussi des grains de riz dans la farce des choux, cela faisait beaucoup de riz, mais c'était étonnamment très bon. Le prix, 8,95 \$.

J'ai appelé le président, disait Kerry un peu plus tôt dans son allocution. Je lui ai dit ma préoccu-

pation d'une Amérique profondément divisée. Le président partagea mon inquiétude. Quand j'ai repris la route, les analystes, dont le rédacteur en chef de *Harper's Magazine*, scrutaient les deux discours, celui de Kerry et celui de Bush, deux Amériques irréconciliables, concluaient-ils.

Il y a bien plus que deux Amériques, si vous voulez mon avis. Dix sûrement. Irréconciliables ? Il ne s'agit heureusement pas de se réconcilier. Seulement de vivre ensemble. C'est pas si compliqué.

LE DINDON — C'était dans la pointe ouest de la Pennsylvanie qui touche au lac Érié, une dame au milieu d'un carrefour bloquait la circulation à grands gestes pour permettre à un dindon sauvage de traverser, sauf que le dindon ne voulait pas traverser, ou le voulait peut-être, mais ne savait pas où se garer. Les automobilistes ne s'impatientsaient pas trop. Il faisait beau, j'avais baissé ma vitre, le chauffeur du pick-up devant moi aussi, il a passé sa tête et lancé à l'adresse du dindon : Com'on Kerry !

En un éclair, tout ce que venait de vivre l'Amérique. Un carrefour. Un dindon. Une dame qui bloque le trafic un instant. Arrive le shérif qui intime à la dame de remonter dans son auto. Fait signe aux autos de circuler. Et voilà, c'est reparti.

Ce qu'il est advenu du dindon ? Aucune idée.

Matelas et oreillers suédois

TEMPUR
MATÉLAS ET OREILLERS SUÉDOIS

- Confectionné à partir d'un matériau unique, **TEMPUR** est un produit suédois approuvé par la **NASA**.
- L'un des 18 produits admis au Temple de la renommée de la technologie spatiale américaine
- Procure un sommeil plus profond, plus récupérateur en soulageant les points de pression.
- Idéal pour personnes stressées ou ayant des problèmes physiques (maux, articulaires, douleurs musculaires, etc.)

Comme si vous flottiez dans l'espace!

BOUTIQUE MULTI-MATELAS
527 Notre-Dame Repentigny
Tél.: (450) 582-0637
Sans frais : 1-877-582-0637

Boutique Tout pour le dos
7-8780, boul. Saint-Laurent Montréal QC
Tél.: (514) 383-1582
Sans frais : 1 800 268-1582
www.toutpourledos.com

Expérience Sommeil
8025, boul. Taschereau Brossard QC
Tél. : (450) 445-1216
Sans frais : 1 877 NAHTAJO

Vente

Prix réduits jusqu'à 30% sur certains produits jusqu'au 18 Novembre

Recommandé par Le Consommateur Averti Montréal

| Duvets | Housses de duvet | Oreillers |
|--|---|---|
| Canard blanc le plus abordable Simple 59\$ 44 cm Double 79\$ 55 Queen 89\$ 64 King 99\$ 72 | Poly-coton 200 fils au p.c. bonne qualité à prix abordable Simple 55\$ Double 60\$ Queen 65\$ King 75\$ | Oreiller en plumes abordables Simple 15\$ Double 18\$ Queen 25\$ Euro 30\$ |
| Duvet de canard quatre saisons garantie de 15 ans Simple 119\$ 23 cm Double 149\$ 25 Queen 159\$ 35 King 179\$ 40 | Coton 100% 200 fils au p.c. le confort du coton Simple 60\$ Double 75\$ Queen 80\$ King 95\$ | Oreiller en duvet et plumes un favori Simple 30\$ Double 35\$ Queen 45\$ Euro 65\$ |
| Duvet d'oie quatre saisons pour chambre chaude garantie de 15 ans Simple 149\$ 20 cm Double 179\$ 25 Queen 209\$ 30 King 259\$ 35 | Coton 100% 290 fils au p.c. pour le meilleur confort Simple 79\$ Double 89\$ Queen 99\$ King 118\$ | Oreiller en duvet d'oie le plus luxueux Simple 55\$ Double 65\$ Queen 75\$ Euro 109\$ |
| Duvet d'oie trois saisons pour chambre fraîche garantie de 15 ans Simple 189\$ 30 cm Double 229\$ 35 Queen 249\$ 42 King 289\$ 50 | Draps Polycoton à partir de 20\$ 100% Coton à partir de 25\$ | Lits-de-plumes Lit de plumes léger pour le confort Simple 89\$ Double 110\$ Queen 125\$ King 155\$ |
| Duvet d'oie "Ultra" pour une chambre froide garantie de 15 ans Simple 219\$ 40 cm Double 269\$ 50 Queen 299\$ 55 King 345\$ 65 | Futons Plusieurs Futons à partir de 105\$ Bases à partir de 89\$ Housses de futon à partir de 39\$ | Sofas Lits Rideau Lit de plumes deluxe pour le confort maximal Simple 130\$ Double 165\$ Queen 189\$ King 230\$ |

Literie anti-allergène protection anti-acarienne à partir de 27\$

10 av. des Pins, ouest, Montréal, 287-9276
mar - ven 11 - 6
sam 11 - 5 dim, lun fermé

ungava

Le BMW X3 avec xDrive

www.bmw.ca/xDrive
1 800 667-6679

Le plaisir de conduire.

TRACTION | RENDEMENT maximale | maximal

xDrive

Le BMW X3 avec xDrive. Une traction intégrale comme jamais vous ne l'auriez cru possible.

© 2004 BMW Canada inc. « BMW », le logo BMW et « Le plaisir de conduire » sont des marques déposées.

SUITES DE LA UNE

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0517-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, Inc. dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

« C'est vraiment une chasse aux Blancs »

CÔTE-D'IVOIRE

suite de la page A1

De sa cachette, lundi, il a pu entendre les tirs des soldats français qui avaient dressé un cordon de sécurité autour de l'hôtel Ivoire situé tout près de la résidence du président Laurent Gbagbo. Les soldats tentaient alors de repousser les milliers d'Ivoiriens qui ont répondu aux appels de la radio officielle les incitant à affronter les forces françaises. Ce genre de manifestation fait craindre le pire au prêtre qui a passé la majorité de sa vie au Mali et au Burkina Faso. En Côte-d'Ivoire depuis quatre mois pour former des étudiants en théologie, l'homme croit que les appels à la violence

ce à la radio vont pousser les différentes ethnies à se tourner les uns contre les autres comme au Rwanda en 1994.

Des Canadiens quittent le pays

La violence des derniers jours a poussé le Canada à nolisier deux avions de 170 places chacun pour ses ressortissants en Côte-d'Ivoire. Ils devaient décoller hier vers Accra, au Ghana, pays voisin. À la fin de la journée, seulement un des deux avions, avec 126 Canadiens à bord, a pu quitter le pays. « L'autre avion ne pourra pas partir aujourd'hui (hier) », a affirmé Andrew Hannan, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, averse de commentaires.

Une fois au Ghana, les Canadiens fuyant le pays ont le choix de rester dans un hôtel réservé pour eux par le ministère des Affaires étrangères jusqu'à ce qu'ils jugent le moment propice à leur retour en Côte-d'Ivoire, ou de revenir au Canada, à leurs frais.

Il y a 709 Canadiens, dont 296 nés au Canada, inscrits auprès de l'ambassade canadienne à Abidjan. L'ambassade, fermée depuis quelques jours, gère les appels de ses ressortissants à partir d'Ottawa.

Lorsqu'un agent consulaire a téléphoné au prêtre mardi soir pour lui offrir de quitter le pays, il a refusé. « Une situation comme celle que vit la Côte-d'Ivoire présentement n'est pas étrangère à ce que peut

vivre un missionnaire », leur a-t-il expliqué.

Le Québécois refuse de juger les actions violentes commises ces derniers jours par les jeunes patriotes. « La situation est très complexe. Les jeunes sont pleins de dynamisme pour retrouver l'indépendance qu'ils croient avoir perdue aux mains des Français », explique-t-il calmement.

Selon lui, toute la Côte-d'Ivoire s'est sentie profondément humiliée samedi lorsque la France a détruit la quasi-totalité des moyens militaires aériens du pays. Cette attaque constituait une riposte aux bombardements des forces ivoiriennes qui avaient tué neuf soldats français et un Américain plus tôt ce jour-là.

La question d'unification du pays est occultée par un vif sentiment antifrçais », déplore-t-il. Le missionnaire souhaite que les forces gouvernementales ivoiriennes travaillent véritablement avec les forces françaises de l'opération Licorne pour reprendre la partie nord du pays actuellement détenue par les ex-rebelles. Les violences des derniers jours ont fait 64 morts et 937 blessés, selon un bilan dressé hier par le gouvernement ivoirien.

Le missionnaire prie en attendant que le calme soit suffisamment répandu à Abidjan pour que les taxis reprennent du service pour le ramener chez lui. « Quand les taxis rouleront, dit-il, ce sera un indice qu'on se rapproche de la paix. »

AUTRE TEXTE

Résumé de la journée en A21

7 milliards dorment dans les coffres de fondations fédérales

MILLIARDS

suite de la page A1

Durant ses trois premières années d'existence, cette fondation a accordé 51 millions de dollars en subventions, dépensé 30 millions en frais d'administration et touché 80 millions en intérêts sur ses placements, d'où l'excédent de deux millions par rapport à la somme initiale que lui a versée Ottawa, indique-t-on dans la dernière publication des Comptes publics du Canada.

Une porte-parole de cette fondation, Cindy Hoffman, a indiqué hier que les subventions accordées jusqu'ici s'élèvent à 164 millions de dollars. « Il est vrai que la fondation a été créée en 2001. Mais il faut tenir compte du fait que c'est un projet très complexe. Ce que nous sommes en train de faire, c'est du jamais vu. C'est vraiment d'une envergure énorme », a-t-elle dit.

D'autres fondations ont aussi touché beaucoup d'argent en intérêts sur leurs placements. C'est le cas de la Fondation canadienne pour l'innovation, qui a pour mandat « d'accroître la capacité des universités, des collèges, des hôpitaux et des établissements de recherche canadienne sans but lucratif de poursuivre des activités de recherche et de développement technologique d'envergure internationale qui produiront des bénéfices pour les Canadiens », selon le site Web de l'organisme.

Cette fondation a en effet touché 740 millions de dollars en intérêts sur ses placements depuis sa création en 1997. Cette fondation, qui avait un budget de 3,651 milliards

à l'origine, a tout de même accordé 1,230 milliard en subventions en sept ans. Malgré tout, elle dispose encore aujourd'hui d'une cagnotte bien garnie, 3,122 milliards au 31 mars dernier.

C'est également le cas de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, créée en 1998 pour aider les étudiants à payer leurs études postsecondaires. Elle a reçu 2,5 milliards du gouvernement, gagné 690 millions en intérêts sur ses placements et accordé

putés d'approuver ses plans de dépenses et d'examiner les résultats de ses dépenses », affirmait Mme Fraser, qui notait aussi dans son rapport que « très peu de ce montant (7,1 milliards) avait été reçu par les bénéficiaires ultimement visés, c'est-à-dire les innovateurs, les étudiants et les fournisseurs de soins de santé ».

À l'époque, elle soulignait que le gouvernement avait accordé 7,1 milliards de dollars à neuf fondations entre 1997 et 2001. Depuis

dormir des fonds publics de cette façon. Il faut revoir toute cette question des fondations au comité des finances. Il faut aussi ouvrir ces fondations à l'examen parlementaire », a déclaré le député bloquiste Yvan Loubier.

« Il est inacceptable que la vérificatrice générale ne puisse pas passer ces fondations au peigne fin. Il y a des choses sérieuses qui se passent là-dedans. Je ne suis pas convaincu qu'il s'agit de la meilleure utilisation de l'argent des contribuables », a déclaré le député conservateur Monte Solberg.

Au ministère des Finances, un porte-parole, David Gamble, a indiqué que les objectifs, la structure, le financement et les principes de gouvernance des fondations ont été présentés au Parlement, débattus et approuvés par les Communes.

« Le gouvernement s'est également forcé à maintenir un équilibre approprié entre l'indépendance des fondations et la reddition de comptes auprès des contribuables. Cela dit, le gouvernement a aussi écouté les préoccupations de la vérificatrice générale », a-t-il déclaré.

M. Gamble a affirmé que les fondations doivent fournir l'information à la population et doivent aussi fournir annuellement au ministre responsable des sommaires de leurs activités qui sont déposés au parlement.

« Les membres des fondations doivent aussi nommer des vérificateurs indépendants qui doivent procéder à une vérification des états financiers », a-t-il dit.

Le gouvernement Chrétien a décidé de créer ces fondations comme moyen d'utiliser ses faramineux surplus budgétaires année après année afin d'investir dans certains domaines qui, dans plusieurs cas, relèvent de la compétence des provinces.

1,155 milliard de dollars en bourses. Résultat : cette fondation affichait un solde de 1,988 milliard au 31 mars.

Le gouvernement Chrétien a décidé de créer ces fondations comme moyen d'utiliser ses faramineux surplus budgétaires année après année afin d'investir dans certains domaines qui, dans plusieurs cas, relèvent de la compétence des provinces.

Dans un rapport accablant publié en avril 2002, la vérificatrice générale Sheila Fraser avait critiqué verbalement cette façon de gérer les derniers des contribuables, d'autant plus que la plupart de ces fondations ne rendent pas de comptes au Parlement. « Un gouvernement responsable doit permettre aux dé-

lors, deux milliards supplémentaires ont été versés et six fondations de plus ont vu le jour.

Interrogés au sujet de l'ampleur des sommes qui se trouvent toujours dans les comptes bancaires des fondations ou dans des placements portant intérêt, le Bloc québécois et le Parti conservateur entendent saisir le puissant comité des finances de la Chambre des communes de cette question. Les libéraux sont minoritaires au sein de ce comité, comme c'est le cas à la Chambre des communes.

« Cela n'a pas de sens que ces fondations aient encore entre les mains 7,7 milliards de dollars alors qu'on a des besoins illimités en matière de recherche et de développement et en santé. On ne peut pas laisser

EN BREF

Montréal adopte un plan de sécurité

Le comité exécutif de Montréal a adopté hier un plan municipal de sécurité civile qui détermine le *modus operandi* en cas de sinistre dans la métropole. Le plan de sécurité civile était déjà en application bien qu'il ait été formellement adopté hier. Ce plan a d'ailleurs servi lors des inondations de l'hiver dernier aux abords de la rivière des Prairies. Ce document sert de guide en cas d'acte terroriste, de pandémie, de panne d'électricité majeure ou de catastrophe naturelle. Selon le directeur du centre de sécurité civile, Jean-Bernard Guindon, ce plan devrait rester en vigueur malgré la défusion de 15 villes à Montréal. Montréal doit maintenant établir son schéma de sécurité civile qui servira surtout à se prémunir contre des sinistres en élaborant des scénarios. La Ville pourrait aussi, par exemple, limiter les constructions dans des zones à risque pour les inondations. La Presse

Précision

Le ministre délégué à la Forêt, à la Faune et aux Parcs se nomme Pierre Corbeil et non Claude Corbeil, comme nous l'écrivions hier dans l'article intitulé *Feu vert au pipeline dans le parc d'Oka*. Nos excuses.

LES GRANDS RENDEZ-VOUS CULTURELS DE LA PREMIÈRE CHAÎNE



L'ART ET LA GUERRE: WAJDI MOUAWAD TÉMOIGNE.

L'entrevue sera suivie d'une table ronde animée par Raymond Cloutier avec Jean Barbe, journaliste et romancier, et Louise Déry, directrice de la galerie d'art de l'UQAM.

Ce soir **20 h**

Réalisation : Claude Godin
Réal.-coord. : Alain Kémeid

95.1 FM
Première Chaîne
Radio-Canada

www.radio-canada.ca/radio

Un joueur se suicide et laisse 48 000\$ de dettes

Sa femme doit rembourser cette somme alors qu'elle n'a jamais mis un sou dans un vidéopoker

CLAUDETTE SAMSON
LE SOLEIL

QUÉBEC – Lorsque son mari s'est suicidé en juin dernier, Lucie Viel n'a pas seulement perdu l'homme qu'elle aimait et avec qui elle vivait depuis 34 ans. Elle a aussi « hérité » d'une dette de 48 000 \$, entièrement due au « cancer » du jeu qui rongait son mari.

Révoltée par cette situation qui handicaperait le reste de sa vie, la femme de 54 ans a tenté depuis un mois et demi d'obtenir une rencontre avec le ministre des Finances, Yves Séguin, afin de lui exposer son problème. Elle n'a eu aucune réponse... jusqu'à hier, où, curieusement, elle avait fait parvenir une copie de sa lettre à tous les médias.

M. Séguin lui-même l'a appelée en début d'après-midi et a proposé de la rencontrer le 19 novembre.

« Il m'a offert ses condoléances et a dit qu'il essaierait de m'aider à trouver des solutions », mentionnait M^{me} Viel un peu plus tard, lors d'une entrevue accordée dans sa maison de Charny.

Et que dira-t-elle au ministre ? « Je veux lui montrer la lettre de mon mari », dit-elle. Celle-ci, qui couvre cinq pages, vise spécifiquement le vidéopoker comme cause de sa mort, et demande au ministre Séguin de réagir aux nombreux suicides causés par le jeu. « Je ne suis plus capable de vivre, c'est trop lourd », écrit Ri-

chard Cassista à son épouse, à qui il dit aussi son amour.

Hier, M^{me} Viel nous a lu cette lettre au complet, d'une voix solide mais émue.

Au ministre, elle fera aussi part du problème qui lui échoit. « Je n'ai pas mis un sou (...) dans une machine à vidéopoker et je n'ai rien acheté d'utile avec cet argent-là. J'ai deux enfants et deux petits-enfants. Cette dette que je vais payer jusqu'à ma mort, pensez-vous que mes enfants et petits-enfants en auraient besoin ? Est-ce que vous trouvez ça normal ? » lui écrit-elle.

Lucie Viel souligne l'attention du ministre pour dédommager les tenanciers de bar qui seront privés de ce revenu lors de la réorganisation de l'offre de jeu au Québec. Fort bien, elle est d'accord.

« Mais moi, qui me dédommage-ra ? »

Une maladie

Elle dit ne pas en vouloir à son mari, car « il était malade », mais elle ne peut que constater qu'il l'a mise dans une bien mauvaise situation. Il y a maintenant trois ans que Lucie Viel a appris sa « maladie ». L'homme n'a pas eu le choix de lui en parler, puisqu'il a fallu hypothéquer la maison de 30 000 \$ pour rembourser ses dettes.

Puis, trois semaines après son décès, une connaissance a apporté une missive de la compagnie MasterCard faisant état d'une dette supplémentaire de 18 000 \$.

Pour cacher ses problèmes, M. Cassista faisait expédier cette facture chez cette personne, à l'insu de sa femme. Une situation qui a eu pour conséquence qu'elle n'avait pris aucune assurance sur cette carte en cas de décès, comme elle l'avait fait pour les autres dont la facture arrivait à la maison.

M^{me} Viel a fait sortir tous les relevés relatifs à cette fameuse carte : elle ne comptait que des retraits dans des lieux où se trouvaient des machines à vidéopoker. Elle s'interroge donc sur la responsabilité de la compagnie de crédit, qui accorde et augmente les sommes d'argent accessibles, alors qu'il y a un problème évident. Elle a tenté de leur parler, « mais c'est comme parler à des panneaux d'armoire », dit-elle.

Puis, « pour essayer de comprendre ce qui pouvait se passer dans sa tête », elle dit avoir passé des heures dans des bars à regarder des joueurs s'échiner sur des machines. « J'ai compris que c'était pire qu'un cancer », dit-elle.

Richard Cassista avait entrepris une thérapie en milieu ouvert d'une durée de deux ans, mais l'avait abandonnée après trois mois. Son épouse, elle, est allée chercher tout le soutien qu'elle pouvait depuis le décès.

Elle participe entre autres à un groupe de rencontre de proches de personnes suicidées. « Sur 10, on est trois femmes dont le mari s'est suicidé à cause du jeu », lâche-t-elle avec amertume.



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE ©

Les vidéopokers génèrent des centaines de joueurs pathologiques dont certains sont tellement désespérés qu'ils préfèrent mettre fin à leurs jours.

Un ex-joueur de loterie vidéo relate son parcours infernal

PASCALE BRETON

Pour Stéphane, les problèmes sont arrivés en même temps que le Casino de Montréal, il y a une dizaine d'années. Il a ensuite découvert les appareils de loterie vidéo dans les bars. Sa vie est rapidement devenue un enfer, celle de sa famille aussi.

« J'y allais par curiosité au départ, j'avais l'impression que j'y avais des amis. J'allais là pour avoir du fun, dépenser un peu de sous, faire de l'argent. Je n'aurais jamais pensé que ça pourrait me nuire autant », lance-t-il.

Dans la jeune trentaine, avec deux enfants en bas âge, Stéphane peut tout de même se considérer chanceux. Plus du quart des joueurs pathologiques déclarent faillite, d'autres perdent leur emploi, se suicident ou voient leur famille les quitter.

Avec l'aide de sa conjointe, Stéphane a plutôt trouvé l'aide d'un thérapeute au centre Dollard-Cormier. Le couple a aussi choisi de participer à une étude menée par des chercheurs de l'UQAM et du Centre Fernand-Séguin de l'hôpital Louis-H.-LaFontaine sur l'impact du jeu compulsif dans les relations de couple.

« Pour l'autre, qui n'a pas de problème, c'est aussi très difficile. On essaie de comprendre », déclare sa conjointe, qui préfère ne pas être identifiée.

À ce jour, quelques études ont été menées sur l'impact de l'alcoolisme, de la toxicomanie ou des problèmes de santé mentale sur les relations de couple.

Par contre, rien ou presque, n'avait été fait sur les joueurs pa-

thologiques et leurs conjoints. Pourtant, la province compte 140 000 joueurs pathologiques. Au total, 4,5 % des Québécois sont des joueurs pathologiques ou sont en train de le devenir en raison des jeux du hasard et de l'argent.

Est-ce le jeu qui détruit le couple ou sont-ce les difficultés du couple qui mènent au jeu ?

« Plusieurs pensent que le jeu pathologique influence de façon très négative le fonctionnement conjugal, explique le Dr Trudel. Il est aussi possible que dans le contexte d'une relation conjugale perturbée, une personne qui a une propension au jeu pathologique s'y adonne davantage. C'est ce que nous essayons de déterminer par l'étude. »

Pour les besoins de leur étude, les chercheurs veulent rencontrer 120 couples dont au moins l'un des deux conjoints est un joueur pathologique ou a des problèmes sérieux de jeu. Ils souhaitent aussi rencontrer des couples qui n'ont aucun problème de jeu, question de comparer les relations entre les conjoints.

À ce jour, 26 couples ont été consultés et le recrutement se poursuit. Avec une rencontre des deux conjoints et un questionnaire, les chercheurs tentent de comprendre le jeu pathologique et ses conséquences sur la vie de couple.

« Nous ne sommes pas en mesure de faire une analyse qualitative puisque l'étude est en cours, mais il semble que plus le jeu est sévère et plus les problèmes sont importants dans le couple. La confiance est ébranlée et il y a un climat d'insécurité qui peut mener au divorce ou à la séparation », indique Vanessa Villeneuve, l'une des coordonnatrices du projet.

30 suicides par an

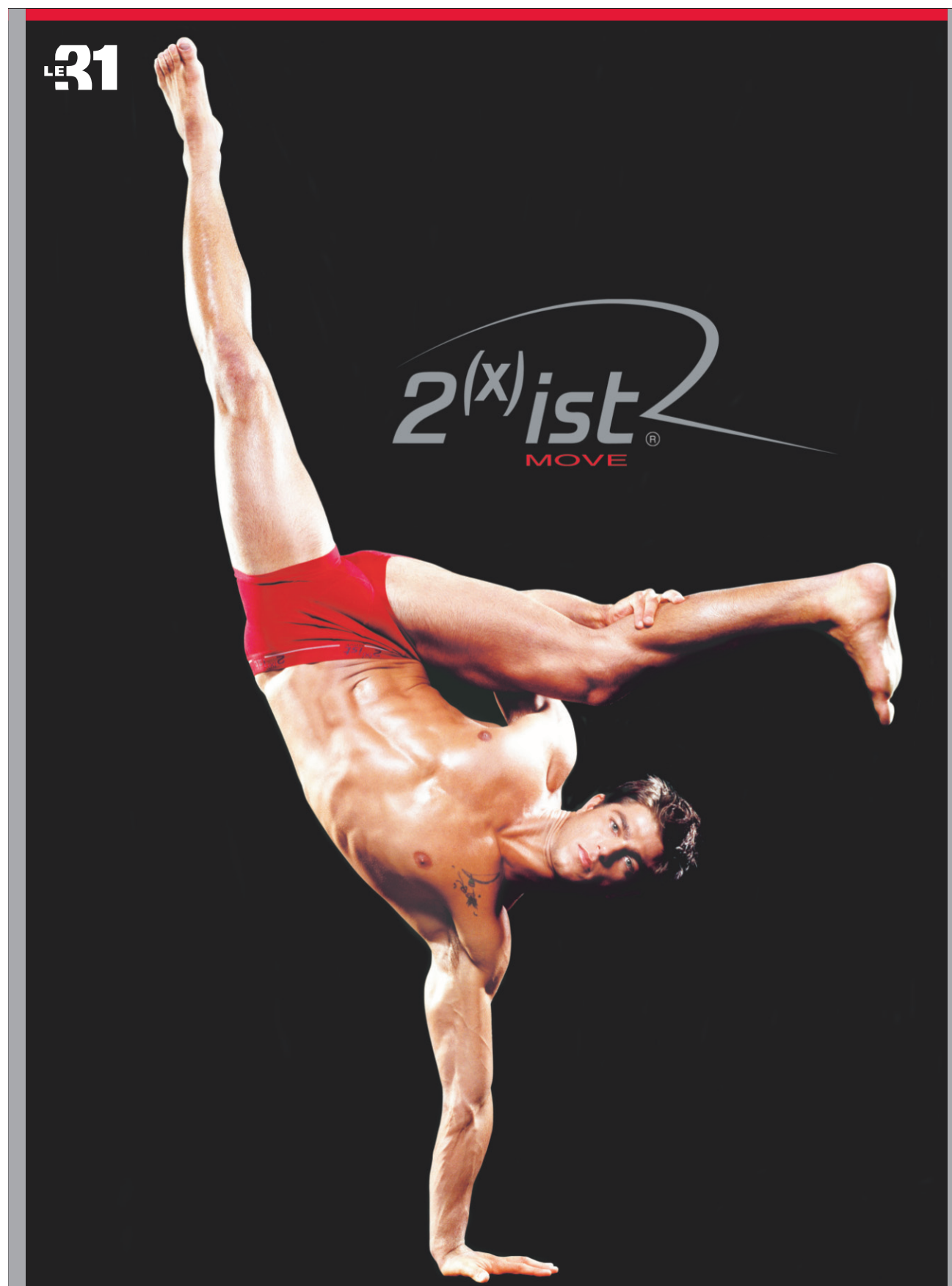
LE SOLEIL

Depuis 1998, on déplore en moyenne une trentaine de suicides directement reliés au jeu, chaque année, au Québec. Des chiffres qui donnent une autre coloration à l'ancien slogan de Loto-Québec : « Un jour, ce sera ton tour. »

Du strict point de vue mathématique, les quelque 120 000 joueurs compulsifs du Québec courent 3500 fois plus de risques d'aboutir à la dépression et au suicide que de gagner le gros lot avec un billet de 6/49. Se-

lon des chiffres cités par le Bureau du coroner du Québec en 2001, plus de 13 % des joueurs pathologiques auraient tenté de mettre fin à leurs jours. En 2002, la dernière année pour laquelle des statistiques complètes sont disponibles, 30 joueurs désespérés se sont enlevés la vie.

En 1989, le bénéfice net de Loto-Québec se chiffrait à 150 millions de dollars. An dernier, la cagnotte dépassait 1,4 milliard. Au Québec, de 1992 à 1999, les dépenses annuelles consacrées au jeu, par personne, ont bondi de 130 \$ à 430 \$.



le boxeur piqué stretch 35.⁰⁰

La collection directionnelle qui dynamise le sous-vêtement masculin c'est 2xist et elle innove encore avec son nouveau boxeur en fin tricot microalvéole, composé de tencel à 95% une fibre naturelle hyperlégière qui respire, additionnée de 5% lycra pour l'extensibilité et le galbe. Large bande élastique logo en microfibre soyeuse, coutures surfilées à plat pour un confort irréprochable. P.m.g.tg. Noir, blanc et la couleur rouge pure mode en exclusivité au 31.

 **simons**

HMV

nouveautés
en solde

EMINEM

PRÉSENTE

ENCORE

BANG



Quand Eminem présente un nouvel album, les gens retiennent leur souffle. Sur ses trois derniers albums, il a exorcisé tellement de démons qu'on pourrait croire, à tort, qu'il ne reste plus rien à dire. Mais Eminem réplique d'une offensive véhémente avec *Encore* où rage, sincérité et perspicacité pointent dans chaque rime braquée sur l'auditeur. Véritable moulin à paroles, Mathers envoie ses répliques cinglantes à l'humour décapant qui, encore une fois, ne laisseront personne indifférent.

DU 12 AU 22 NOVEMBRE

12⁹⁹

CD

elf

DU 16 AU 22 NOVEMBRE

26⁹⁹

2 DVD

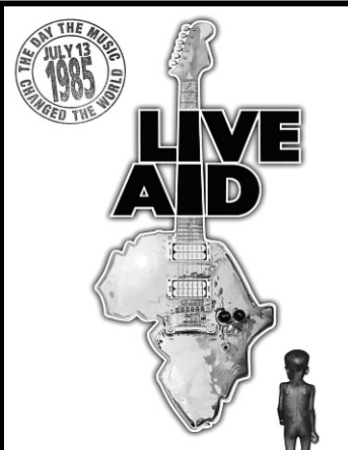


Charmant, drôle et sentimental, ce film qui a connu un grand succès au box-office est certain de figurer dorénavant parmi les favoris des fêtes. Cet ensemble de deux DVD comprend deux pistes de commentaires, des scènes supprimées au montage, des jeux, neuf capsules sur le tournage et bien plus encore.

© 2004 New Line Home Entertainment, Inc. Tous droits réservés. Distribué exclusivement au Canada par Alliance Atlantis Vivafilm. Tous droits réservés.



EN VENTE
LE 16 NOVEMBRE



LIVE AID (4 DVD)

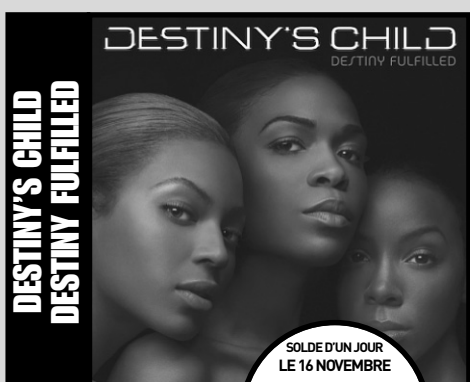
DU 16 AU 22 NOVEMBRE

36⁹⁹

4 DVD

Le 13 juillet 1985, la communauté musicale s'est ralliée sous le leadership de Bob Geldof pour amasser de l'argent et pour sensibiliser le monde à la famine grave qui règne en Éthiopie. Finalement, voici un coffret de quatre DVD rempli de performances d'artistes comme U2, David Bowie, Madonna, Bob Dylan, Eric Clapton, Paul McCartney, Neil Young, Queen et bien d'autres...

EN VENTE LE 16 NOVEMBRE

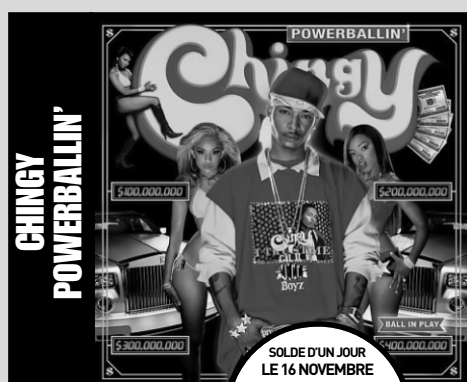


EN VENTE
LE 16 NOVEMBRE

SOLDE D'UN JOUR
LE 16 NOVEMBRE

14⁹⁹

CD



EN VENTE
LE 16 NOVEMBRE

SOLDE D'UN JOUR
LE 16 NOVEMBRE

11⁹⁹

CD

Rendez-vous au www.hmvonline.com pour repérer le magasin le plus près de chez vous.

Prix en vigueur tel qu'indiqué. La sélection est sujette à la disponibilité des stocks et peut varier d'un magasin à l'autre. Certains titres compris dans cette promotion peuvent être en vente à prix plus élevé ailleurs en magasin. Tous les prix de solde sont en vigueur pour une durée limitée et jusqu'à épuisement des stocks. HMV se réserve le droit de limiter les quantités et de mettre fin à cette offre en tout temps.

HMV

ACTUALITÉS

Lequel des jumeaux est le père?

CHRISTIANE DESJARDINS

Incapable de déterminer lequel de deux frères jumeaux est le père de son enfant, parce qu'elle a eu des relations sexuelles avec chacun d'eux, une femme exige qu'ils se soumettent à un test d'ADN pour trancher le litige.

Mais voilà, même l'ADN pourrait bien être incapable de départager ce méli-mélo, s'il s'avère que les hommes sont jumeaux « monozygotes », ou plus simplement, identiques. Dans l'état actuel de la science, les tests ne permettent pas d'identifier le père, parce que leur ADN est trop semblable. S'ils ne sont pas identiques (dizygotes), la chose sera très faisable.

Cette curieuse affaire émane d'une demande de reconnaissance de paternité, présentée devant la Cour supérieure de Montréal, par l'un des jumeaux. L'homme voudrait être reconnu comme le père d'un petit garçon de 5 ans. Il raconte avoir fréquenté la femme à partir de 1997. En 1999, elle accouchait d'un garçon. Sur l'extrait de naissance, l'enfant n'a pas de père identifié. N'empêche que l'homme aurait eu régulièrement accès à l'enfant jusqu'à ce qu'il ait

trois ans et demi, le prenant même régulièrement chez lui pour des fins de semaine. Puis la mère de l'enfant a coupé tous les liens. Il s'est donc adressé à la Cour supérieure pour faire reconnaître ses droits.

Ce à quoi la femme a répondu qu'à l'époque où l'enfant a été conçu, elle a aussi eu des relations sexuelles avec le frère jumeau de mon-sieur. Seul un test d'ADN pourrait établir la paternité avec certitude. L'aspirant père s'oppose à subir le test, parce qu'il n'en a pas les moyens financiers, dit-il. Quant à son jumeau, il s'y oppose aussi, parce qu'il n'est pas intéressé et ne se sent pas concerné. Il est maintenant marié et a des enfants.

Dans l'espoir de trancher le litige de façon la plus délicate possible, le juge Paul Jolin a décidé récemment que dans un premier temps, l'aspirant-père subirait seul le test d'ADN, et qu'il en assumerait les frais. Si le test démontre qu'il n'est pas le père, l'affaire sera close. S'il est positif, son jumeau devra aussi se soumettre au test, afin de s'assurer qu'ils ne sont pas jumeaux identiques. S'ils le sont, on reviendra alors à la case départ.

SUITE DE LA UNE

Les Canadiens de plus en plus verts

VERTS suite de la page A1

« Ça ne veut pas dire que l'une de ces préoccupations est plus importante que l'autre », affirme le sondeur Claude Gauthier, de CROP.

Cependant, les priorités se dégagent d'une région à l'autre du pays. C'est au Québec qu'on accorde le plus d'importance à l'environnement, avec 81 % des répondants affirmant que c'est un enjeu d'une « grande importance », devant la santé (73 %) et les relations fédérales-provinciales (71 %).

L'environnement est aussi le sujet le plus important pour les Ontariens (79 %), devant également la santé (76 %). Dans les provinces de l'Ouest, l'environnement vient en troisième place avec 70 %, après les relations fédérales-provinciales (75 %) et la santé (73 %).

Toute cette importance accordée à l'environnement est-elle surprenante? « Moi, ça ne m'étonne pas, dit M. Gauthier. D'autres sondages montrent que la préoccupation de l'environnement est très, très forte. Quand on propose la santé, en général, elle sort en premier, mais l'environnement est de plus en plus valorisé. »

C'est une question de circonstances, mais aussi d'évolution sociale, selon lui.

Dans une période comme celle-ci, l'économie va assez bien, il n'y a pas trop de chômage, l'environnement est de plus en plus mentionné par les gens, dit-il. C'est un sujet qui devient important quand l'économie va bien. Mais on sent aussi que c'est quelque chose qui reprend de la vigueur depuis quelques années. »

« Peut-on être « contre » l'environnement? »

« En effet, il est difficile d'admettre qu'on est

contre l'environnement, dit-il. Mais dans d'autres circonstances, le résultat aurait pu être différent. On aurait pu parler de création d'emplois, par exemple. Ça veut dire que l'environnement est actuellement un sujet auquel les gouvernements doivent porter attention. »

Les trois sujets jugés les plus importants se démarquent nettement des autres. Seulement 55 % des répondants considèrent d'une grande importance de réformer les institutions politiques « pour les rendre beaucoup plus ouvertes et démocratiques ».

Par ailleurs, 53 % des répondants accordent une grande importance à la création d'un système pancanadien de garderies. Les jeunes sont particulièrement en faveur de cette option.

Quarante-huit pour cent des répondants considèrent les réductions d'impôt comme une priorité. La réforme du Sénat demeure un enjeu important pour 40 % des Canadiens.

Les autres possibilités proposées étaient : établir des relations plus étroites entre le Canada et les États-Unis (37 %), améliorer la qualité de vie des peuples autochtones (29 %), augmenter les dépenses militaires (29 %) et donner plus d'argent aux grandes villes du pays (18 %).

Les firmes CROP et Environics ont interrogé au total 3202 personnes, CROP se chargeant de l'échantillon québécois de 1000 répondants et Environics de l'échantillon du reste du Canada. Le sondage a été effectué entre le 15 septembre et le 4 octobre 2004.

Sa marge d'erreur est de 1,7 point de pourcentage 19 fois sur 20.

Pour consulter les résultats du sondage : www.cric.ca/fr-re/portraits/index.html

2005

L'année de l'Acura



C'est vite comme ça que ça se passe.

ACURA RSX PREMIUM

« Meilleur coupé sport de moins de 35 000 \$ »
— Guide de l'auto 2005

Location à partir de

275 \$* par mois
48 mois

| | | | |
|----------|----------|----------|---------|
| Comptant | 4 395 \$ | 2 265 \$ | 0 \$ |
| Païement | 275 \$* | 325 \$* | 375 \$* |

Incluant:

- roues en alliage d'aluminium de 16 pouces
- système de coussins gonflables avant et latéraux
- toit ouvrant électrique
- climatisation automatique
- chaîne AM/FM/CD stéréo à 6 haut-parleurs
- et beaucoup plus...

Aucun dépôt de sécurité • Allocation de 96 000 km

ACURA DE LAVAL
2500, boul. Chomedey
Laval
(450) 682-4050
www.acuralaval.com

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie
Blainville
(450) 435-4455
www.acuraplus.com

GALERIES ACURA
7100, boul. Métropolitain E.
Anjou
(514) 354-8811
www.galeriesacura.com

ACURA GABRIEL
4648, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux
(514) 696-7777
www.gabriel.ca/acura

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean-Talon O.
Montréal
(514) 340-1344
www.lucianiacura.com

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau O.
Brossard
(450) 659-1616
www.acurabrossard.com



PROGRAMME POUR
DIPLOMÉS

*Offres de location-bail d'une durée limitée, par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. S.A.C. seulement. Tarifs mensuels de location-bail d'une durée de 48 mois établis pour l'Acura RSX Premium (modèle DC5385J) 2005 neuve. Un acompte de 4 395 \$ vous donne un versement mensuel de 275 \$ et un total des paiements de 17 595 \$. Un acompte de 2 265 \$ vous donne un versement mensuel de 325 \$ et un total des paiements de 17 865 \$. L'option 0 \$ comptant vous donne un versement mensuel de 375 \$ et un total des paiements de 18 000 \$. Un premier versement est requis et un acompte pourrait être exigé. Allocation de 24 000 km par année (frais de 0,12 \$ par kilomètre supplémentaire). Transport et préparation (1 050 \$), frais d'inscription au registre des droits personnels et réels mobiliers, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. À la fin du bail, vous pouvez retourner le véhicule au concessionnaire ou l'acheter pour une valeur résiduelle prédéterminée. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Garantie Acura limitée de 5 ans/100 000 km. Les deux premiers services d'entretien sont compris. Le modèle offert peut différer de la photographie. Les récents diplômés universitaires ou collégiaux peuvent être admissibles au programme donnant droit à une allocation allant jusqu'à 750 \$ sur certains modèles. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Du 2 au 30 novembre 2004.

ACURA
www.acura.ca

Parizeau trouve saines les luttes au PQ

KARIM BENESEAIEH

Estimant que les luttes intestines actuelles au Parti québécois sont « saines », l'ex-premier ministre Jacques Parizeau prévient les membres : le prochain congrès prévu en juin 2005 sera crucial, « aussi important que celui qui a eu lieu il y a 30 ans, en 1973, alors que le PQ a accepté le principe du référendum ».

« Dans l'état actuel des choses, il y en a qui se désolent, a noté M. Parizeau devant un auditoire conquis de quelque 300 étudiants de l'Université du Québec à Montréal. Qu'est-ce que c'est que ces discussions, qu'est-ce que c'est que ces engueulades? Mais plus normal que ça, on meurt. Vous auriez dû voir ça quand je suis devenu président du Parti québécois. Mon Dieu, le chiard... La moitié de l'exécutif national du PQ a démissionné. »

Une foule impressionnante d'étudiants, majoritairement dans la vingtaine, s'est entassée hier à l'heure du midi dans un amphithéâtre de l'UQAM pour entendre l'ex-premier ministre exposer sa vision de la souveraineté du Québec. M. Parizeau, manifestement, a apprécié l'accueil chaleureux de ces jeunes, dont plusieurs dizaines ont dû s'installer dans les escaliers de la salle.

L'important, a-t-il précisé, c'est que tout rentre dans l'ordre à l'issue du prochain congrès du PQ. C'est à ce moment, estime-t-il, que le parti devra choisir une façon de proposer l'accession de la souveraineté aux Québécois. M. Parizeau, lui, a réitéré sa préférence pour la formule controversée d'un référendum portant uniquement sur la Constitution. Celui-ci surviendrait après une période transitoire où le gouvernement formé par le PQ aurait fait des « gestes

de souveraineté permis par la Constitution actuelle ».

« On va faire en sorte de préparer la souveraineté, en posant des gestes administratifs, en posant des gestes politiques, en posant des gestes symboliques. Rien n'empêcherait par exemple d'avoir une citoyenneté québécoise, même dans la Constitution canadienne actuelle. »

En réponse à la question d'un étudiant, M. Parizeau s'est dit confiant que cette stratégie n'empêchera pas la reconnaissance internationale d'un Québec souverain. « Le président Chirac l'a dit sur les ondes de CNN, il le reconnaîtrait. Est-ce que les États-Unis admettraient qu'un autre pays soit le premier à reconnaître un nouveau pays en Amérique? Connaissant l'ampleur du contentieux entre les deux pays, je m'en pourléche déjà les babines. »

La formule de référendum sur la

Constitution, M. Parizeau admet la trouver intéressante, notamment parce qu'elle déjoue les plans du gouvernement fédéral. « On ne nous attend pas là. Je pense au bill sur la clarté, qui s'applique à un référendum conventionnel. »

Il n'est pas question de reprendre les mêmes référendums qu'en 1980 et 1995, dit-il, puisqu'ils ont été perdus : « 1995, ce n'est pas un modèle, c'est un moment. 1980, ce n'est pas un modèle, c'est un moment. »

Pierre-Laporte : la réponse du MEQ se fait attendre

Mais le ministre Séguin appuie les parents

MARIE ALLARD

Contrairement à ce que croyaient les parents qui luttent pour la survie du programme de musique de l'école secondaire Pierre-Laporte, le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, ne s'est pas engagé à leur donner une réponse à la mi-novembre. « Il n'y a pas d'échéancier déterminé pour l'instant », a dit Caroline Richard, attachée de presse du ministre.

C'est une rencontre entre le sous-ministre Robert Bisaillon et les dirigeants de la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, dont relève l'établissement, qui est prévue le 15 novembre. Un rapport sera ensuite remis par M. Bisaillon au ministre, qui pourra alors prendre une décision.

Lundi, les parents de Pierre-Laporte ont obtenu un appui de taille, celui d'Yves Séguin, ministre des Finances et député d'Outremont. « Il nous a assuré, lors d'un entretien, qu'il nous donnait son appui et que c'était au gouvernement de prendre ses responsabilités par rapport à l'école publique », a indiqué Monique Lalonde, présidente de l'Organisme de participation des parents.

Créé en 1980, le programme de musique classique de Pierre-Laporte est en péril à la suite de coupes dans la subvention octroyée par le ministère de l'Éducation. Pour accepter de nouveaux candidats l'an prochain, ce qui n'est pas sûr, l'école demande au ministre Reid de lui accorder 772 000 \$ par an.

Chagnon accuse Ottawa

LA PRESSE

Le gouvernement fédéral serait à l'origine de la crise qui perdure depuis maintenant 11 mois, à Kanesatake, s'il faut en croire le ministre de la Sécurité publique, Jacques Chagnon, qui a affirmé à l'Assemblée nationale, hier, que l'occupation du poste de police de cette communauté autochtone de la région de Montréal, par 67 policiers armés, en janvier, a été provoquée par une entente survenue entre Ottawa et le conseil de bande, sans l'autorisation du Québec. « Il y a eu, il y a un an, 900 000 \$ versés par le gouvernement fédéral sans l'autorisation du gouvernement du Québec au conseil de bande, ce qui a provoqué le problème que nous avons connu le 12 et le 13 janvier derniers lorsque le poste de police de Kanesatake a été occupé par 67 policiers », a expliqué M. Chagnon au député Jean-Pierre Charbonneau.

Bovet
POUR HOMMES DE TOUTES TAILLES

Sur une sélection de
PARKAS D'HIVER
CHANDAILS et CARDIGANS
CHEMISES SPORT et DE VILLE

30% à 50% de RABAIS

• MONTRÉAL: 4475, boul. Métropolitain Est
• CENTRE-VILLE: Complexe Desjardins • OUEST: Centre Rockland - Fairview Pointe-Claire
• RIVE-SUD: Promenades St-Bruno - Mail Champlain, Brossard • LAVAL: Carrefour Laval
• RIVE-NORD: Place Rosemère • REPENTIGNY: Galeries Rive-Nord • JOLIETTE: Galeries Joliette

Sur une sélection de
CHAUSSURES

Florsheim, Clark's, Bostonian, Rockport

30% à 50% de RABAIS

Pointures 7 à 12 - Largeurs assorties

*Pas tous les modèles et grandeurs disponibles dans tous nos magasins
Solde au 4475 boul. Métropolitain Est* et à
Fairview Pointe-Claire, Carrefour Laval, Promenades St-Bruno seulement
*Aussi pour pointures 13 à 15

Je me souviens...

Le jour du Souvenir nous rappelle notre devoir de mémoire et de reconnaissance envers tous ceux qui, au nom de la liberté, de la paix et de la démocratie, ont combattu et ont péri. Envers tous ceux aussi qui s'engagent dans des missions de paix et mettent leur vie au service des idéaux que nous poursuivons, pour que l'avenir du monde soit meilleur.

Jean Charest

Jean Charest
Premier ministre du Québec

DISPONIBLE LE VENDREDI 12 NOVEMBRE



En grande
PRIMEUR

Les magasins
ouvriront tôt ce
vendredi à 9 h

Eminem Encore (Deluxe)
CodeWEB: M2075433

▶▶ **11⁹⁹**
CD

DISPONIBLE
MAINTENANT



Elton John Peachtree Road
CodeWEB: M2075434

▶▶ **9⁹⁹**
CD

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU 13 NOVEMBRE 2004.

Tous les CD classiques
d'Elton John en solde

▶▶ **FUTURE SHOP** ® MD

Solde de 2 jours

Jeudi et vendredi

ÉPARGNEZ 415\$



Comprend un
moniteur
17 po et un
tout-en-un HP

ÉPARGNEZ 415\$ APRÈS
REMISES

▶▶ **599⁹⁹**
L'ENS.

emachines

Processeur Intel[®] Celeron[™] D330
• Mémoire vive DDR de 256Mo • Disque dur de 60 Go • Graveur de CD et lecteur DVD
H2862 CodeWEB: 100508071 777NS CodeWEB: 10046486 PSC1350 CodeWEB: 10034781

ÉPARGNEZ 200\$



invent
Gérez facilement
les applications
numériques

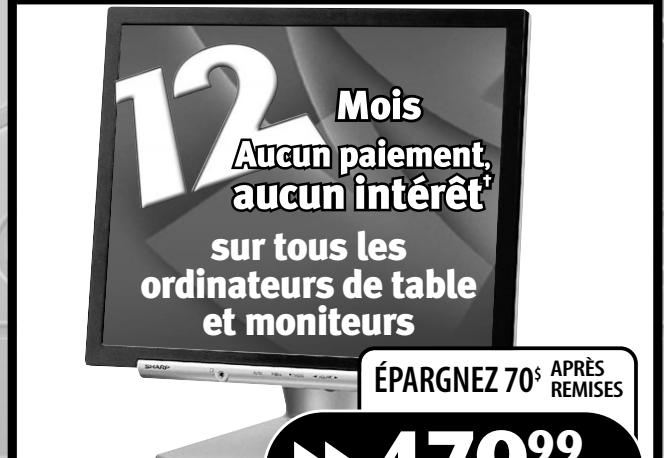
• Mémoire vive de 512Mo
• Disque dur de 60 Go
• Graveur de CD/lecteur DVD
• Réseautage sans fil
haute vitesse
ZV5320 CodeWEB: 10050727/38

12 Mois
Aucun paiement,
aucun intérêt[†]
sur tous les portatifs

▶▶ **1499⁹⁹**



ÉPARGNEZ 70\$



12 Mois
Aucun paiement,
aucun intérêt[†]
sur tous les
ordinateurs de table
et moniteurs

ÉPARGNEZ 70\$ APRÈS
REMISES

▶▶ **479⁹⁹**

SHARP

Moniteur ACL de 17 po noir
• Rapport de contraste de 450:1 • Temps de réponse de 16ms
• Luminance de 300 CD/m² 172A-B CodeWEB: 10046259

ÉPARGNEZ 30\$



invent

Tout-en-un PSC1315

• Imprimez, copiez et numérisez • Impression/copie jusqu'à 17 ppm en noir et 10 ppm en couleur • Impression directe à partir d'appareils photo dotés du système PictBridge
• Jusqu'à 4800 x 1200ppp PSC 1315 CodeWEB: 10045153

▶▶ **99⁹⁹**

TANT QU'IL Y EN AURA

ÉPARGNEZ 50\$



invent

Imprimante PhotoSmart 7760

• Impression photo sans bordures à 6 couleurs • Fentes pour cartes mémoire numériques et ACL de 1,8 po • Impression sans bordures sans échange de plateau
• Logiciel photo et imagerie de HP P57760 CodeWEB: 10034285

▶▶ **149⁹⁹**

TANT QU'IL Y EN AURA

ÉPARGNEZ 50\$



Paquet de 100 DVD-R ou DVD+R

• Capacité d'enregistrement de 4,7 Go • Lecture vidéo très claire
DVD-RC1005P-C CodeWEB: 10045151 DVD+RC1005P-C CodeWEB: 10045156

▶▶ **49⁹⁹**
CH.

ÉPARGNEZ 60\$



D-Link

ÉPARGNEZ 60\$ APRÈS
REMISES

▶▶ **49⁹⁹**

Routage sans fil G
• Profitez des jeux en ligne et de la lecture en transit de fichiers visuels sans l'encombrement de fils • Pare-feu intégré perfectionné pour mieux protéger le réseau
• Taux de données jusqu'à 54 Mbps • Branchez jusqu'à 4 ordinateurs DI-524 CodeWEB: 10045827

ÉPARGNEZ 70\$



BenQ

Graveur DVD+/-
de 16x

• Enregistrement DVD+R 16x
• Enregistrement DVD-R 8x
• Comprend un outil pour convertir la vidéo numérique en vidéo DVD
• Compatibilité supérieure DW1610-OC2 CodeWEB: 10047441

▶▶ **79⁹⁹**

ÉPARGNEZ 30\$



Logitech

Ensemble avec souris et clavier sans fil

• Souris rechargeable • Moteur optique MX • Socle de recharge rapide
967300-0403 CodeWEB: 10029748

▶▶ **99⁹⁹**

Livraison GRATUITE tous les jours ▶▶ **FUTURE SHOP.ca** ® MD

Certaines conditions s'appliquent. Détail en ligne.

ÉPARGNEZ 20\$



NHL 2005 (PC)
CodeWEB:10042450

▶▶ 29⁹⁹



ÉPARGNEZ 30\$

NINTENDO
GAMECUBE™
Console Gamecube
CodeWEB:10010483

▶▶ 99⁹⁹

ÉPARGNEZ 30\$



Mercury™

Lecteur MP3 de 128 Mo

• Enregistreur de voix • Affichage ACL à 4 lignes • Compatible avec Windows 98/ME/2000/XP
• Écouteurs style boutons inclus MP-250-128MB CodeWEB:10047151

▶▶ 69⁹⁹

ÉPARGNEZ 800\$



46po

Projection
arrière
avec DLP

▶▶ 2999⁹⁹

SAMSUNG

83³³\$ PAR MOIS[†]

Téléviseur à grand écran TVHD* de 46po avec projection arrière et DLP

• Conversion de tous les formats à une résolution de 720p • Système optique à multiples lentilles Carl Zeiss
• Lampe UHP remplaçable • Rapport de contraste de 1500:1 HLP4663 CodeWEB:10044725 *Source TVHD requise

NOTRE PLUS BAS PRIX ANNONCÉ

36 Paiements égaux,
aucun intérêt[†]
sur des téléviseurs sélectionnés
et sur tous les téléviseurs à
écran plasma ou ACL plat

53po

Panasonic

Téléviseur à grand écran
TVHD* de 53 po avec
projection numérique

• Ecran protecteur intégré
• Filtre en peigne 3DV/C s'adaptant
au mouvement
• Système de lentilles numérique Shortwing
à haute définition
• Entrées : 2 à composants, 3 S-vidéo
et 4 audio-vidéo
PTS3WXS4 CodeWEB:10042332 *Source TVHD requise



▶▶ 1799⁹⁹

50⁰⁰\$ PAR MOIS[†]

ÉPARGNEZ 80\$



27"

▶▶ 399⁹⁹

Panasonic T^[tau]
Téléviseur à écran plat de 27 po

• Entrées : 1 à composants, 1 S-vidéo et 3 audio-vidéo • Filtre en peigne numérique à 3 lignes
s'adaptant au mouvement • Masque perforé Invar • Télécommande multi-marque
CT27SL14 CodeWEB:10040506

ÉPARGNEZ 100\$

DIGITAL
SURROUND

DOLBY
DIGITAL
PRO LOGIC II



▶▶ 299⁹⁹

SONY

Système de cinéma maison avec lecteur DVD

• Puissance du système de 330 watts • Lecteur DVD à balayage progressif
• Sortie à composants DAVS8100 CodeWEB:10044707

ÉPARGNEZ 205\$

Carte cadeau
de 100\$
GRATUITE

ROGERS™
SANS-FIL

Téléphone numérique
GPRS Motorola T720

T720 CodeWEB:10027241

Nouvelle activation exigée en
magasin sur un terme de 3 ans.
Voir détails en magasin.

PRIX SANS TERME
204⁹⁹

ESCOMPTE SUR TERME PROMO
-50⁰⁰

ESCOMPTE SUR TERME
-155⁰⁰

ÉPARGNEZ 205\$ APRÈS
ESCOMPTE

▶▶ 0⁰⁰



ÉPARGNEZ 40\$



▶▶ 79⁹⁹

HITACHI

Lecteur DVD à balayage progressif

• Lecture de CD, CD-R, CD-RW, DVD, DVD-R, DVD-RW et MP3
• Avance rapide et rebobinage à vitesses variables
• Lecture au ralenti à 3 vitesses DVP745 CodeWEB:10040285

ÉPARGNEZ 100\$

JVC

Caméscope numérique
MiniDV

• Zoom optique 16x et
numérique 700x
• Viseur couleur et ACL clair
• USB 2.0
GR-D74U CodeWEB:10039452



▶▶ 549⁹⁹

5 PAR MAGASIN

ÉPARGNEZ 80\$



Panasonic

Téléphone numérique
sans fil de 2,4GHz

• Répondreur numérique
• Afficheur vocal avec appel en attente
KXCTG2346S CodeWEB:10040510
TANT QU'IL Y EN AURA

ÉPARGNEZ 80\$ APRÈS
REMISES

▶▶ 99⁹⁹

179,99 - 30% de rabais instantané - 50% de remise postale = 99,99[†]

ÉPARGNEZ 50\$



Canon

Appareil photo numérique

• 3,2 mégapixels • Zoom optique 2,2x et numérique 3,2x
• ACL de 1,5 po • Utilise 2 piles AA A400 ARGENT CodeWEB:10049110

▶▶ 199⁹⁹

5 PAR MAGASIN PAR JOUR

ÉPARGNEZ 70\$



SAMSUNG

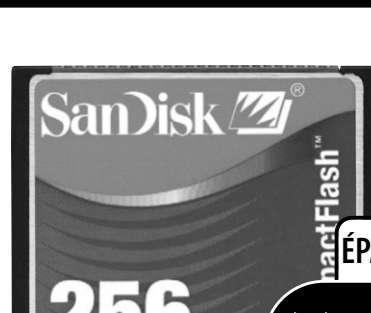
Appareil photo numérique

• 5,1 mégapixels • Zoom optique 3x et numérique 4x
• ACL de 1,5 po • Utilise 2 piles AA DS30 CodeWEB:10043547

▶▶ 279⁹⁹

349,99[†] - 50% de chute de prix
- 20% d'économies instantanées = 279,99[†]
5 PAR MAGASIN PAR JOUR

ÉPARGNEZ 30\$



SanDisk

Carte Compact
Flash de 256 Mo

• Mémoire Compact Flash
compatible et fiable
SDCFB-256-768 CodeWEB:10013481

ÉPARGNEZ 30\$ APRÈS
REMISES

▶▶ 29⁹⁹

59,99[†] - 15% de rabais instantané - 15% de remise postale = 29,99[†]

Les magasins ouvriront tôt ce vendredi à 9 h

Prix et produits en vigueur du 11 au 12 novembre 2004. *Prix et paiements sujets à l'application des taxes calculées à partir des prix avant rabais et crédits de programmation. Une offre par client, aucun détaillant, ne peut être jumelée à une autre promotion, ne s'applique pas aux achats antérieurs. Voir détails en magasin. †Sous réserve de l'approbation du crédit pour les achats effectués avec la carte de crédit Future Shop. Des frais de cotisation annuels de 25 \$ s'appliquent. Les offres de financement prolongé ne s'appliquent pas aux achats effectués à FUTURESHP.ca. Un achat d'au moins 99 \$ est exigé du détenteur de carte pour qu'il bénéficie de toutes les offres de financement « aucun intérêt » sur des périodes pouvant aller jusqu'à 36 mois. Les versements mensuels doivent être faits avant la date d'échéance tous les mois. La date d'échéance mensuelle dépend des cycles de facturation de SDTC. Les taxes sont payables au moment de l'achat. Nous renonçons à l'intérêt à condition que : (1) les mensualités minimales (s'il y en a) soient versées avant la fin de la période de l'offre promotionnelle sans intérêt, (2) le solde soit payé avant la fin de la période promotionnelle sans intérêt. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt devient exigible et il est alors calculé au taux de 28,8 % par année sur les sommes en souffrance (à l'exception de notre offre de financement de 90 jours). Pour notre offre de financement de 90 jours, si les versements mensuels minimums ne sont pas versés, les intérêts courus sont calculés au taux de 28,8 % par année à partir de la date d'achat. Les versements mensuels minimums sont de 10 \$ ou de 3 % du montant financé, selon la plus élevée de ces sommes. Pour nos offres « versements égaux, aucun intérêt », une mensualité égale sera facturée à votre compte jusqu'à la fin de la période de l'offre promotionnelle sans intérêt et le paiement intégral devra être versé au plus tard à la date d'échéance mensuelle. Pour notre option « versements égaux, aucun intérêt » de 36 mois, un achat minimum de 999 \$ est requis. Les versements mensuels minimums correspondent à 1/36e (2,777 %) du montant qui est financé arrondi au cent supérieur le plus près. Pour notre option « versements égaux, aucun intérêt » de 48 mois, un achat de 2 999 \$ est requis. Les versements mensuels minimums correspondent à 1/48e (2,083 %) du montant financé arrondi au cent supérieur le plus près. Les versements mensuels minimums sur les achats ordinaires qui ne sont pas faits à l'intérieur de l'une de nos offres de financement ou les montants en souffrance ayant trait à des achats faits à l'intérieur d'offres de financement sont de 10 \$ ou de 3 % du solde impayé, selon la plus élevée de ces sommes. POLITIQUE PUBLICITAIRE: Là où des rabais ou crédits de programmation sont indiqués, toutes les taxes devant s'appliquer sont calculées et doivent être payées sur le prix avant rabais ou crédit. Les frais d'affranchissement appropriés doivent être payés pour les remises postales. Les remises payables en dollars américains sont sujettes aux fluctuations dans la valeur des devises et peuvent faire l'objet de frais de traitement par les banques canadiennes. Future Shop n'est pas responsable des remises postales des fabricants. La disponibilité des produits varie selon le magasin. © 2004, Future Shop. Tous droits réservés. Le présent document ne peut être reproduit ni en tout ni en partie, ceci incluant l'information sur les prix, sous quelque forme que ce soit et par quelque procédé que ce soit sans l'obtention préalable d'une autorisation écrite de Future Shop. Les prix, produits et offres annoncés par l'InterBoutique de notre site web peuvent différer de ceux offerts dans les magasins Future Shop. Toutes références à des épargnes ou des prix soldés ne sont que des comparaisons avec les prix réguliers de Future Shop. INTEL®: Intel, le logo « Intel Inside », Intel Centrino, le logo Intel Centrino, Pentium et Celeron sont des marques déposées ou des marques de commerce de la corporation Intel ou de ses filiales aux États-Unis et dans d'autres pays.

À la rencontre du professionnel

OLYMPUS



Recevez

- carte 1Go
- sac photo
- 15\$ d'impression photo numérique

2 499⁹⁹\$

Incluant : chargeur et pile

À la rencontre du professionnel: **Martin Benoit**
Professeur de photographie au Cégep du Vieux-Montréal

UN ÉVÉNEMENT DE PHOTOGRAPHIE NUMÉRIQUE

Olympus vous invite à voir la vie en numérique : Venez découvrir le premier système SLR interchangeable 100% numérique au monde lors d'un séminaire gratuit animé par Martin Benoit. Le séminaire portera sur les éléments créatifs et techniques de l'oeuvre du photographe, avec en vedette le nouveau SLR numérique professionnel Olympus E-1, lauréat de nombreux prix.

RSVP par courriel à atelier@lozeau.com ou par téléphone au 514-274-6577, poste 200.

OLYMPUS Verve

- Résolution 4 millions de pixels
- Zoom optique 2x
- Mode vidéo
- Interface USB
- 16 modes de prise de vue
- Écran LCD de 1,8"

RECEVEZ carte mémoire 128 Mo et 15\$ d'impression photo numérique

469⁹⁹\$

OLYMPUS Camedia C-765

- Appareil photo numérique
- 4 millions de pixels
- Zoom 10x optique (équivalent 38-380mm)

RECEVEZ carte mémoire 128 Mo et 15\$ d'impression photo numérique

549⁹⁹\$

GRATUIT - Obtenez une jumelle Tasco à l'achat d'un appareil Olympus C-765. (Valeur de 150\$) Limite de 1 par client. Quantité limitée.

OLYMPUS Camedia C-7000

- Appareil photo numérique
- Résolution 7.1 millions pixels
- Zoom 5x optique (équivalent 38-190mm)

RECEVEZ carte mémoire 128 Mo et 15\$ d'impression photo numérique

799⁹⁹\$

IMPRESSION PHOTO NUMÉRIQUE

1 HEURE sur place par nos techniciens



L.L. Lozeau

LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE ET DES TECHNOLOGIES DE L'IMAGE

(514) 274-6577 | 6229, St-Hubert
www.lozeau.com | Montréal, Québec

ACTUALITÉS

DÉSINFECTION DANS LES HÔPITAUX

Les bactéries n'ont pas besoin de s'en faire...

PASCALE BRETON

Non seulement la méthode de désinfection actuellement de mise dans la plupart des hôpitaux de la province est-elle inefficace, mais elle contribue aussi à la propagation des bactéries.

C'est ce que révèle une étude obtenue par *L'Actualité médicale*, réalisée à l'Institut Philippe-Pinel de Montréal sur les méthodes de nettoyage et de désinfection dans les hôpitaux, et dévoilée dans le plus récent numéro du bimensuel.

Le problème ? Les préposés ne respectent pas le temps de repos du produit désinfectant qui est vaporisé sur les surfaces, annulant ainsi son effet. Avant d'essuyer le produit chimique qu'ils viennent de vaporiser, les préposés devraient en effet le laisser reposer de 10 à 15 minutes, selon les indications du fabricant.

Dans la majorité des cas, ce n'est

pas ce qui se passe. Sitôt que le produit est vaporisé d'une main, il est essuyé d'une autre. Pourtant, l'étude a permis de constater que lorsque le temps de repos est respecté, le nombre d'unités formatrices de colonies par mètre carré dans les toilettes passe de 10 000 à 50.

À l'inverse, si le temps de repos n'est pas respecté, le taux demeure le même. « Avec ça, il y a assez de bactéries pour qu'il y ait infection ou croissance bactérienne importante », explique l'auteur de l'étude et directeur des services techniques de l'Institut Philippe-Pinel, Paul-Émile Trudeau, en entrevue à *L'actualité médicale*.

Les chambres des hôpitaux sont désinfectées dès qu'un patient s'en va, soit parce qu'il reçoit son congé de l'hôpital, qu'il est transféré ou qu'il meurt.

Les préposés concentrent principalement leurs efforts à nettoyer le matelas, les surfaces de travail, le lavi-

bo, les toilettes, les murs et le plancher. Comme la besogne à abattre est assez importante, le préposé doit travailler rapidement et dispose en moyenne de 20 minutes pour la désinfection d'une chambre, indique l'étude.

L'expérience menée à l'Institut Philippe-Pinel a permis de comparer concrètement les deux méthodes. Une première série de chambres a été nettoyée selon la technique habituelle, c'est-à-dire d'une vaporisation et d'un essuyage quelques secondes plus tard pour les produits chimiques. Pour l'autre série de chambres, le préposé a ensuite utilisé une procédure modifiée, c'est-à-dire en respectant le temps de repos requis.

Les conclusions sont sans appel : « À la lumière de ces résultats, il apparaît clairement que l'approche actuelle doit être modifiée. Présentement, il n'y a pas de réelle désinfection. »

EN BREF

Québec procédera en deux temps

Devant la grogne suscitée dans les groupes environnementaux par l'idée de ne procéder que par invitation pour la commission parlementaire sur l'avenir énergétique du Québec, le gouvernement agira en deux temps. Les élus de l'Assemblée nationale entendront d'ici quelques semaines des experts québécois du domaine. Et ce n'est qu'au début 2005 que la consultation générale aura finalement lieu. Le ministre des Ressources naturelles, Sam Hamad, n'a toujours pas précisé quels seront les experts qui se présenteront en commission en décembre, ni si Hydro-Québec et la Régie de l'énergie en feront partie. La Presse

Députés et pauvreté

Un député pourrait-il vivre avec un revenu de 555 \$ par mois ? Vingt-sept députés de l'Assemblée nationale ont eu à répondre à cette question, hier, à l'occasion d'un déjeuner à huis clos avec des membres du Collectif pour un Québec sans pauvreté. Certains des 13 libéraux et 14 péquistes qui avaient accepté l'invitation ont conclu que leur portefeuille serait vide autour du 8 ou du 9 de chaque mois. Vivian Labrie, porte-parole du Collectif pour

un Québec sans pauvreté, a déploré l'absence de tout ministre du gouvernement Charest à cette réunion, notamment le ministre de la Solidarité sociale, Claude Béchar. Notons qu'un député gagne en 2004 un salaire de 78 886 \$, plus une prime de fonction non imposée de 13 645 \$. Plus de 100 députés sur 125 touchent en plus une prime de fonction qui varie. Presse Canadienne

Un site sur les OGM

Québec a lancé hier un site Internet d'information sur les organismes génétiquement modifiés (OGM). Le site aborde notamment des questions comme l'étiquetage et les risques potentiels pour la santé et l'environnement. Une brochure sera disponible pour ceux qui n'ont pas Internet. Le coût total de l'opération est de 70 000 \$, indique le ministère de l'Agriculture. Selon un sondage Léger Marketing commandé le mois dernier par Greenpeace, les trois quarts des Québécois pensent que Québec devrait instaurer un étiquetage obligatoire des OGM comme en Europe. La Presse

Pella REMPLACEMENT DE PORTES ET FENÊTRES

Nous faisons tout le travail.
Vous recevez tous les compliments.

solde d'embellissement

Aucun paiement pour 180 jours!*

Réduction de **25%** sur chaque fenêtre et porte-fenêtre de rénovation Pella[®]

Appelez, visitez-nous ou permettez-nous de vous visiter. Demandez une visite à domicile à l'adresse <http://appointment.pella.com>.

LE MAGASIN DE PORTES ET FENÊTRES PELLA[®]

5265 SHERBROOKE OUEST • NOTRE-DAME-GRACE
9704 ROUTE TRANSCANADIENNE • SAINT-LAURENT
514-331-1055

LE REGARD DES CONNAISSEURS.

TREMBLANT Made in Tremblant, Québec

10 AU 12 DÉCEMBRE 2004

24h TREMBLANT UN WEEK-END PAS FAIT POUR DORMIR

En collaboration avec: **mazda**

Une Cause Un Événement | Un Défi Inscrivez-vous!

FORFAIT SKI « LA TOTALE » 24 H
SKI HÉBERGEMENT REPAS À PARTIR DE **95\$***

*Tarif par personne par nuit en occupation quadruple. Redevance, taxes et frais de services en sus. Certaines conditions s'appliquent.

LES SUITES TREMBLANT HÔTEL LIÈRE DE VALÉRIE/VALÉE PAR ENFANT

Fiers partenaires: TELUS, VACANCES transat, TVA, Globe, énergie, etc.

1 866 356-2247 | tremblant.ca

Grande liquidation

PRIX RÉDUITS EN RAISON DE LA FIN DE L'EMBARGO AMÉRICAIN CONTRE L'IRAN

Tapis persans

Depuis que le commerce direct de tapis entre les États-Unis et l'Iran est rétabli, un important lot de tapis qui aurait été normalement destiné aux collectionneurs de New York et Los Angeles via le Canada ont été confiés à la firme Heriz pour une liquidation publique. Il y en a de toutes les sortes : pure soie de Qum, Nain, Tabriz, Kashan, Meshad et des pièces d'origine tribale. Formats : de 2 pi x 3 pi à 12 pi x 16 pi et des tapis d'allée de 22 pi de long.

tapis persans et orientaux 100 % tissés à la main

Prix : de 100 \$ à 1 800 \$ chacun

Vendredi 12 novembre 11 h à 19 h
Samedi 13 novembre : 11 h à 18 h
Dimanche 14 novembre : 11 h à 18 h

HÔTEL RUBY FOO'S
7655, boul. Décarie
Montréal QC (514) 731-7701

Prix valides jusqu'au 22 novembre 2004

3272027A

* Le solde exclut les produits ProLine[®]. D'autres restrictions peuvent s'appliquer. Voir les détails dans les magasins. L'installation des produits doit être confiée à des professionnels de Pella. La présente offre ne peut être jumelée à aucune autre offre ou promotion spéciale. Valable pour les projets de rénovation uniquement. Financement offert aux clients admissibles seulement. Les offres prennent fin le 27 novembre 2004. © 2004 Pella Corporation.





VINCENT MARISSAL

Les fleurs du tapis

Selon les règles antiques de notre système parlementaire britannique, un député peut se lever aux Communes pour insulter le premier ministre, le traiter de menteur et insinuer les pires choses à son endroit sans encourir le moindre risque de poursuite judiciaire.

On appelle ça l'immunité parlementaire. Bien des députés s'en servent durant la période des questions, pour lancer une rumeur et forcer un ministre à réagir sans faire trop de recherches.

Tant que le député accusateur ne répète pas ses propos diffamants hors de l'enceinte des Communes, il ne risque rien, sinon une réprimande du président de la Chambre. Dans des cas rarissimes, quand les esprits s'échauffent vraiment, il risque de se faire casser la gueule par l'offusqué dans la très solennelle enceinte (ne riez pas, il est déjà arrivé que des députés, tard le

soir, en viennent aux coups dans le plus vif d'un débat).

Dans le feu de l'action des périodes des questions, les débordements d'esprit partisan provoquent souvent des dérapages, c'est presque inévitable. Il est donc souhaitable que les députés soient protégés et qu'ils ne se poursuivent pas à qui mieux mieux pour tous leurs excès de langage. L'immunité vaut aussi pour les médias, qui peuvent rapporter sans aucune limite toutes les calomnies que se balancent les élus d'un bord à l'autre des Communes.

Mais la règle devrait-elle s'appliquer aussi aveuglément pour les témoins invités par des comités parlementaires à répondre à quelques questions sur une affaire donnée? Surtout quand la comparution de ces témoins est retransmise en direct sur les grands réseaux nationaux et que tous les journaux en font leur manchette le lendemain matin?

Les députés membres du comité

des comptes publics peuvent inviter Chuck Guité à répondre à leurs questions (ou le contraindre à témoigner) sur l'affaire des commandites, ils peuvent s'emparer de ses réponses pour talonner le gouvernement, pour glousser devant les médias et même pour écrire leurs discours électoraux, mais ils s'opposent à faire une exception pour que ces mêmes réponses soient reprises dans le cadre d'une commission d'enquête publique. Léger problème de cohérence.

Pourtant, ce sont bien les mêmes députés qui réclamaient à cor et à cri une commission d'enquête sur le scandale des commandites le printemps dernier. On ne leur demande pas de sacrifier leur sacrosainte immunité aux Communes, mais de permettre une exception, bien encadrée, pour des témoignages hautement médiatisés et dont l'intérêt public ne fait pas de doute. Comment pourront-ils expliquer à leurs électeurs qu'ils ont bousillé

les travaux de cette commission pour préserver un privilège qui remonte à l'antiquité du régime parlementaire britannique? D'autant que tout le monde savait bien, avant même le début de la commission Gomery, que la question allait finir par se poser.

Les conservateurs, c'est tout à leur honneur, sont d'accord pour accorder une exception. Le Bloc québécois refuse, affirmant que le comité des comptes publics ne peut revenir sur sa parole donnée aux témoins. Les libéraux, quant à eux, hésitent, insistant sur les risques de créer un dangereux précédent mettant en danger leur immunité.

Les députés s'enfargent dans les fleurs du tapis du Parlement parce que dans les faits, les balises existent déjà: les témoignages et révélations faits devant la commission Gomery ne peuvent être utilisés en cour. De même, tout ce qui touche de près ou de loin les procès pour fraude de Chuck Guité, de Jean

Brault ou de Paul Coffin ne peut être utilisé par les procureurs de la commission Gomery.

Bien sûr, on peut penser, avec un brin de cynisme, qu'une interruption des travaux de la commission Gomery ou même son déraillement complet, ferait l'affaire du gouvernement libéral. Rien n'est moins sûr. Une bonne partie de la population est déjà convaincue que cette enquête coûte trop cher pour ce qu'elle donnera. Dans ces circonstances, les avocasseries et autres manœuvres dilatoires ne feront que renforcer l'impression que cette enquête sert plus à noyer le poisson qu'à faire toute la lumière sur l'affaire des commandites.

La dernière chose dont a besoin Paul Martin, c'est de laisser croire que son gouvernement a des choses à cacher.

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste vincent.marissal@lapresse.ca

Duceppe participera à la cérémonie du Souvenir

NATHAËLLE MORISSETTE

OTTAWA – Plus d'une semaine après s'être retrouvé dans l'embaras en raison du refus d'un de ses députés d'offrir des drapeaux canadiens à des anciens combattants, le chef bloquiste Gilles Duceppe participera aujourd'hui à la cérémonie du jour du Souvenir organisée par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

En effet, la semaine dernière des représentants de la Légion royale de Richmond s'expliquaient mal pourquoi ils n'avaient toujours pas reçu les drapeaux unifoliés qu'ils avaient demandés au député bloquiste de la circonscription de

Richmond-Arthabaska, André Bellavance, pour commémorer le jour du Souvenir. Celui-ci a plutôt suggéré aux anciens combattants d'adresser leur demande à Patrioine Canada.

À la suite de cet événement, qui a soulevé la grogne dans les milieux politiques, le premier ministre Paul Martin a fait livrer le drapeau qui flottait au-dessus de la tour de la Paix du parlement et le chef conservateur, Stephen Harper est allé en personne rendre visite aux vétérans de cette légion pour leur remettre un drapeau.

Courrier prioritaire

Gilles Duceppe, pour sa part, a

tenté de payer les pots cassés en promettant que la Légion royale de Richmond recevrait les trois drapeaux demandés. Le colis tant attendu est arrivé hier par courrier prioritaire, confirme-t-on à la Légion, soit une journée avant la commémoration.

En plus, M. Duceppe participera aujourd'hui à une cérémonie organisée en l'honneur des anciens combattants où il prononcera une courte allocution. Mais le Bloc se défend bien de participer à l'événement uniquement pour redorer son blason et faire oublier les événements de la semaine dernière. « Chaque année, M. Duceppe participe à une cérémonie de commé-

moration, affirme Karine Sauvé, porte-parole du chef bloquiste. Ce n'est pas exceptionnel. »

D'autres députés du Bloc devraient participer à des cérémonies organisées dans leur circonscription. André Bellavance fait partie du lot. Malgré la controverse suscitée par son geste, il a pris part à une commémoration samedi dernier à Victoriaville. La large participation des députés n'a toutefois rien à voir avec l'incident de Richmond, insiste-t-on au Bloc.

« Je ne pense pas que l'événement des drapeaux ait motivé quoi que ce soit, souligne Frédéric Lepage, porte-parole du parti. C'est un événement qui date d'une semaine et

dans la plupart des cas les invitations ont été envoyées depuis longtemps. »

Du côté de la Légion canadienne, section Québec, on semble avoir passé l'éponge sur cet incident. « C'est bien que M. Duceppe participe à une cérémonie pour rendre hommage aux anciens combattants, mentionne Norman Shelton, président de la Légion canadienne au Québec. Les drapeaux, c'est une chose et les vétérans, c'est une autre chose », souligne-t-il.

Après avoir passé la semaine au Québec, le chef bloquiste se rendra demain à Toronto pour prononcer un discours devant l'Economic Club.



LES CONDUCTEURS DE PATHFINDER ONT DE MEILLEURES HISTOIRES.

LE TOUT NOUVEAU PATHFINDER 2005 DE NISSAN. Peu importe où vous irez ; vous n'en reviendrez toujours pas! Surtout que votre voyage sera gratifié de tout le plaisir offert par l'impressionnant système audio-vidéo avec DVD*. Vous pouvez aussi opter pour tout le luxe d'un habitacle en cuir aux teintes de bois. Avec ses 64 configurations

possibles, comprenant deux rangées de sièges pour 7 personnes, vous pourrez y accueillir qui ou quoi que ce soit, et ce, sans traîner, grâce à son nouveau moteur 4 litres de 270 chevaux. Plus imposant et redessiné, le Pathfinder a fière allure. Les meilleures histoires, ce sera vous qui les conterez.



DÉCOUVRIR l'aventure

ACTUALITÉS

Lucien Bouchard appelé à la rescousse à la SAQ

TRISTAN PÉLOQUIN

La Société des alcools du Québec (SAQ) sort l'artillerie lourde. Toujours confrontée à une menace de grève en plein temps des Fêtes, elle vient de nommer l'ex-premier ministre du Québec Lucien Bouchard négociateur pour la suite des pourparlers avec ses 3800 employés de magasins et de bureaux.

Aussitôt mandaté en fin de matinée, M. Bouchard a demandé une

suspension des négociations, le temps de prendre pleinement connaissance du dossier. À moins d'un changement d'horaire, les discussions entre les deux parties ne doivent donc reprendre que mercredi prochain, a indiqué la porte-parole de la SAQ, Catherine Dagenais.

Le Syndicat des employés de magasin et de bureaux (SEMB-SAQ, affilié à aucune centrale), qui laissait planer en début de matinée la possibilité d'une nouvelle grève li-

mitée au cours du week-end, a pour sa part indiqué qu'il accorderait à M. Bouchard « quelques jours pour se mettre au parfum du dossier ». « Nous voyons d'un bon oeil l'arrivée de l'ex-premier ministre aux tables de négociations. On prend ça comme un bouffée d'air frais », a dit le président du syndicat, Martin Charron.

« Cependant, la période des Fêtes se trouve toujours au même endroit sur le calendrier. Que le négociateur soit

Lucien Bouchard ou qui que ce soit d'autre, nous ne nous empêcherons pas de dresser les piquets de grève pendant cette période si les offres patronales ne sont pas satisfaisantes », a ajouté M. Charron.

La dernière grève durant la période des Fêtes à la SAQ remonte à 1985. Bon an mal an, les ventes nettes (avant taxes) de la société d'État atteignent plus de 800 millions de dollars, soit 40 % de son chiffre d'affaires, pendant les mois de novembre et décembre. « L'enjeu à la table ne peut justifier le fait de nuire aux droits des consommateurs du Québec et, par le fait mêm-

me, d'engendrer un impact négatif sur les revenus de la Société dont tous les Québécois sont actionnaires », a déclaré le président de la SAQ, Sylvain Toutant, dans un communiqué annonçant la nomination de M. Bouchard.

La convention collective des 3800 employés de magasins et de bureaux est échuée depuis décembre 2002. Les deux parties ne parviennent pas à s'entendre au sujet de la sécurité d'emploi des travailleurs à temps partiel, sur l'expansion du réseau d'« agences » de service dans des commerces privés, ainsi que sur les horaires de travail.

LOTO QUÉBEC Résultats
TVA, le réseau des tirages

Tirage du 2004-11-10

1^{er} numéro: 842126
2^e numéro: 637993
3^e numéro: 415927

25 000 \$ 50 000 \$ 100 000 \$

décomposables

Numéros "Télé"
418120 857524 581166

non décomposables

NUMÉRO BONI 15

LOTTO 649 Tirage du 2004-11-10

02 09 19 33 35 45
Complémentaire: (12)

SOYEZ TOUJOURS GENTILS AVEC CEUX QUI JOUENT AU LOTTO 649

Québec 49 Tirage du 2004-11-10

01 06 09 21 30 42
Complémentaire: (31)

PANCO Tirage du 2004-11-10

02 03 07 14 18 25 27 28 30 36
40 41 42 43 47 48 53 55 57 59

Quotidien Tirage du 2004-11-10

3 4
043 8206

Extra Tirage du 2004-11-10

NUMÉRO
400120

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.
En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

L'hiver s'en vient. Brrr!



Restez au chaud et au sec grâce à notre offre de chaussettes gratuites!

Recevez une paire de chaussettes en laine Merino sans frais* à l'achat de chaque paire de bottes ou de chaussures ECCO GORE-TEX!

*Jusqu'à épuisement des stocks. Offre valide pour les produits ECCO GORE-TEX à prix régulier seulement. Les chaussettes pourraient différer de l'illustration selon la région.

Boutique le Marcheur
4062, rue St-Denis
514-842-3007

Le Sabotier
Complexe Desjardins
514-285-6355

TF Firma
Centre Eaton de Montréal
514-288-6006
Les Cours Mt-Royal
514-845-3007

Chaussures Tony
1346 Av. Greene
514-935-2993


R & K Les Souliers Conforts
5529, Av. Monkland
514-489-0307

Laboratoire Orthopédique Médicus
5135, 10e Avenue
514-525-3757
5050, boul. St-Laurent
514-276-3691

www.ecco.com

ecco®

Une Tradition de Noël à Montréal depuis 1947



« Le moulin dans la forêt »
Notre célèbre vitrine mécanique sera dévoilée le samedi 13 novembre à 9h00.

OGILVY

1307, RUE STE-CATHERINE O., ANGLE DE LA MONTAGNE • 842-7711

LES 60 ANS DE KIA

SOLDE D'ANNIVERSAIRE



NOUS CÉLÉBRONS NOS 5 ANS ICI AU PAYS ET NOS 60 ANS À TRAVERS LE MONDE.



Modèle LS illustré*

PDSF : 12 995 \$**

RIO S 2005

Équipement incomparable

- Moteur de 1,6 L, DACT
- Freins ABS aux quatre roues
- AM/FM/CD stéréo
- Roues de 14 po avec enjoliveurs complets
- Deux cousins gonflables
- Servodirection
- Deux miroirs avec rabat dans les pare-soleil

LOCATION À PARTIR DE

159 \$*

PAR MOIS/60 MOIS

0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

0 \$ DE COMPTANT



Modèle EX illustré*

PDSF : 15 995 \$**

SPECTRA LX 2005

Sécurité hors pair

- Moteur de 2,0 L, DACT
- AM/FM/CD/MP3 stéréo
- Six haut-parleurs
- Roues de 15 po
- Banquette arrière rabattable, partagée 60/40
- Système anti-démarrage
- Suspensions avant et arrière indépendantes

LOCATION À PARTIR DE

179 \$*

PAR MOIS/60 MOIS

0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

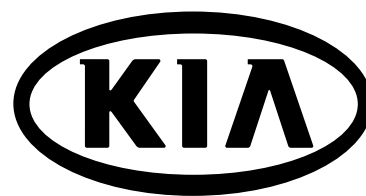
0%
DE FINANCEMENT À L'ACHAT*



PLUS QU'UNE GARANTIE

GARANTIE PARE-CHOC À PARE-CHOC DE 5 ANS/100 000 KM^A
GARANTIE SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR DE 5 ANS/100 000 KM
ASSISTANCE ROUTIÈRE AVANTAGE PLUS DE 5 ANS/100 000 KM

+ CHANGEMENTS D'HUILE ET DE FILTRE À VIE†



VOS CONCESSIONNAIRES KIA DU QUÉBEC



* Nos programmes de location-bail sont établis, sur approbation du crédit, par Services Financiers de Kia Canada et sont applicables aux modèles présentés : Rio S 2005 (R054X5) et Spectra LX 2005 (ST5415). Durée de location-bail de 60 mois, avec taux de financement annuels respectifs de 0,02 % et 0,69 %; et versement initial ou équivalent d'échange de 0 \$ et 1 995 \$. Versement du premier mois de 159 \$ et 179 \$, et frais d'acquisition de 350 \$ exigibles à la livraison. L'obligation totale de location-bail pour les modèles présentés est basée sur un prix de détail suggéré du fabricant (PDSF) de 12 995 \$ et 15 995 \$, et se chiffre respectivement à 9 540 \$ et 12 735 \$; l'option d'achat à la fin de la location-bail est évaluée à 4 057 \$ et 4 587 \$, taxes en sus. Le kilométrage alloué pour la location-bail est de 20 000 km/an (d'autres forfaits sont offerts) avec un supplément de 0,10 \$ par kilomètre excédentaire. ** PDSF : Rio S 2005 à partir de 12 995 \$ et Spectra LX 2005 à partir de 15 995 \$. Les plaques, immatriculation, assurances, frais de livraison et destination, et taxes sont en sus, à moins d'indication contraire. Le PDSF des modèles présentés figure ci-dessus. Les prix peuvent être modifiés sans préavis. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer les véhicules à prix inférieur. † Un taux de financement à l'achat de 0 % s'applique pour une période maximale de 48 mois, en fonction du modèle du véhicule. Toutes les options de financement à l'achat excluent les frais de livraison et destination, plaques, assurances, frais d'administration et taxes applicables. Exemple de financement à l'achat : un montant de 10 000 \$, à un taux de financement de 0,0 %, donne des versements mensuels de 277,70 \$ pour une durée de 36 mois; le coût d'emprunt est de 0 \$ pour un engagement de 10 000 \$. L'offre varie selon le modèle du véhicule. Le versement mensuel et le coût d'emprunt varient selon le montant de l'emprunt, la durée du prêt et le versement initial/équivalent d'échange. Certaines restrictions peuvent s'appliquer. D'autres options de location et de financement sont offertes. † Les modèles décrits sont légèrement différents des modèles illustrés. Les images incluent des accessoires offerts en option. KIA est une marque de commerce de Kia Motors Corporation. † L'offre « changements d'huile et de filtre à vie » correspond à un maximum de 3 changements d'huile à moteur et de filtre à huile et au coût de main-d'œuvre relatif par année (12 mois) de propriété. S'applique au premier acheteur seulement. † La garantie pare-chocs à pare-chocs couvre la plupart des composants du véhicule contre les défauts, dans des conditions normales d'utilisation et d'entretien. Offre en vigueur pour une durée limitée. Pour tout renseignement, passez chez votre concessionnaire Kia participant ou visitez www.kia.ca

L'ex-juge en chef Lyse Lemieux plaide coupable « en cachette »

CHRISTIANE DESJARDINS

C'est à l'abri des médias, presque dans l'intimité, que l'ex-juge en chef de la Cour supérieure Lyse Lemieux a plaidé coupable à une accusation de conduite avec facultés affaiblies, le 2 novembre, jour d'élections américaines.

Sans tambour ni trompette, la cause de Mme Lemieux a été devancée de huit jours, si bien que tous les médias qui l'attendaient hier matin dans la salle 4.07 du palais de justice de Montréal se sont retrouvés Gros-Jean comme devant. Bien que cette façon de faire soit tout à fait légale, les journalistes judiciaires surnomment cette pratique « plaider coupable en cachette ».

Un concours de circonstances

M^e François Daviault, avocat de Mme Lemieux, assure que ce n'était pas le but visé, et qu'il s'agit plutôt d'un simple concours de circonstances. La date du 10 novembre ne convenait pas au procureur de la Couronne spécial affecté tardivement au dossier, François Huot, de Québec. Comme ce dernier prévoyait être à Montréal le 2 novembre, on a changé la date pour ce jour-là, explique M^e Daviault. « Évidemment, je ne l'ai pas crié sur les toits », ajoute-t-il.

La cause s'est réglée en quatre minutes, le 2 novembre. Il y a généralement peu d'affluence dans cette salle, à ce moment de la journée. C'est le juge Jean-Pierre Bonin qui devait entendre l'affaire, mais il s'est désisté parce qu'il connaissait Mme Lemieux. Le juge Serge Boisvert l'a remplacé. Lyse Lemieux, 68 ans, a été condamnée à la peine minimum pour une première infraction, soit une amende de 600 \$, et à une suspension de son permis de conduire pour un an. Le tribunal l'a autorisée à recommencer à conduire au bout de trois mois, à condition qu'elle fasse installer sur sa voiture un appareil qui empêche le

véhicule de démarrer si le conducteur a pris de l'alcool.

Deux fois la limite permise

L'incident impliquant Mme Lemieux est survenu le soir du 5 août dernier, à 22 h 20, sur l'autoroute 13 Sud, alors que la juge était en vacances. Elle rentrait après avoir passé la soirée avec des amis. Dans un rétrécissement de la route dû à des travaux, elle a heurté un véhicule servant à protéger les travailleurs de la voirie. Personne n'a été blessé, mais il y a eu des dommages matériels,

notamment à sa propre voiture. Sur les lieux, les policiers se sont rendu compte que Mme Lemieux montrait des signes de facultés affaiblies. Ils l'ont arrêtée et conduite au poste, où on lui a fait subir l'alcooltest. Son alcoolémie dépassait de deux fois la limite permise.

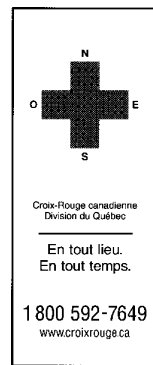
Autre suspension de permis

Mme Lemieux n'en est pas à sa première infraction en matière de conduite automobile. En 2001, elle a atteint 15 points d'inaptitude et a perdu son permis de conduire pour trois mois, après avoir

doublé un autobus d'écoliers.

L'ex-juge en chef a d'abord fait carrière comme juriste dans la fonction publique québécoise. En 1978, elle quittait ses fonctions de sous-ministre adjointe aux affaires civiles et pénales au ministère de la Justice du Québec, et était nommée juge de la Cour supérieure. En 1994, on la nommait adjointe au juge en chef et deux

ans plus tard, elle accédait au poste de juge en chef. Elle était la première femme à occuper cette fonction. Elle a démissionné peu après l'incident d'août dernier, et a pris sa retraite. En vertu d'une politique entérinée le mois dernier par le cabinet fédéral, la magistrate pourra jouir d'une confortable retraite de 160 000 \$ par année, pour le reste de ses jours.



REDÉCOUVREZ LE PLAISIR DES SENS À TREMBLANT



ERMITAGE DU LAC
TREMBLANT



Dernier joyau de Tremblant, l'hôtel Ermitage du Lac vous invite à une grande fête des sens. VOYEZ toute la splendeur d'un hôtel intime de 69 chambres et suites conçu pour votre bien-être. GOÛTEZ au bonheur d'être traité aux petits soins. SENTEZ l'odeur des conifères, les parfums de l'automne, la chaleur de l'eau du bain à remous 4 saisons, la douceur de la literie. ÉCOUTEZ le chant de la nature depuis votre balcon ou la musique qui plane depuis le lecteur de disque compact de votre chambre. TOUCHEZ au véritable raffinement en découvrant le premier membre québécois du réseau Boutique Hotels & Resorts International. ÉPROUVEZ la satisfaction d'avoir enfin trouvé la destination idéale pour vos prochaines escapades ou réunions d'affaires.

1 866 356-2244 tremblant.ca/ermitage

MEMBRE DU RÉSEAU





LES SUITES TREMBLANT



324762Z

Les Grandes Tables

MANOIR & CHÂTEAUX VIEUX QUÉBEC




Forfait incluant l'hébergement pour 2 nuits, 2 petits-déjeuners, 2 soupers gastronomiques au restaurant de votre choix :

La Closerie, les Anciens Canadiens, le Paris-Brest, le Louis-Hébert ou le Café Sirocco

Pourboire inclus et taxes en sus

à partir de

149\$ Par pers. en occ. double pour les Hôtels Château Bellevue et Manoir Lafayette

à partir de

179\$ Par pers. en occ. double pour l'Hôtel Château Laurier

*Certaines conditions s'appliquent. Jusqu'au 30 avril 2005



CHÂTEAU BELLEVUE
HOTEL
16, rue de la Porte, Vieux-Québec



HOTEL CHÂTEAU LAURIER
HOTEL
1220, place George-V Ouest, Québec



LE MANOIR LAFAYETTE
HOTEL
661, Grande Allée Est, Québec

1-877-999-9620
www.vieuxquebec.com

Bien placés... pour vous charmer!

3270124 3270128

BERNARD TROTTIER

BERNARD TROTTIER

BEI

GRANDE VENTE de liquidation

de skis et de planches à neige HAUT DE GAMME

Toutes nos gammes de skis et de planches à neige 2005 sont maintenant en magasin!














ENSEMBLES DE SKIS ALPINS HAUT DE GAMME

- Skis Atomic C9 "Puls" (2005)
- Fixations Device "3.10"

EN PLUS RECEVEZ GRATUITEMENT UN CERTIFICAT-CADEAU DE 75\$

EN SPÉCIAL À : 549⁹⁵\$

- Skis Dynastar "Omecarve 10" (2004)
- Fixations Look Pivot P10TI ou Pivot P12TI "Racing Blue"

Se vendait : 1049,95 \$

EN SPÉCIAL À : 499⁹⁵\$

(Quantités limitées)

- Skis Rossignol 9S "POWER PULSION" (2004)
- Fixations Rossignol "POWER 100 PRO" ou "POWER 120 PRO"

Se vendait : 1049,95 \$

EN SPÉCIAL À : 749⁹⁵\$

(Quantités limitées)

- Skis Volkl "724 AX2" (2004)
- Fixations intégrées Marker "MOTION 10"

Se vendait : 799,95 \$

EN SPÉCIAL À : 549⁹⁵\$

- Skis Volkl "SUPERSPORT 5 ★" (2004)
- Fixations Salomon "S810" ou "S912"

Se vendait : 1099,95 \$

EN SPÉCIAL À : 849⁹⁵\$

(Quantités limitées)

À L'ACHAT DE

- SKIS ALPINS
- SKIS SYSTÈMES (avec fixations intégrées)
- PLANCHES À NEIGE

D'UNE VALEUR :

⇒ entre 500 \$ et 699,95 \$ obtenez **GRATUITEMENT** un certificat-cadeau au montant de **75\$**

⇒ de plus de 700 \$ obtenez **GRATUITEMENT** un certificat-cadeau au montant de **100\$**

COLLECTIONS DE VÊTEMENTS 2005

À L'ACHAT DE VÊTEMENTS DE :

- SKI ALPIN
- SKI DE FOND
- PLANCHE À NEIGE
- PLEIN AIR

d'une valeur de 200 \$ ou plus obtenez **GRATUITEMENT 20%** de votre achat en accessoires* ou 10% de rabais.







* Mitaines, gants, cols roulés, tuques, bandeaux, foulards.

Planches à neige 2003 / 2004 sont en liquidation Jusqu'à **40%** de rabais!!








On a les sports de neige dans la peau

BERNARD TROTTIER

SPORTS

Ces promotions se terminent le 21 novembre 2004 et ne peuvent être jumelées à aucune autre.

● 3680, boul. Taschereau GREENFIELD PARK

● 183D, boul. Hymus POINTE-CLAIRE

● 2929, boul. St-Martin Ouest, (Centropolis) LAVAL ●

3285144A

ACTUALITÉS

L'adresse d'un informateur de police était sur des documents judiciaires...

ANDRÉ CÉDILOT

Branle-bas médiatique hier au palais de justice de Saint-Jérôme, où un informateur de police portant gilet pare-balles s'est présenté en Cour du

Québec pour faire biffer son adresse de documents judiciaires.

Pris au dépourvu par cette requête pour le moins inhabituelle, le juge Jean Larue, de la Cour du Québec, a paru soulagé quand le procureur du

ministère public, Pierre Teasdale, lui a dit qu'il avait résolu l'épineux problème avec l'avocat de l'ancien mortard Éric Nadeau.

La solution est apparue quand Nadeau a indiqué qu'il avait déménagé en constatant l'impair au fichier de la cour. Les avocats ont alors convenu de mettre sa nouvelle adresse sous scellés.

Cette histoire abracadabrante fait suite à la récente mise en accusation de Nadeau pour possession d'armes.

Le 3 septembre, les policiers de Saint-Jérôme ont trouvé chez lui quatre armes à feu, dont un fusil d'assaut AK-47. Pour des raisons que l'on ignore, les policiers l'ont traité comme un accusé ordinaire, sans tenir compte des faits qu'il a été l'homme clé de la dangereuse opération d'infiltration qui a permis d'achever les Bandidos/Rock Machine, il y a deux ans.

En brouille avec les autorités à propos de son contrat d'indic, Nadeau est laissé à lui-même depuis un peu plus d'un an. En raison de la mésentente, il n'a pas témoigné au superprocès des Bandidos, à Laval. Sa femme et lui ont entamé des procédures civiles pour obtenir un dédommagement.

Dans la requête déposée hier, Nadeau affirme avoir collaboré avec la police pendant de longues années avant d'être recruté pour infiltrer les Bandidos, en 2001 et 2002. En-

core dernièrement, il dit avoir reçu des menaces à son domicile. Un policier lui aurait confirmé qu'il y avait « un contrat sur sa tête ».

« En l'occurrence, écrit son avocat, Gerardo Nicolo, il est une cible pour les gangs criminels. Il craint pour sa sécurité et surtout celle de sa famille. » Nadeau est le père de quatre enfants d'âge mineur, précise-t-on dans le document.

Présent à l'audience — il suivait Nadeau dans tous ses déplacements —, le président de l'Association des témoins spéciaux du Québec (ATSQ), Jim Boivin, s'est dit outré du traitement réservé à l'informateur de police. « Ça frise la négligence criminelle d'avoir mis son adresse sur la dénonciation. Non seulement ça, mais on a aussi mis la sécurité du public en danger, car s'il avait été encore dans les bonnes grâces de la police, on l'aurait escorté au palais de justice avec le SWAT », s'insurge M. Boivin, qui fait campagne depuis près de quatre ans pour faire changer le système de protection des témoins du gouvernement provincial.

Quant aux accusations qui pèsent sur Nadeau, M. Boivin les a traitées d'« inqualifiables ».

La cause a été reportée au 13 décembre.



Maman, es-tu bien assise ?

La joie. Inspirée par Birks.

La bague de fiançailles classique à diamant rond, taille brillant, de la collection exclusive Birks Blue® avec signature saphir, à partir de 1 850 \$.



Magasinez avec nous en ligne ou en vous rendant au Birks le plus près de chez vous. Visitez le www.birks.com ou composez le 1 800 682.2622.

Les Meilleurs Sièges de la place...



Fauteuils de salle à manger en cuir à partir de 299\$

EN SOLDE !

Commandez vos fauteuils de salle à manger en cuir et soyez prêts pour les fêtes !

Fauteuils de salle à manger en cuir mode, avec armature de bois franc et choix de teintes.

3269384A

HAUSER

Ouvert le dimanche
4830, boul. Saint-Jean, Pierrefonds
(514) 620-1310

WWW.HAUSERSTORES.COM

boutique iPod MAC + PC



Les plus beaux manteaux «Shearling» au monde



Agneau Renversé Peaux légères de merinos espagnol

Qualité et sélection pour elle et lui
DIRECTEMENT DU FABRICANT

Lundi au vendredi de 12 h 30 à 16 h 30
Sam. de 9 h 30 à 15 h 30

Robert Arnold

9250, av. du Parc (angle Chabanel) Local 450
Tél.: (514) 387-5495

Clifford Michael DESIGN NEW YORK

3261557 3271552

Ici au Canada



Une expérience capitale!

FORFAITS Escapade D'AUTOMNE

2 NUITÉES
à partir de **107\$**†
PAR PERSONNE

VALIDE JUSQU'AU 30 NOVEMBRE 2004

Ottawa vous surprendra cet automne! Évadez-vous pour une fin de semaine et découvrez une scène culturelle vibrante incluant des expositions majeures au Musée des beaux-arts du Canada et au Musée canadien des civilisations. Savourez un dîner romantique, sortez pour une soirée de divertissement au Centre national des Arts ou au Théâtre du Casino, faites une promenade dans le quartier branché du Marché By — voyez tout cela dans un décor dont l'architecture gothique est à couper le souffle. Allez en ligne ou appelez dès aujourd'hui pour découvrir les escapades d'automne qu'Ottawa peut vous offrir, y compris des forfaits romantiques, culinaires, culturels et de loisirs.

forfaitsottawa.ca
1 866 644-1234



© Marque déposée de Visa International Service Association; Visa Canada est un usager licencié.

Plus d'idées de voyage?

Visitez www.voyagecanada.ca/coop

Une généreuse nature



Inquiétude et suspicion...

Le projet américain de bouclier antimissile a ses défenseurs au Canada, mais ses détracteurs sont légion. Nos lecteurs se prononcent majoritairement contre ce projet qui suscite chez eux autant de craintes, de suspicion et de doutes quant à son efficacité réelle. Voici quelques-unes des lettres que vous nous avez fait parvenir sur le sujet.

Une spirale de la peur

Je ne suis pas de ceux qui croient à cette menace qui viendra de l'espace. Une menace inventée de toutes pièces. Je crois qu'il faut investir tous ces dollars dans des options qui visent la démocratie. Personnellement, je crois que l'escalade de la peur provoquée et entretenue par un certain lobby états-unien est très malsaine pour la planète. L'économie américaine s'endette tellement pour se protéger que ceux-ci vont s'écrouler sous les dettes. La menace est intérieure et non extérieure. Pendant de nombreuses années, les Canadiens se sont serrés la ceinture pour assurer un avenir meilleur à nos enfants. J'exhorte notre gouvernement à ne pas investir dans cette spirale de la peur.

Yvan-F. Demers

Comme des animaux en cage?

Est-ce que le bouclier antimissile américain aurait permis d'éviter que des avions de ligne se précipitent sur le World Trade Center? Est-ce que nous avons une garantie que les missiles lancés contre les É.-U. et interceptés au-dessus du Canada sans être détruits ne tombent en territoire canadien? À quel pays belliqueux pensons-nous lorsque nous voulons nous munir d'un tel système de défense? Voulons-nous vivre sur cette planète enfermés dans une cage de protection comme si nous étions au Parc safari d'Hemmingford? Quelle garantie avons-nous que les ressortissants canadiens à l'étranger ne seront pas la cible de la grogne de nos prétendus ennemis? Sommes-nous si attardés civilement pour que, faute de s'intégrer au reste de la planète, nous nous « ghettoïsons » comme les É.-U. savent si bien le faire? Sommes-nous assez ouverts pour tenter de convaincre les É.-U. de ne pas militariser l'espace? Et, finalement, sommes-nous assez indépendants pour dire non à l'escalade militaire qu'un tel système risque d'entraîner?

Normand McNicoll Saint-Bruno

Garder ses distances

Dans tout le débat entourant la participation ou le refus du Canada au projet de défense spatiale de l'Amérique du Nord, il me semble qu'on omet une donnée fondamentale : ce n'est pas le Canada qui est menacé, mais bien les États-Unis. Même si, au plan des relations internationales, l'ardoise canadienne n'est pas blanche comme neige, elle n'est certes pas aussi encrassée que celle des États-Unis. En outre, à l'heure actuelle et dans un avenir prévisible, quels sont les pays qui peuvent ou qui pourraient fabriquer, tester, puis lancer de tels missiles? À mon humble avis, le pays le plus sûr-armé de la planète, ce sont justement les États-Unis, lesquels ne se priveraient probablement pas d'attaquer « préventivement » un ennemi potentiel ou imaginaire, comme ils l'ont démontré plusieurs fois au cours des dernières décennies. Bref, que les États-Unis soignent eux-mêmes leur paranoïa, mais que le Canada garde ses distances, respectueusement et fermement, afin de ne pas être contaminé.

Jean Roby Prévost

Rien ne sert de faire la guerre

Simplement pour vous signifiez mon désaccord total face à ce projet et mon appui inconditionnel aux spécialistes américains et canadiens qui agissent à titre de lobby scientifique et plus particulièrement pour les gens comme nous qui ne connaissent pas les dangers de ces armes et leurs particularités, mais qui ne sont pas intéressés à se retrouver dans une guerre froide non pas avec l'ex-URSS, mais bien avec le monde arabe et autres États qui préconisent les armes atomiques.

Steve Gatién

Le complexe militaro-sécuritaire

Avec des dépenses militaires en Irak atteignant 225 milliards de dollars, assurer pour une vulgaire poignée de milliards la sécurité entière de l'Amérique et du monde présente une réelle aubaine. Loin des déboires habituels du complexe militaro-économique. À quoi doit-on cette conversion soudaine : à la peur ou à la sagesse? N'eût été de nos convictions, on pourrait se demander si l'appui du Canada à une prise en charge presque totale par les É.-U. d'une croisade au Moyen-Orient n'aurait pas affecté définitivement la souveraineté du Canada en matière de sécurité? Ce bouclier au-dessus de nos têtes pourrait-il devenir une épée de Damoclès sinon une autre ligne Maginot? Si, effectivement, cette technologie spatiale offre une telle percée pour l'humanité, pourquoi ne pas en débattre à l'ONU et assurer avec l'OTAN une participation multilatérale pour optimiser les coûts et l'efficacité? En matière de défense et de sécurité mondiale, l'Amérique a-t-elle encore la crédibilité et les moyens d'intervenir sans appui multilatéral majeur?

Pierre G. Blanchard Outremont



PHOTO LE SOLEIL

Lucie Huart, de Québec, se dit inquiète de l'éventuelle participation du Canada au bouclier antimissile des États-Unis.

Un projet apocalyptique

Le Canada doit conserver son rôle de pays pacificateur

LUCIE HUART
L'auteure habite Québec.

Monsieur Martin,
Je suis inquiète. L'éventuelle participation du Canada au projet de bouclier antimissile des États-Unis m'inquiète. Il semble que, poussé par nos voisins, notre ministre de la Défense nationale, Bill Graham, s'apprête à donner son aval à notre participation.

Je ne suis peut-être pas une experte, mais je suis curieuse, et les lectures que j'ai faites sur le sujet m'amènent à m'opposer à toute participation du Canada à ce projet.

D'abord, plusieurs experts ont démontré l'inefficacité d'un tel système. Les essais d'interception qui ont été faits à ce jour ne sont pas concluants. Manifestement, pour arriver à intercepter quelque missile que ce soit, il est préférable d'en connaître tant le lieu de départ que la trajectoire. De plus, des leurres peuvent facilement déjouer les prévisions de trajectoires.

Vous prétendez que, même s'il participe, le Canada se retirera dès que les États-Unis projettent de placer des armes dans l'espace. Et pourtant! Il est clair qu'ils ont cette intention. Ils ne s'en cachent pas.

Hausse des stocks d'armes

Ceux qui soutiennent que le bouclier antimissile servira à contrer la prolifération des armes n'ont certainement pas remarqué qu'il y a déjà une hausse des stocks. Je suis persuadée que les États-Unis, par leur attitude, encouragent l'augmentation des budgets militaires,

dit de « sécurité », partout dans le monde. Je crois que le bouclier incite à la prolifération!

La lutte contre le terrorisme et la protection contre les États voyous présents ou futurs est un prétexte pour relancer cette galère qui date de l'ère Reagan. Ne voyez-vous pas que les terroristes sont souvent issus de peuples opprimés et que leurs moyens sont bien limités en comparaison de l'arsenal des grandes puissances de ce monde? Quant aux États voyous actuels, ils sont, dans bien des cas, des États amis d'hier. M. Graham se fie à certains experts militaires pour affirmer que le bouclier

Plusieurs experts ont démontré l'inefficacité d'un tel système.

nous permettra de nous protéger des États voyous du futur! Quels seront ces États? Seront-ils, encore une fois, créés de toutes pièces?

Vous dites que les États-Unis ne demandent aucune contribution financière de notre part à leur projet de bouclier antimissile. Qu'en sera-t-il dans l'avenir? Quelle part du budget dévolu aux démunis sera, ici ou ailleurs, allouée à un projet qui n'a ni queue ni tête et qui met en péril la recherche d'un équilibre menant à la paix dans le monde?

M. Martin, je demeure persuadée que le seul bénéficiaire du bouclier antimissile est le complexe militaro-industriel. L'humanité n'a aucun avantage à tirer d'un tel projet. Au contraire.

Nous retrouvons régulièrement dans l'actualité des reportages à l'effet que tel ou tel pays est en voie de mettre au point l'arme nucléaire, laquelle pourrait éventuellement viser les États-Unis. Peu de ces reportages ont comme sujet le fait que ces derniers ont relancé la recherche sur le développement de nouvelles armes utilisant cette même « ressource ». Nous sommes tous conscients des effets dévastateurs que de telles armes peuvent avoir tant sur la population que sur les territoires qu'elles contaminent pour des siècles, voire des millénaires.

Je me sentirai bien plus en sécurité lorsque nous aurons appris à vivre les uns avec les autres, à nous entraider et à faire en sorte que la majorité des enfants de ce monde connaissent autre chose que la guerre, la faim ou la misère.

Encore une fois, M. Martin, je m'objecte à toute participation du Canada au projet de bouclier antimissile des États-Unis. Contrairement aux allégations de M. Graham, je suis persuadée que le Canada perdrait une partie de sa souveraineté en y prenant part. Le Canada est un pays respecté par la communauté internationale. Ne faites pas en sorte qu'il soit associé de quelque manière que ce soit à ce projet apocalyptique et qu'il en subisse éventuellement les conséquences.

Je souhaite ardemment que le Canada se fasse le champion de la lutte contre la prolifération des armes, tel qu'il l'a fait contre les mines antipersonnelles. Je souhaite que le Canada conserve son rôle de pays pacificateur et s'acharne à combattre les iniquités plutôt que de participer au chaos.

À qui profitera le bouclier antimissile?

LOUISE FECTEAU
L'auteure habite Saint-Jean-sur-Richelieu.

Monsieur le premier ministre Martin,
Le Canada s'approprierait à suivre les États-Unis dans le projet de bouclier spatial antimissile et des questions sérieuses se posent.

Compte tenu du fait que ce ne sont plus des États qui sont les « ennemis », mais des regroupements d'individus, que ces derniers sont éparpillés partout sur la planète et même (surtout) sur nos sols, de qui doit-on se défendre? Compte tenu que ces groupes utiliseraient des armes chimiques ou biologiques (du moins le prétend-on) et à partir des faits récents où ils ont détournés des avions de ligne comme missiles à New York et fait exploser de « simples bombes » en Espagne,

en Arabie Saoudite, en Turquie, de quoi doit-on se défendre?

Une galère « passée date »

Cette nouvelle aventure spatiale représente des investissements colossaux, des défis technologiques importants, des risques. Qui ou quelles sociétés profiteraient de ces investissements, quels sont les fondements de ce système, quels sont les probabilités de « ratés » et quels en seraient les conséquences, bref sur quoi repose cette défense high-tech? Ne sommes-nous pas en train de nous embarquer dans une nouvelle galère déjà « passée date » compte tenu du nouveau contexte, galère que de futurs rapports jugeront catastrophique, mal planifiée, mal gérée, aux coûts exponentiels?

Pourquoi ce sentiment tenace que cette

aventure ne sert que l'industrie de l'armement (américaine surtout) en mal de guerre froide? Bien sûr, il faut ménager la susceptibilité de nos puissants voisins mais, honnêtement, fondamentalement, pourquoi? Mais parce qu'il est question de sécurité nationale, me direz-vous? Justement, la majorité des citoyens refusent la validité de cette démarche qui, par ailleurs, peut nous mener droit à la militarisation de l'espace.

Sauf erreur, pratiquement toutes les informations publiées depuis plusieurs mois n'offrent absolument aucun motif sérieux pour joindre ce programme (le « nous n'avons pas le choix » évoqué récemment par le ministre des Affaires étrangères n'étant pas un motif sérieux). C'est pourquoi le gouvernement se doit d'en débattre et de justifier avec force arguments sa décision éventuelle.

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

ÉDITORIAUX

Monsieur Palestine



apratte@lapresse.ca
 ANDRÉ PRATTE

La mort, à laquelle il avait si souvent échappé, a finalement rattrapé Yasser Arafat. Quoi qu'on pense de l'homme, on doit admettre que son décès marque la fin d'une époque.

Devenu l'une des personnalités politiques les plus connues du monde, surnommé Monsieur Palestine par les médias, Arafat était pourtant un personnage mystérieux et paradoxal. Le chef de l'OLP n'était-il pas à la fois l'un des pères du terrorisme moderne et Prix Nobel de la paix ?

Convaincu que les Palestiniens emprunté la voie diplomatique. Mais s'il a alors officiellement renoncé au terrorisme « individuel, collectif et étatique », son attitude a toujours été marquée d'ambiguïté. Devenu président de l'Autorité palestinienne après l'accord signé avec Israël en 1993, Arafat n'a jamais pu (su ? voulu ?) mettre un terme aux attentats commis contre des civils par les factions radicales de son mouvement. C'est ce qui lui a fait perdre toute crédibilité auprès de l'État juif. Pourtant, s'il avait affronté ouvertement ces factions, aurait-il survécu politiquement (et physiquement) ?

Les gouvernants israéliens et américains estiment qu'Arafat a commis une erreur historique en rejetant, en 2000, l'entente que lui proposaient le premier ministre Ehud Barak et le président Bill Clinton. Chose certaine, l'échec de Camp David allait éteindre pour longtemps tout espoir de paix.

La popularité de Yasser Arafat en Palestine s'est effritée jusqu'à ce que les forces armées israéliennes encerclent et détruisent ses quartiers généraux de Ramallah, il y a trois ans. Le courage dont il a fait preuve ensuite servira d'épilogue à sa légende.

Le décès de Yasser Arafat permettra-t-il un débloqué dans le conflit du Proche-Orient ? Nul ne le sait. Son successeur pourra-t-il s'imposer auprès des factions palestiniennes rivales ? S'agira-t-il d'un radical ou d'un modéré ? S'il s'agit d'un modéré, le gouvernement israélien saura-t-il saisir l'occasion sans se laisser distraire par les tactiques meurtrières des terroristes ?

Yasser Arafat n'est plus. Souhaitons que le pauvre peuple pour lequel il a combattu pendant plus de 40 ans obtienne bientôt le pays auquel il a droit.

Et que cet autre peuple qu'il a combattu, qui a tant souffert, obtienne enfin l'assurance de vivre en sécurité.

À partir de 1988, Yasser Arafat a

ne pouvaient compter sur les pays arabes pour chasser les Juifs de leurs terres, Arafat a fondé en 1958 un petit groupe clandestin qui mènera des percées terroristes en Israël, le Fatah. Il prendra ensuite le contrôle de l'Organisation de libération de la Palestine. L'OLP va choquer le monde dans les années 70 par des détournements d'avion et attentats spectaculaires, notamment la prise d'otages d'athlètes israéliens pendant les Jeux olympiques de Munich, en 1972. La cause palestinienne est désormais connue de tous ; le mot « terrorisme » est sur toutes les lèvres.

Arafat a subi des revers foudroyants, mais toujours il a réussi à garder le contrôle de l'OLP. Pour ce faire, il n'a pas hésité à employer la méthode forte et l'argent ; qui ne l'a pas fait dans cette région troublée ?

À partir de 1988, Yasser Arafat a

À partir de 1988, Yasser Arafat a

À partir de 1988, Yasser Arafat a

À partir de 1988, Yasser Arafat a

À partir de 1988, Yasser Arafat a

À partir de 1988, Yasser Arafat a

À partir de 1988, Yasser Arafat a

À partir de 1988, Yasser Arafat a

À partir de 1988, Yasser Arafat a

À partir de 1988, Yasser Arafat a

À partir de 1988, Yasser Arafat a

À partir de 1988, Yasser Arafat a

À partir de 1988, Yasser Arafat a

À partir de 1988, Yasser Arafat a

À partir de 1988, Yasser Arafat a

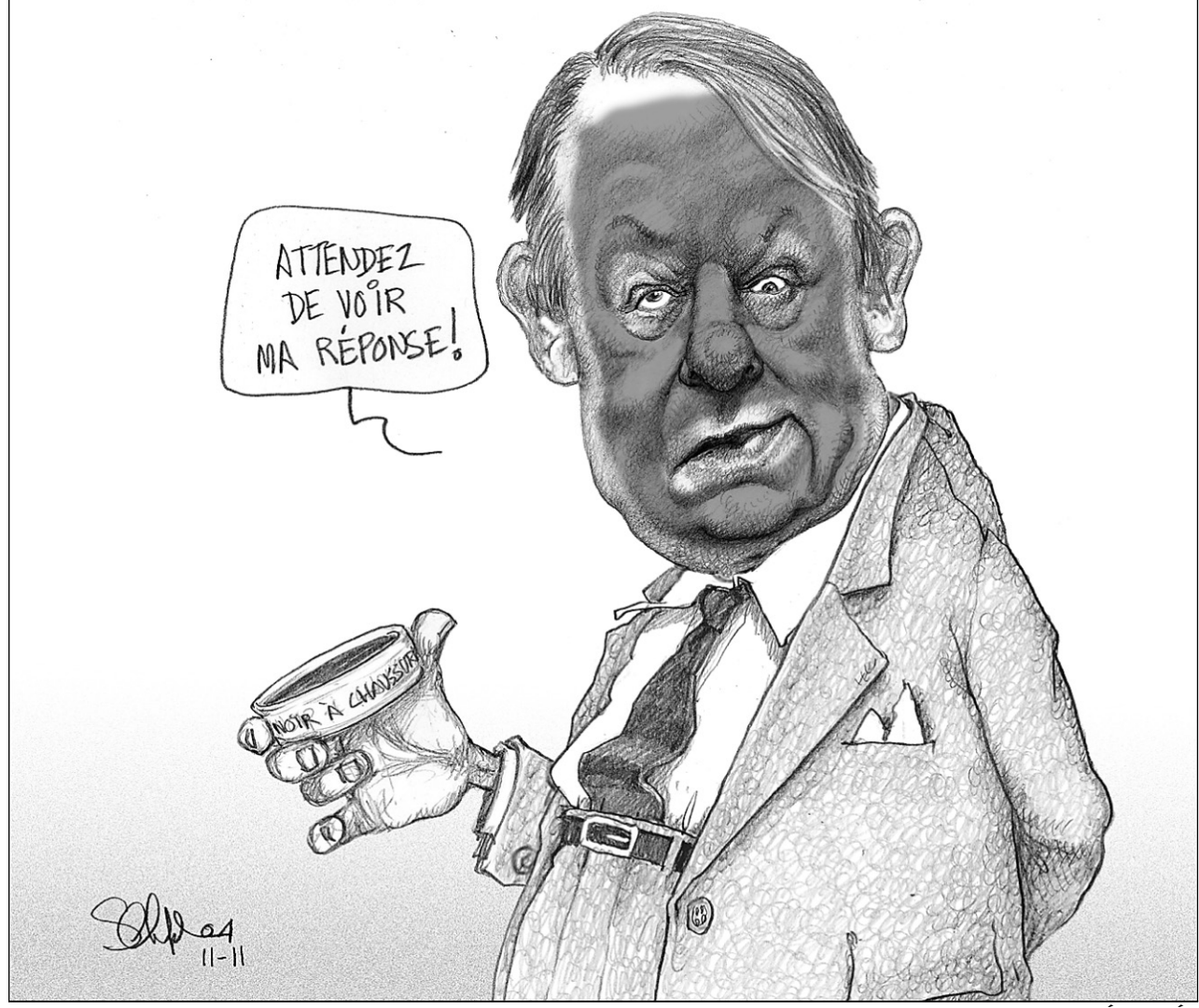
À partir de 1988, Yasser Arafat a

À partir de 1988, Yasser Arafat a

À partir de 1988, Yasser Arafat a

NOMMÉ PATRIOTE DE L'ANNÉE

Luck Mervil critique Landry et le PQ



serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

TÉMOIGNAGE

J'ai rencontré Arafat

Le raïs était un vieil homme, amateur de biscuits au chocolat

ANAÏS LAVALETTE
 L'auteure revient d'un séjour en Palestine, où elle a tourné un documentaire. Elle a pu rencontrer le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, il y a quelques semaines.

Partout, de longues plages de pierres grises sur lesquelles gisent des restes de maisons, des restes de vie épars entre deux contrôles.

On cherche la vie sur les montagnes de Ramallah et on ne la trouve pas. Il n'y a rien. Rien que du vent chaud, une odeur de désert, aigre-douce et, dans le ciel, des corbeaux. Tout ici semble fragile.

Nous habitons à deux pas de la Mouqataa, demeure jadis imposante du raïs.

Chaque jour, nous passons devant. Et chaque jour, immanquablement, le chauffeur de taxi qui nous conduit nous rappelle, solennellement, qu'ici vit Abou Ammar. C'est comme ça qu'ils l'appelle. C'est un surnom affectueux pour leur oncle Yasser. Celui qu'ils haïssent ou adulent, leur créateur et leur boulet.

De la Mouqataa, il ne reste plus que des ruines. Avec un drapeau palestinien planté devant, désuet. C'est ce qu'il reste de la maison du grand boss. Et quelques soldats habillés en vert comme les vrais, mais sans armes, car la police palestinienne n'a pas le droit d'être armée.

On surveille donc le vieux avec beaucoup de respect, mais sans armes.

Au bulletin d'information, ils annoncent qu'une colonie juive a pété sous le feu, en réponse aux dernières attaques. Au centre, on achète des pistaches, on fume des gitanes et on boit du thé sucré.

Yasser, sous les ruines, doit être fatigué.

On nous dit qu'il aime la visite. Surtout les jeunes filles.

On nous dit aussi qu'il est prêt à nous recevoir. Demain.

Je sais que lui aussi a du sang sur les mains.

Mais on va lui amener des baklavas quand même.

Ça doit lui manquer.

Le lendemain, les soldats sans armes nous laissent passer. On fouille nos sacs, on nous pose quelques questions. Nous venons en amis. On nous indique finalement une pièce, au bout d'un couloir. Il est là. Arafat, le grand Arafat, est là. Il nous accueille dans son bureau.

Un héros controversé

Il est assis au bout d'une table très longue, de laquelle il n'occupe qu'un tout petit carré où il a empilé des tonnes de papiers et de dossiers.

Il se lève pour nous saluer. C'est presque irréel. J'ai devant moi une partie du 20^e siècle. L'homme qui a redonné aux Palestiniens un bout de la terre qu'on leur a arraché.



La Québécoise Anaïs Lavalette en compagnie de Yasser Arafat.

J'ai devant moi un héros, certes controversé, mais un héros quand même.

Je ne l'imaginai pas si petit et si vieux.

Difficile d'imaginer le guerrier en voyant cet homme-là. Il est si doux. Il me serre dans ses bras, très sincèrement. On dirait qu'il m'aime, qu'il nous aime. Il est content de la visite. Ses yeux, deux petites billes noires,

J'ai devant moi un héros, certes controversé, mais un héros quand même.

brillent très forts.

Lentement, Yasser Arafat se rassoit. Il attrape une assiette où est déposé un assortiment gourmand de biscuits au chocolat.

Il nous tend l'assiette en tremblant. Ses vieilles mains tachées s'y agrippent et essaient tant bien que mal de ne pas faire tomber les biscuits. Les mêmes mains qui ont tenu des fusils, celles aussi qui ont tué des hommes pour des idées, pour la liberté, pour un idéal abimé aujourd'hui alors que ça continue de péter. Ces mains-là tremblent tellement que je suis un peu gênée.

Les biscuits au chocolat sont bons.

Yasser est calme. Beaucoup plus que moi, qui essaie, sous les conseils d'un monsieur du Fatah, « d'exprimer ma solidarité » avec le président.

« I love Palestine »

Je lui dit que je suis avec eux. Que je crois aux Palestiniens. Que les enfants sont l'avenir du pays... tout ça dans un anglais douteux et avec le cœur sur le bord des lèvres. Et suis TRÈS impressionnée. Yasser Arafat m'écoute calmement, en hochant la tête, ses yeux dans les miens. Il a dû en entendre tellement d'autres !

J'aurais aimé pouvoir lui dire quelque chose d'extraordinaire, lui faire comprendre que si je pouvais, je la soulèverais au bout de mes bras sa terre. Et je brasserais très fort pour que tout le monde se mêle, pour que tout redevienne comme avant.

Mais bon. Je lui dit « I love Palestine » et je croque un biscuit.

Lui, il me regarde. Je pense qu'il me croit. Il a raison.

Et puis, il me dit quelque chose de beau. Avec une petite voix, il me dit que la Terre sainte est à tout le monde. Qu'elle est sacrée pour lui, pour eux, pour moi. Pour tout le monde.

Je trouve ça beau. C'est vrai que cette terre-là est devenue sacrée pour moi aussi.

Nous sommes partis. Il est resté là, sous les ruines de la Mouqataa. Enfermé derrière les murs. Comme tous les Palestiniens.

Arafat, le grand-père

Yasser Arafat peut bien être critiqué de toutes parts, je m'en fous.

Aujourd'hui, je laisse l'homme politique de côté et je me rappelle de celui qui aurait pu être mon grand-père. Ce petit homme, avec ses biscuits au chocolat et ses mains qui tremblent. Avec ses yeux gentils.

Cet homme très vieux qui aura marqué l'histoire et qui ne demande qu'une dernière chose : être enterré dans la terre de Jérusalem, pour laquelle il s'est battu.

Cet homme très vieux qui sera enterré à Gaza parce que Jérusalem, il ne l'a pas gagné.

C'est comme ça.

Moi, Yasser Arafat, celui que j'ai rencontré, cet homme simple en fin de vie, fatigué, je l'enterrerais dans mon jardin. Il serait bien, là.

Et des fois, je lui raconterais son pays et je ferais semblant que tout va bien.

L'interminable décès d'Arafat



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

La mort « officielle » de Francisco Franco, le dictateur qui maintenait l'Espagne sous sa poignée de fer depuis 1936, fut annoncée le 20 novembre 1975, mais le pays avait retenu son souffle pendant près d'un mois.

Le corps du caudillo, ou ce qu'il en restait, avait été maintenu en vie artificiellement pendant que diverses factions s'arrachaient le pouvoir. (Mauvaise surprise pour les franquistes, le pouvoir échu au prince Juan Carlos, qui allait contre toute attente, et avec un admirable sang-froid, ramener le pays vers la démocratie.)

Ces derniers jours, on ne pouvait s'empêcher d'évoquer la mascarade autour de la dépouille de Franco, devant le pénible spectacle offert par les héritiers potentiels de Yasser Arafat. Pendant 12 jours, ce dernier a été plongé dans un mystérieux coma, qui n'était peut-être rien d'autre au départ que l'état dans lequel on maintient les « morts » dont on doit prélever les organes.

L'enjeu : le pouvoir sur un peuple vulnérable et misérable, que même son leader historique a spolié des fonds qui lui revenaient ; et de l'argent. Beaucoup, beaucoup d'argent.



Selon le magazine *Forbes*, Arafat arrive au sixième rang des « rois et despotes de la planète » pour ce qui est de la fortune personnelle. Selon la chaîne de télévision arabe Al-Jazira, il aurait amassé durant sa longue carrière de quatre à six milliards de dollars US.

L'Autorité palestinienne, qu'il présidait sans conteste, aurait siphonné près d'un milliard de dollars US provenant de dons internationaux sans jamais rendre compte de leur utilisation. L'Organisation de libération de la Palestine,

Selon le magazine Forbes, Arafat arrive au sixième rang des « rois et despotes de la planète » pour ce qui est de la fortune personnelle.

qu'il contrôlait entièrement, disposerait actuellement de quelque 700 millions, enfouis dans divers comptes bancaires internationaux auxquels seuls Arafat et son trésorier personnel auraient accès.

Son épouse, Souha Tawil, s'est bien servie au passage : la France a ouvert une enquête sur le transfert de 13,6 millions US dans ses comptes personnels, et l'on dit que son mari lui envoyait 100 000 \$ US par mois pour financer son train de vie dans la chic banlieue parisienne de Neuilly.

La corruption endémique du régime était chose connue depuis longtemps, mais ce n'est qu'aujourd'hui que le monde, éberlué, commence à en mesurer l'ampleur.

Arafat aimait l'argent non pour le luxe — il a toujours mené une vie frugale —, mais pour le pouvoir que l'argent lui procurait : c'est en arrosant ses alliés de billets verts qu'il s'est assuré la main haute sur la société palestinienne, qu'il a exterminé ses ennemis et favorisé ses amis, tout en récompensant les parents des « martyrs » (lire les terroristes kamikazes, ces pauvres adolescents manipulés jusqu'à la moelle qui se transforment en bombes humaines pour aller tuer des civils en Israël).

Son épouse n'était pas en reste, si l'on en croit ses déclarations incendiaires — elle a déjà dit que si elle avait eu un fils, elle l'aurait volontiers sacrifié à la cause (heureusement, c'est une fille qu'elle a enfantée). Elle tenait quand même à son confort, en bonne petite bourgeoise issue d'une grande famille de Ramallah — une famille que Yasser Arafat a considérablement enrichie en facilitant ses transactions d'affaires.

Avant qu'elle ne vienne, apparition surréaliste, sortir son mari de son quartier général en ruine pour l'amener à Paris (où il serait évidemment mieux soigné, mais où elle aurait aussi, en vertu de la loi française, la main haute sur la divulgation des informations concernant son état), Mme Arafat n'avait pas vu son mari depuis quatre ans.

Disons que les cris hystériques de la future veuve, qui accusait dimanche, sur les ondes de Al-Jazira, les lieutenants de son mari de vouloir l'« enterrer vivant » sonnaient un peu faux. La scène ressemblait plutôt à une lutte épineuse pour l'accès à la fortune d'Arafat — une fortune qui, à supposer que les successeurs du rais soient des hommes intègres, pourrait grandement aider à soulager la misère qui règne en Palestine.



Autre retour en arrière. À la fin des années 70, la figure de proue de la cause palestinienne était Ramonda Tawil, que l'on appelait à l'époque la passionaria, ou (au Québec) « la Pauline Julien » de la Palestine.

Je l'ai rencontrée en 1978, lors d'un voyage d'information à Jérusalem. Elle avait écrit quelques pamphlets et donnait des conférences partout dans le monde. Très belle, très brune, très intense et très bouillante, elle était assez impressionnante.

Je savais qu'elle était mariée à un riche banquier et qu'elle menait une double vie, entre le luxe de la grande bourgeoisie cosmopolite et les chaudes tribunes de « la cause », mais jamais je n'aurais pu imaginer qu'elle allait donner de bonne grâce l'une des ses filles à ce vieil autocrate corrompu, connu pour son indifférence envers les femmes...

Les orphelins d'Arafat

Aucun successeur n'aura l'autorité et la crédibilité du leader palestinien

SAMIR SAUL
L'auteur est professeur d'histoire à l'Université de Montréal.

L'ubiquité de Yasser Arafat et ses marques distinctives — keffieh, barbe grisonnante, sourire permanent, index et majeur en V, optimisme — en ont fait un des personnages les plus connus du monde pendant plus de 35 ans. Réfugié, sans feu ni lieu, porte-parole itinérant, il était pourtant un point de repère sur la scène internationale.

Arafat a joué un rôle plus grand que les moyens dont il disposait. Dirigeant sans État, traqué, enfermé depuis 2002 dans un tas de ruines à Ramallah, il a été influent parce qu'il représentait une idée : le droit d'un peuple à l'autodétermination.

Arafat a réuni le peuple palestinien autour d'un projet de renaissance nationale. Il l'a appelé au bon souvenir d'une communauté internationale trop portée à le reléguer aux oubliettes après avoir contribué à son malheur. Il a été à l'origine du retour des Palestiniens au centre de la donne politique, stratégique et diplomatique. Ce n'est pas négligeable pour un peuple dont la première ministre israélienne, Golda Meir, reflétant la pensée officielle, disait en 1969 qu'il n'existait pas.

Orphelins d'Arafat, les Palestiniens auront à gérer l'héritage et à affronter défis et dangers.

Demeurer un acteur-clé

Arafat est identifié au relèvement des Palestiniens après la nakba (désastre) de 1947-1948. Démembré, dépourvu d'un pays, réduit au statut de réfugié, ce peuple avait cessé de compter. Aux Israéliens pressés de le rayer des mémoires s'ajoutaient étrangement les régimes arabes désireux d'intégrer sa cause dans des projets plus larges, ou de s'en approprier à des fins de légitimation interne et de rivalité interarabe.

Au temps du nationalisme arabe, la priorité allait à l'unité arabe, précondition de la restauration des Palestiniens dans leurs droits. Les Palestiniens étaient conviés à s'en remettre à la nation arabe. Leur cause se dissolvait dans le conflit israélo-arabe.

Pour Arafat, les Palestiniens devaient compter sur eux-mêmes, devenir maîtres de leur destin. Tranchant avec l'orthodoxie panarabe, il proclamait : Palestine d'abord, Palestine avant l'unification du monde arabe, Palestine comme levier de cette unification.

Arafat et son mouvement Fatah sortirent de l'ombre au lendemain de la guerre de 1967. L'incapacité des régimes arabes à résister à Israël affaiblit le courant nationaliste arabe. Inspirés par les mouvements de libération nationale, les fedayin (guérilleros) menèrent la lutte armée, affrontèrent les forces israéliennes et prirent la relève du nationalisme arabe.

La question palestinienne retrouvait sa place au centre du conflit israélo-arabe. On com-



PHOTO ARCHIVES AFP
Le leader de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, photographié en février 2002.

premier qu'aucun règlement au Moyen-Orient ne pouvait être stable s'il faisait bon marché des revendications des Palestiniens. Arafat a été l'artisan principal de ce retour aux sources. Son action visait à assurer aux Palestiniens la reconnaissance internationale, à les faire participer à toutes les négociations et à plaider sur toutes les tribunes leur droit à un État indépendant. Prestidigitateur, il avait

Arafat a été influent parce qu'il représentait une idée : le droit d'un peuple à l'autodétermination.

toujours un tour dans son sac pour relancer le sujet.

Les Palestiniens devront trouver le(s) porte-parole apte(s) à continuer l'oeuvre et à contrecarrer toute tentative d'escamoter la question palestinienne.

Conservier son libre arbitre

Les dernières décennies ont démontré le caractère central de la cause palestinienne. Pour les Palestiniens, sa mise au rancart est moins à redouter que son dévoiement ou son détournement.

L'autonomie des Palestiniens et le refus de la subordination à tout pouvoir extérieur étaient à la base de l'action d'Arafat et du Fatah. À défaut d'avoir pu évacuer la question palestinienne, les États-Unis et Israël ont cherché à s'emparer afin de la neutraliser. Sous des dehors attirants, une cascade de plans entraînaient l'érosion des droits des Palestiniens.

Tout compte fait, malgré les injonctions, les menaces et les ambiguïtés, Arafat a décliné de

jouer le rôle de gendarme pour Israël. D'où les tentatives de le mettre hors-jeu et de désigner des dirigeants jugés plus soumis ou malléables.

Disposant d'un nouveau mandat, l'administration Bush a peu de raisons de changer d'orientation. Elle reste obsédée par l'idée de l'installation de pantins (« regime change », « spreading freedom ») comme panacée à tous ses problèmes dans le monde.

Les Palestiniens auront à réagir aux pressions qu'elle exercera, de concert avec le gouvernement israélien, pour leur imposer des dirigeants dociles.

Préserver l'unité

Premier dirigeant palestinien d'envergure nationale, Arafat a incarné chacune des composantes de son peuple : la diaspora, les Palestiniens des territoires occupés par Israël et ceux qui n'ont pas quitté la partie de la Palestine devenue Israël en 1948 ; les déshérités et les couches aisées ; les réformistes et les conservateurs ; les nationalistes et les islamistes ; les combattants et les diplomates. Il a été la synthèse de tout ce qui constitue la Palestine et le trait d'union entre ses éléments contradictoires.

Inventif et souple, parfois énigmatique, Arafat a fait office d'équilibriste de la cause palestinienne. Il a plaidé tant pour l'État limité que souhaitent les Palestiniens des territoires occupés que pour le droit au retour des déracinés de la diaspora. Il a fait place à tous les courants politiques présents au sein de la communauté palestinienne. Nationaliste, il a été respectueux des marxistes, puis des islamistes. Il a fait cohabiter les combattants et les dirigeants politiques. Il a obtenu l'appui des masses les plus pauvres et des notables.

Le péril serait grand pour les Palestiniens si leur unité venait à être entamée.

Ils auront à trouver des successeurs d'autant plus pragmatiques, énergiques et éclairés qu'il leur manquera l'autorité du chef historique qu'était Arafat.

Apprendre le partage du pouvoir

Hyperactif, Arafat intervenait dans tout, faisait tout, dirigeait tout. Capable de collaborer avec ses camarades fondateurs du Fatah, il s'est retrouvé de plus en plus seul au fur et à mesure qu'Israël les assassinait. Arafat a formé des conseillers, non une relève.

La direction de l'OLP, puis de l'Autorité palestinienne, a pris un caractère de plus en plus personnel. S'y ajoutaient le laisser-aller et la corruption dans l'administration, tant et si bien que l'Autorité palestinienne est en enu à ressembler au régime d'un État arabe ordinaire. Les liens, pourtant vitaux, avec la population palestinienne se sont distendus.

Aucun successeur n'aura l'autorité et la crédibilité d'Arafat. C'est peut-être le gage de l'avènement d'une direction plus collégiale et du renforcement des instances démocratiques.

Le « Parrain » du terrorisme moderne

GIL TROY



L'auteur est professeur d'histoire à l'Université McGill.

Yasser Arafat passera à l'histoire comme le père fondateur du nationalisme palestinien. Quoique né au Caire en 1929, et n'ayant pas fondé l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en 1964, Arafat devait éventuellement incarner le nationalisme palestinien. En 1959, Arafat a participé à la création du Mouvement de libération de la Palestine (le Fatah) — au moment où les réfugiés arabes du mandat britannique en Palestine, devenu l'État d'Israël, commençaient à peine à s'appeler « Palestiniens », répudiant le panarabisme.

En 1969, Arafat a élargi ses responsabilités en assumant la direction de l'OLP. Au cours des 35 dernières années, il a maîtrisé la technique de la révolte par l'échec, survivant à des défaites dévastatrices et à de colossales erreurs de jugement tout en personnifiant les aspirations de son peuple.

Malheureusement, Arafat a choisi la violence et, plus spécifiquement, le terrorisme comme véhicule central des aspirations palestiniennes. Il est devenu le « Parrain » du terrorisme moderne, un combattant de guérilla qui a assassiné des civils pour donner plus de visibilité à son peuple. Les Occidentaux aiment bien prétendre que le terrorisme ne fonctionne pas ; Arafat a donné la preuve du contraire.

Acteur sur la scène mondiale

« Entre 1965 et 1985, les groupes de l'OLP ont commis plus de 8000 actes terroristes — la plupart en Israël, quoique au moins 435 ail-

leurs — tuant plus de 650 Israéliens, des civils à plus de 75 % ainsi que 28 Américains et des dizaines de ressortissants d'autres pays », rapportent Barry Rubin et Judith Colp Rubin dans leur biographie de 2003 publiée par Oxford University Press.

Durant ce temps, Arafat a survécu à l'expulsion de la Jordanie par le roi Hussein, il s'est adressé à la planète à la tribune des Nations unies, il a fréquenté les chefs d'État, survécu à l'expulsion du Liban par les forces israéliennes, et placé les demandes palestiniennes aux premières loges de l'agenda mondial.

Arafat est devenu un acteur sur la scène mondiale à cause de la peur d'un terrorisme qu'il n'a pas limité aux forces d'« occupation » ou aux écoliers israéliens, aux navetteurs et aux athlètes olympiques, mais qu'il a exporté autour du monde — aux voyageurs aériens,

Contrairement à Mandela, Arafat n'a pu réussir la transition de la guerre à la paix.

aux diplomates, aux soi-disant victimes innocentes. Les succès de diplomatie et de relations publiques des Palestiniens ont enhardi la guérilla dans le monde entier et contribué à déclencher la vague actuelle de terrorisme islamique.

À deux reprises, Arafat a dû choisir entre son héritage de géniteur du nationalisme palestinien et son engagement envers le terrorisme, entre la construction d'un État palestinien et la destruction de l'État juif. En 1993-1994, il a fait le saut. Transporté à Oslo de la Tunisie par les Israéliens, Arafat a arraché un pied-à-terre en Cisjordanie et à Gaza et il est devenu chef de l'Autorité palestinienne — tout en promettant de reconnaître Israël et de renoncer à la violence. Le monde a vu en lui le Nel-

son Mandela palestinien et l'a traité comme s'il avait entériné l'accord. Il a apprécié les avantages, du prix Nobel de la paix aux fréquents dîners à la Maison-Blanche de Bill Clinton.

Des balles plutôt qu'un discours

Finalement, contrairement à Mandela, Arafat n'a pu réussir la transition de la guerre à la paix, du combat pour son peuple à la construction d'une société civile. À Camp David, en 2000, devant le compromis hâtivement façonné par Bill Clinton et Ehud Barak, Arafat n'a même pas fait de contre-proposition, optant plutôt pour un retour aux techniques dont lui et la culture politique palestinienne qu'il avait forgée ne pouvaient plus se passer — la terreur et la poésie apocalyptique de l'éliminationnisme, au lieu de la négociation et de la prose modératrice de la gouvernance civile, de la primauté du droit et de la démocratie.

Les critiques palestiniens d'Arafat ont appris au monde entier un nouveau mot — kleptocratie — tellement ils étaient scandalisés devant le détournement de milliards en aide humanitaire par Arafat et ses complices vers des comptes de banque privés.

« Les gens ne sont pas attirés par les discours, mais par les balles », avait déclaré Arafat au début de sa carrière. Son asservissement aux balles et aux bombes l'ont privé du plaisir ultime de donner naissance à un État palestinien. Arafat a échoué partout : il n'a pas réussi à créer un État, à réaliser des compromis, à protéger son peuple, à sévir contre les extrémistes de Hamas, à détruire Israël. De fait, le terrorisme récent a favorisé un sentiment d'unité chez les Israéliens que seul Arafat aurait pu imposer.

Dans l'histoire palestinienne, Yasser Arafat sera acclamé comme père de la nation ; espérons que ses successeurs réussissent à faire leur marque comme pacificateurs. En cherchant un nouveau chef, les Palestiniens ont l'occasion d'honorer la mémoire et non la stratégie d'Arafat. Espérons que cette transition du leadership palestinien ne déclenche pas de guerre civile ou une victoire du Hamas. Souhaitons plutôt une occasion, pour tous les joueurs, d'innover, de créer de nouveaux paradigmes, de se retrousser les manches et de construire la paix.

MONDE

Les GI près de mater Fallouja

Trois membres de la famille du premier ministre Iyad Allaoui pris en otages à Bagdad

AGENCE FRANCE-PRESSE

FALLOUJA – L'armée américaine s'est déclarée hier en mesure de contrôler Fallouja dans les 48 heures, au troisième jour d'une vaste offensive, alors que le couvre-feu a été imposé à Baiji et à Mossoul, dans le nord de l'Irak, et que la fermeture de l'aéroport de Bagdad a été prolongée de 24 heures.

Par ailleurs, trois membres de la famille du premier ministre irakien Iyad Allaoui ont été enlevés à Bagdad par un groupe armé qui menace de les tuer si l'offensive contre Fallouja n'est pas stoppée.

« Si tout se passe comme prévu, nous prendrons le contrôle total de la ville dans les 48 heures », a déclaré un officier américain se trouvant à Fallouja, le bastion sunnite pris d'assaut depuis lundi par les troupes américaines et irakiennes qui entendent la reprendre aux rebelles.

Un peu plus tôt, l'armée américaine avait affirmé contrôler 70 % de Fallouja, située à 50 km à l'ouest de Bagdad.

Un porte-parole des forces américano-irakiennes a affirmé que des soldats irakiens avaient découvert à Fallouja des maisons où des otages étrangers ont été égorgés. « Nous avons découvert les maisons qui étaient utilisées par ces ravisseurs pour égorger les otages, les habits noirs qu'ils portaient et des centaines de CD et des registres remplis de noms », a indiqué le général Abdel Kader Mohan.



Un membre du personnel médical de l'armée américaine vérifiait hier l'état de soldats américains, blessés lors de l'offensive de Fallouja, avant leur transfert en hélicoptère à Bagdad.

Depuis le début de l'offensive, 11 soldats américains et deux soldats irakiens ont été tués, selon un bilan de l'armée US. Un commandant américain a fait état de 20 rebelles tués.

Le Comité des oulémas irakiens, principale organisation religieuse sunnite opposée à la tenue d'élections en janvier, a annoncé qu'un de ses membres, cheikh Abdel Wahab

Ismaïl al-Janabi, a été tué dans l'assaut contre Fallouja.

L'offensive contre Fallouja soulève des critiques en Irak et à l'étranger. Elle semble être à l'origine de l'enlè-

vement du cousin du premier ministre, ainsi que de sa femme et de leur belle-fille, à leur domicile à Bagdad, annoncé hier par un responsable de l'Entente nationale, le parti du chef de gouvernement irakien.

Un groupe armé jusqu'alors inconnu, le « groupe des partisans du jihad » (Jamaat Ansar al-Jihad) a revendiqué ces raptus sur un site Internet, menaçant de tuer ses trois otages si tous les détenus irakiens n'étaient pas libérés et si l'assaut contre Fallouja ne prenait pas fin.

Les rebelles de Fallouja se déplacent à l'aveugle, sans pouvoir communiquer entre eux, a affirmé hier le général américain John Sattler qui commande les forces sur place. Le premier ministre irakien a prolongé de 24 heures la fermeture de l'aéroport international de Bagdad, décidée lundi dans le cadre des mesures d'urgence prises en raison de l'escalade de la violence.

Cinq personnes ont été tuées hier à Mossoul (Nord) alors que le gouvernorat de la région a annoncé un couvre-feu dans cette ville sunnite à partir de 16 h, heure locale.

À Baiji (200 km au nord de Bagdad), des accrochages ont eu lieu hier après-midi en dépit du couvre-feu imposé quelques heures plus tôt après des violences au cours de la journée précédente qui ont fait dix morts et près de 30 blessés.

À l'étranger, la Syrie, par la voix de son ministre des Affaires étrangères Farouk al-Chareh, s'est déclarée opposée au « pilonnage de Fallouja qui sème la mort et la destruction parmi les civils ».

Alberto Gonzales nommé ministre de la Justice par Bush

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON – Le président américain George W. Bush a annoncé hier qu'il nommait ministre de la Justice Alberto Gonzales, jusqu'alors chef des services juridiques de la Maison-Blanche, en remplacement de John Ashcroft qui avait remis sa démission la veille.

« J'ai la joie d'annoncer la nomination du juge Al Gonzales au poste d'attorney général des États-Unis », a annoncé le président américain lors d'une conférence de presse aux côtés de son nouveau ministre. La nomination de M. Gonzales, 49 ans, doit encore recevoir l'accord du Sénat.

Proche du président républicain, Alberto Gonzales a notamment été juge au Texas, État dont George W. Bush était le gouverneur avant d'être élu président en 2000. Il est le premier Hispanique à détenir le portefeuille de la justice dans une administration américaine.

Réélu pour un second mandat de quatre ans la semaine dernière, le président républicain avait annoncé qu'il procéderait à des remaniements dans son équipe gouvernementale.

M. Ashcroft et le ministre du Commerce Donald Evans sont pour l'instant les deux seuls membres du gouvernement à avoir annoncé leur départ.

Conservateur, M. Gonzales a toutefois une image plus modérée que son prédécesseur John Ashcroft, militant de la droite chrétienne la plus extrême, notamment sur la question du droit à l'avortement.

M. Gonzales était également pressenti pour devenir juge à la Cour suprême, en cas de décès ou de départ à la retraite de l'un des neuf juges nommés à vie.

Chef des services juridiques à la Maison-Blanche depuis 2001, il est devenu l'un des conseillers les plus proches du président Bush. Il a notamment participé à l'élaboration de la politique gouvernementale sur les terroristes présumés capturés en Afghanistan en 2001, décidant que ces détenus n'étaient pas protégés par les conventions de Genève sur les prisonniers de guerre.

« Son intelligence aiguë et son jugement sûr ont aidé à façonner notre action dans la guerre contre le terrorisme afin de protéger la sécurité de tous les Américains tout en protégeant leurs droits », a déclaré M. Bush, qui a également salué sa franchise et son calme.

M. Bush a également évoqué les origines très modestes de M. Gonzales. « Le dernier nommé au gouvernement a grandi dans une maison à deux chambres du Texas avec ses parents et ses sept frères et sœurs », a noté le président. « La mère et le père d'Al, Pablo et Maria, étaient des travailleurs immigrés qui n'ont jamais terminé l'école primaire et ont travaillé dur », a-t-il ajouté, précisant que M. Gonzales avait fait ses études dans les universités prestigieuses de Rice et Harvard.

Le prochain ministre de la Justice devra poursuivre les politiques du gouvernement visant à « lutter contre la criminalité, renforcer le FBI et améliorer la lutte contre le terrorisme sur le territoire », a dit M. Bush.

M. Gonzales s'est dit ému de sa nomination, également au nom de la communauté latino des États-Unis. « Les Hispaniques partagent un espoir qu'on leur offre une chance de montrer de quoi ils sont capables. Monsieur le président, merci de m'offrir cette chance », a-t-il déclaré.

Impasse en Irlande du Nord

Le Sinn Féin demande à Londres et Dublin d'intervenir

JOONEED KHAN

« Le Sinn Féin veut un accord pour briser l'impasse en Irlande du Nord, un accord de partage du pouvoir sur la base de droits égaux entre catholiques et protestants. Nous ne pouvons pas le faire tout seuls. Et nous refusons tout retour en arrière. Si le DUP de Ian Paisley n'assume pas ses responsabilités, nous voulons que Londres et Dublin imposent une administration conjointe de la province ».

Mary Lou McDonald, députée du Sinn Féin au Parlement européen, a livré ce message lors d'une tournée au Canada le week-end dernier. Elle est l'une des deux eurodéputées du Sinn Féin, élue dans un comté de Dublin, capitale de la République d'Irlande. L'autre est Bairbre De Bruin, représentant un comté de Belfast, capitale de l'Irlande du Nord.

Mme McDonald, la quarantaine souriante et énergique, est au cœur du drame irlandais : après plusieurs siècles de domination britannique, l'Irlande s'est libérée en 1921, mais Londres a excisé six comtés à majorité protestante (et loyaliste) dans le nord de l'île pour en faire la province de l'Ulster. La lutte de la minorité catholique (et républicaine) pour l'égalité citoyenne et la réunification débouche en 1969 sur une insurrection qui durera 30 ans : en 1998, les parties signent l'accord du Vendredi saint pour régler la crise.

Six ans plus tard, cet accord n'est toujours pas appliqué dans son intégralité. Pire, le parti loyaliste extrémiste DUP, qui a fini en tête chez les protestants aux élections régionales de novembre 2003 (30 sièges sur 108), refuse de dialoguer avec le Sinn Féin, premier parti chez les républicains, avec 24 sièges.

Le DUP accuse le Sinn Féin de conforter son aile militaire, l'IRA (Armée républicaine irlandaise), dont il exige le désarmement et le démantèlement « visibles et vérifiables ». Il réclame aussi des changements dans l'accord du Vendredi saint. Le Sinn Féin refuse : il qualifie de « provocation » la demande du DUP sur l'IRA, et il accuse le DUP de « rechercher un droit de veto sur le Conseil des ministres » et de vouloir « vider de sa substance l'accord du Vendredi saint en sapant ses principes fondamentaux » de droits égaux et de partage du pouvoir.

L'Assemblée régionale d'Irlande du Nord a vu le jour dans le cadre de la « dévolution » britannique, et deux élections ont eu lieu. Mais le partage du pouvoir a trébuché, sur ces questions justement. Londres suspendait le gouvernement régional (Stormont) en octobre 2002 et assumait l'autorité directe sur la province. Et les élections de 2003 mettaient le DUP et le Sinn Féin face à face, renforçant l'impasse.

La médiation de Londres et Dublin n'a rien donné. Le dernier essai a eu lieu dans le Kent en septembre. Les sources informées parlent de « progrès », mais personne n'a rien voulu signer. L'IRA était censée désarmer à l'Halloween, il n'en a rien été. Le Sinn Féin se dit prêt à tout céder sur l'IRA mais en échange d'un accord de partage de pouvoir réel, avec réforme de la police et de la justice. Le DUP veut changer l'élection du premier ministre et du vice-premier ministre, et donner à 30 députés ou plus le droit de geler une décision ministérielle. Et le DUP ne veut pas d'institutions mixtes Belfast-Dublin prévues dans l'accord de paix.

« Nous ne pouvons pas attendre in-

définiment que les unionistes érigent obstacle sur obstacle pour nous empêcher d'aller de l'avant. Londres et Dublin doivent intervenir et imposer une administration conjointe sur l'Irlande du Nord », a affirmé Mme McDonald.

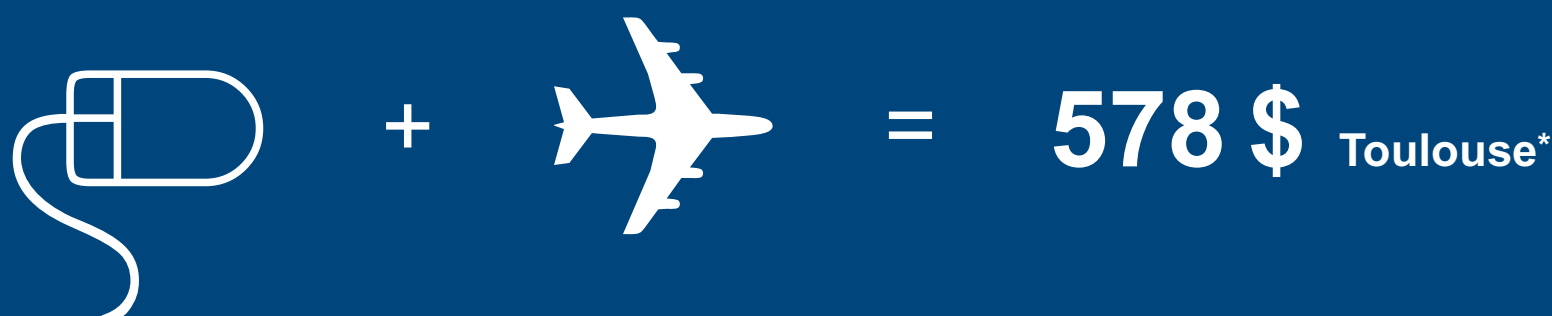
Son collègue Martin McGuinness, négociateur du Sinn Féin, a déclaré hier, à l'issue de discussions à Londres : « Le fait est que le DUP est une minorité (33 sièges sur 108, avec la défection de trois élus de l'UUP), et une majorité de 70 députés et plus sont en faveur de l'accord du Vendredi saint. Londres et Dublin doivent donc agir sans le DUP. Sinon ils encourageront les réjectionnistes ».

À Washington, où il s'est entretenu avec des officiels américains, le chef du Sinn Féin, Gerry Adams, a déclaré qu'« il est temps que le DUP accepte la réalité et s'adapte au 21^e siècle », ajoutant : « On ne peut pas mettre en attente l'accord de paix pour que le DUP s'ajuste aux changements qui s'imposent. »

Le premier ministre irlandais Bertie Ahern, très impliqué dans le processus, se montre à la fois positif et alarmiste : « On est très près d'un accord, l'IRA est prêt à désarmer d'ici à Noël si le DUP s'engage à partager le pouvoir », a-t-il dit, mais « ce serait une énorme tragédie de rater cette chance, cela nous reculerait d'environ deux ans compte tenu des échéances électorales de 2005 ».

Pour Ahern, la chance à ne pas rater se présentera le 26 novembre : Londres et Dublin soumettront alors de nouvelles propositions aux parties pour briser l'impasse en Ulster.

Avec BBC, IOL, IrishEcho, The Guardian et The Scotsman



Nos plus petits prix sont sur www.airfrance.ca

* Date limite d'émission : 12 novembre. Tarif soumis à certaines conditions. Taxes en sus. Détails sur www.airfrance.ca

Arafat est mort

ARAFAT suite de la page 1

L'Autorité palestinienne a décrété un deuil dans l'ensemble des territoires palestiniens.

Un porte-parole de l'hôpital militaire Percy de Clamart, dans la banlieue de Paris, a confirmé que M. Arafat était décédé, une semaine après qu'il eut sombré dans le coma.

Le président du Parlement, Rawhi Fattouh, succède donc temporairement à M. Arafat à titre de président de l'Autorité palestinienne, en attendant la tenue d'élections dans 60 jours.

Les obsèques auront lieu à l'intérieur de l'aéroport du Caire, la ville où Arafat a vu le jour il y a 75 ans. L'Égypte est considérée comme un endroit plus sûr pour les dignitaires étrangers qui assisteront à la cérémonie. La tenue des obsèques à cet endroit facilitera aussi la présence des chefs d'État arabes qui ne reconnaissent pas Israël.

Le corps de M. Arafat sera ensuite transporté à Ramallah pour y être porté en terre dans l'enceinte hautement symbolique de la Mouqataa, théâtre hier d'intenses préparatifs. Des bulldozers et des pelles mécaniques ont en effet nettoyé les gravats qui jonchent la cour intérieure de ce complexe fortifié qu'Arafat, déjà très affaibli, avait quitté pour Paris il y a maintenant 13 jours, au terme du long confinement qu'il a dû y subir.

Le gouvernement israélien avait rejeté catégoriquement le souhait du leader palestinien d'être enterré sur ou près de l'esplanade des Mosquées, au cœur du Vieux-Jérusalem, mais il a donné hier son accord à son inhumation à Ramallah, malgré les réserves de l'armée, qui craint que les Palestiniens soient incapables d'assurer la sécurité sur leur territoire.

Le négociateur en chef palestinien, Saeb Erekat, a affirmé que la dépouille de M. Arafat serait un jour transportée à Jérusalem-Est, « dans la capitale du futur État palestinien ».

M. Arafat avait été visité hier par Tayssir Al-Tamini, chef des tribunaux religieux de Palestine. L'imam a passé une heure aux côtés de M. Arafat. Cet « ami personnel » du chef mourant avait exclu tout recours à l'euthanasie à son arrivée à l'hôpital. « Tant qu'il y a de la chaleur et de la vie dans son corps, on ne peut débrancher les équipements. C'est interdit par la charia (loi islamique) », avait-il assuré.

Quelques manifestations pro-Arafat ont eu lieu autour de la Mouqataa au cours de la journée d'hier. Des jeunes participants, plusieurs d'entre eux coiffés d'un keffieh semblable à celui dont Arafat a fait sa marque de commerce, ont scandé des slogans tels : « Pas Dahlan, pas Abbas, seulement Arafat », en référence à Mohammed Dahlan et Mahmoud Abbas, deux successeurs potentiels du raïs.

En soirée, environ 500 personnes — y compris des membres des Brigades des martyrs al-Aqsa qui avaient tiré des coups de feu dans les airs — avaient défilé devant le complexe, où s'était également tenue une vigile à la chandelle. Un peu partout dans Ramallah, des affiches du président Arafat le montrant au garde-à-vous avaient fait leur apparition sur les murs.

Avant même la confirmation de la mort de M. Arafat, le président américain George Bush s'est dit optimiste pour l'avenir du processus de paix au Moyen-Orient. « Il y aura une ouverture vers la paix quand le leadership du peuple palestinien s'avancera pour dire *Aidez-nous à construire une société démocratique* », a dit M. Bush, qui a systématiquement évité M. Arafat depuis son entrée en fonction il y a quatre ans.

« Quand ça se produira — et je crois que cela va se produire parce que tous les peuples veulent être libres — les États-Unis vont être plus que prêts à les aider à bâtir les institutions nécessaires à l'émergence d'une société démocratique, afin que les Palestiniens aient leur propre État. »

L'Organisation de libération de la Palestine et les autres instances que dirigeait M. Arafat devraient bientôt procéder à l'élection de successeurs.



PHOTO PASCAL GUYOT, AFP

Plus de 400 ressortissants européens ayant trouvé refuge dans un hôtel d'Abidjan pour échapper à la violence qui frappe la capitale économique de la Côte-d'Ivoire ont été évacués hier par des soldats français.

Côte-d'Ivoire L'ONU s'apprête à adopter une résolution

La France rapatrie ses ressortissants

AGENCE FRANCE-PRESSE

ABIDJAN — La France a commencé hier après-midi à évacuer ses premiers ressortissants d'Abidjan, où la mobilisation antifrancophone ne faiblit pas, après quatre jours d'affrontements meurtriers entre partisans du président ivoirien Laurent Gbagbo et militaires français.

Un premier avion d'Air France, d'une capacité de 270 places, a décollé d'Abidjan à destination de Paris. Au total, « quatre avions doivent décoller d'Abidjan dans la journée, représentant une capacité d'environ un millier de places disponibles », selon le ministère français des Affaires étrangères.

À Paris, le premier ministre Jean-Pierre Raffarin a annoncé hier soir à la télévision le « rapatriement volontaire » de Côte-d'Ivoire de « 1 300 ressortissants » français.

Depuis le début des manifestations antifrancophones, qui auraient fait 64 morts et « plus d'un millier » blessés entre samedi, selon le pouvoir ivoirien, quelque 1 300 Européens se sont réfugiés dans la base française du 43^e bataillon d'infanterie de marine (BIMA) et plus de 1 600 sont sous la protection de l'ONU.

La mobilisation antifrancophone se poursuivait hier dans la capitale économique de la Côte-d'Ivoire, où des

milliers de « jeunes patriotes », partisans du régime, se sont massés dans le quartier de la présidence de Cocody, théâtre de heurts la veille, et du Plateau, siège de la radio.

Dans un climat de peur grandissant pour les quelque 14 000 Français vivant dans le pays, Paris a adopté hier un dispositif permettant le rapatriement de tous les Français désireux de quitter la Côte-d'Ivoire.

L'Italie (500 ressortissants), le Canada (700), l'Allemagne (170), la Grande-Bretagne (300) se préparaient au rapatriement de leurs ressortissants, tandis que Washington cherchait à obtenir des places pour ses ressortissants (environ un millier) à bord de vols nolisés qui quittent le pays.

Laurent Gbagbo a assuré hier soir à la télévision française que le calme allait revenir en Côte-d'Ivoire « demain ou après-demain ».

Le président français Jacques Chirac a affiché de son côté sa fermeté face au président Gbagbo, appelant les autorités ivoiriennes à « assumer leurs responsabilités en matière d'ordre public ». M. Chirac a assuré que les manifestations ne feraient pas plier la France, affirmant que les 4000 soldats de l'opération Licorne, renforcée ces derniers jours par 800 hommes, continueraient à protéger les ressortissants français « jusqu'à ce que le calme revienne ».

Pour sa part, le président Gbagbo a estimé que « la question du départ des militaires français du territoire ivoirien n'est pas à l'ordre du jour », dans un entretien à la revue *Geopolitique africaine*.

La crise ivoirienne inquiétait hier les voisins africains du premier producteur mondial de fèves de cacao : elle pourrait réveiller d'autres « foyers de tensions » dans un contexte sous-régional déjà instable, selon le ministre bissau-guinéen des Affaires étrangères, Soares Sambu.

Cherchant toujours une solution africaine à la crise, le président sud-africain Thabo Mbeki, chargé d'une médiation par l'Union africaine (UA), a invité plusieurs dirigeants ivoiriens d'opposition qui devraient arriver aujourd'hui à Pretoria, dont l'ex-premier ministre Alassane Ouattara.

Le président en exercice de l'UA, le chef d'État nigérian Olusegun Obasanjo, a entamé des consultations avec des dirigeants ouest-africains pour la tenue d'un sommet « urgent » africain consacré à la crise ivoirienne.

Le Conseil de sécurité de l'ONU devait adopter en soirée une résolution prévoyant l'imposition de sanctions à la Côte-d'Ivoire à partir du 1^{er} décembre si certains éléments clés des accords de paix ne sont pas pleinement appliqués d'ici là.

La Mouqataa : de prison à sépulture

JEAN-FRANÇOIS BÉGIN

RAMALLAH — Mohammed Bardawi n'y a pas mis les pieds depuis plus de 30 ans, mais il connaît intimement la Mouqataa, le quartier général palestinien où Yasser Arafat sera porté en terre maintenant qu'il a rendu l'âme. Et pour cause. Il habite juste en face depuis 1966. Et il y a été emprisonné à trois reprises.

Depuis deux semaines, la maison de Mohammed et Aida Bardawi s'est transformée en studio de télé. Des équipes de tournage sont juchées en permanence sur le toit de leur bungalow de pierre. Elles sont là pour profiter de la vue imprenable sur l'enceinte de la Mouqataa, où un trio de pelles mécaniques faisait le grand ménage hier après-midi, déplaçant des montagnes de sable et de carcasses de voiture en

prévision de l'arrivée prochaine de la dépouille du leader palestinien.

À travers le va-et-vient, M. Bardawi garde le sourire, accueillant dans sa verrière un flot incessant de visiteurs. Il est difficile d'imaginer que ce gentil grand-père de 77 ans à la voix douce et à l'anglais impeccable ait pu fréquenter par trois fois la geôle qu'était jadis la Mouqataa. C'est pourtant ce qui est arrivé à cet homme dont l'histoire personnelle témoigne éloquentement des bouleversements qu'a connus la région au cours du dernier demi-siècle.

La première fois qu'il s'est retrouvé derrière les barreaux, c'est la police britannique, à l'époque du mandat sur la Palestine, qui l'avait écroué pendant trois jours, après un rassemblement étudiant. Quelques années plus tard, c'était au tour des Jordaniens, qui ont contrôlé la ville de 1949 jusqu'à la fin de la guerre

des Six Jours, en 1967, de l'envoyer à l'ombre pendant une semaine pour avoir signé une pétition réclamant l'abolition de la loi martiale. Pour couronner le tout, l'armée israélienne l'a gardé en prison pendant 10 jours en 1970. Son crime ? Avoir participé à une manifestation contre l'occupation de la Cisjordanie.

Les Palestiniens, qui occupent la Mouqataa depuis 1996, sont les seuls à l'avoir laissé tranquille. « Mais je m'attendais à ce qu'ils finissent par venir me chercher. Je m'y attends toujours, d'ailleurs », dit-il en rigolant.

Bâtie en 1941, la Mouqataa de Ramallah tire son nom du mot arabe qui désigne un canton — un glissement de sens attribuable au fait que le gouverneur régional y avait jadis ses quartiers. Des bâtiments fortifiés similaires ont été construits à l'épo-

LE TOUR DU GLOBE

PAYS-BAS

Terroristes arrêtés

Les forces de sécurité néerlandaises ont arrêté deux terroristes présumés, hier à La Haye, à l'issue du siège d'un appartement de la ville néerlandaise où se trouvent de nombreuses organisations internationales. Un des suspects a été blessé durant l'opération. Un autre suspect lié à cette affaire a été interpellé à Utrecht (centre). Les autorités néerlandaises sont en alerte depuis l'assassinat le 2 novembre à Amsterdam du réalisateur Theo Van Gogh, dont le meurtrier présumé est un Néerlandais d'origine marocaine, qui aurait agi au nom de l'islam radical. Plusieurs lieux de culte ou écoles islamiques ont été la cible d'incidents, d'après AFP

NIGERIA

Pas de lapidation

Une juridiction d'appel islamique du nord du Nigeria a acquitté hier une jeune Nigériane enceinte qui avait été condamnée à mort par lapidation pour adultère par un tribunal coranique. Hajara Ibrahim, 18 ans, avait été condamnée à mort le 8 octobre par un tribunal coranique du village de Lere, dans l'État de Bauchi, un des 12 États du pays — qui en compte 36 — à avoir rétabli la charia (loi islamique) depuis 1999. Le juge Mohammed Mustapha Umar a estimé que le tribunal coranique n'avait pas donné à Hajara l'opportunité de se défendre. « Tout jugement rendu sans possibilité pour l'accusé de se défendre est nul », a-t-il expliqué. La jeune femme avait, avant son mariage arrangé, un petit ami dont elle prétend être tombée enceinte. Plusieurs femmes ont déjà été condamnées à mort par lapidation au Nigeria, mais aucune de ces sentences n'a été exécutée jusqu'à présent, d'après AFP

CHILI

35 000 victimes de torture

Le rapport sur les tortures commises au Chili sous le régime militaire du dictateur Augusto Pinochet, élaboré à partir des témoignages de quelque 35 000 victimes, a été officiellement remis hier au président Ricardo Lagos qui en dévoilera le contenu début décembre, après l'avoir examiné. « Nous avons décrit ce qui est arrivé aux victimes des tortures et fait des propositions de réparation », a déclaré Maria Luisa Sepulveda, secrétaire exécutive de la Commission nationale sur la prison politique et la torture, instituée en août 2003. Le rapport est constitué de trois tomes. Il traite du contexte historique du régime militaire, effectue une chronologie de la répression, rapporte les méthodes de torture utilisées et dresse un portrait général des victimes, d'après AFP

quedu Mandat dans la plupart des villes importantes de Palestine. D'abord commissariat de police, elle est devenue une base militaire sous le régime israélien post-1967, puis Q.G. d'Arafat à son retour à Ramallah en 1996, avant de devenir l'ultime refuge de ce dernier quand Israël l'a assiégé à compter de la fin de 2001.

M. Bardawi a connu Yasser Arafat au Koweït, dans les années 50, à l'époque où le futur chef de l'Organisation de libération de la Palestine n'était qu'un jeune ingénieur civil. « Je n'aurais jamais cru à l'époque qu'il deviendrait ce qu'il est devenu », dit M. Bardawi, qui professe néanmoins une certaine admiration pour « Abou Ammar ».

« Il est unique. On pouvait être d'accord ou non avec lui — et je me suis opposé à tout ce qu'il a fait — mais il a toujours été fidèle à ses idéaux. Et il considérait tous les Palestiniens comme des membres de sa famille. »

M. Bardawi n'aime pas vraiment visiter les cimetières. Mais il fera peut-être une exception pour le coin de la Mouqataa qui sera réservé à Yasser Arafat.

Après tout, ils y ont tous les deux été prisonniers.

FLASH
CE SOIR 18 H 30
LES VEETTES DE LA PUBLICITÉ !
DOSSIER

C'EST MON SHOW
CE SOIR 19 H
MARTINE ST-CLAIR
et JEAN-FRANÇOIS BREAU

TQS.ca

3246432A
Un réseau COGECO
en partenariat avec Bell Globalmedia

On se rappelle

Le 11 novembre, nous ne pouvons les oublier. Ils furent des centaines de milliers à sacrifier leurs rêves, leur jeunesse et leur vie. Des gens de chez nous. La liberté qu'ils ont défendue garde aujourd'hui leur mémoire vivante. Et le temps d'arrêt pour les honorer représente bien peu pour ce qu'ils nous ont donné.

www.bell.ca/souvenirs

